

Rapport de gestion

30	Résumé	48	RBC Particuliers et entreprises – Canada
36	Conventions comptables et estimations	52	RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International (activités poursuivies)
36	Conventions comptables critiques et estimations	54	RBC Marchés des Capitaux
38	Modifications des conventions comptables et des estimations	57	Service de soutien généraux
38	Modifications futures de conventions comptables	58	Analyse du bilan
39	Résultats consolidés liés aux activités poursuivies	59	Gestion du capital
43	Information financière trimestrielle	63	Arrangements hors bilan
43	Analyse des résultats et des tendances	66	Gestion du risque
44	Rendement au quatrième trimestre 2005	68	Risque de crédit
45	Résultats des secteurs d'exploitation liés aux activités poursuivies	73	Risque de marché
46	Principales mesures financières (non définies par les PCGR)	75	Risque d'illiquidité et de financement
		78	Risque d'assurance
		78	Risque opérationnel
		79	Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs
		80	Opérations entre apparentés
		81	Contrôles et processus
		81	Information financière supplémentaire

États financiers consolidés

83	Responsabilité de la direction dans la préparation des états financiers	110	Note 16 Titres de fiducie de capital
83	Rapport des vérificateurs	111	Note 17 Passifs liés aux actions privilégiées et capital-actions
84	Bilans consolidés	112	Note 18 Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales
85	États consolidés des résultats	113	Note 19 Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi
86	États consolidés de la variation des capitaux propres	115	Note 20 Rémunération à base d'actions
87	États consolidés des flux de trésorerie	117	Note 21 Charges liées au réalignement de l'entreprise
88	Note 1 Principales conventions comptables et estimations	118	Note 22 Impôts sur les bénéfices
93	Note 2 Juste valeur estimative des instruments financiers	119	Note 23 Bénéfice par action
95	Note 3 Valeurs mobilières	120	Note 24 Concentrations du risque de crédit
97	Note 4 Prêts	120	Note 25 Garanties, engagements et éventualités
98	Note 5 Titrisations	124	Note 26 Dates contractuelles de modification des taux ou des échéances
100	Note 6 Entités à détenteurs de droits variables	124	Note 27 Opérations entre apparentés
101	Note 7 Instruments financiers dérivés	125	Note 28 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique
104	Note 8 Locaux et matériel	127	Note 29 Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États Unis
105	Note 9 Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	136	Note 30 Événement postérieur à la date du bilan
106	Note 10 Cessions et acquisitions importantes		
107	Note 11 Autres actifs		
107	Note 12 Dépôts		
108	Note 13 Activités d'assurance		
108	Note 14 Autres passifs		
109	Note 15 Débentures subordonnées		

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario et de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2006 et à moyen terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, tant généraux que bien précis, qui donnent naissance à la possibilité que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la gestion des risques de crédit, de marché, de liquidité, de financement et d'exploitation; la solidité des économies canadienne et américaine et la solidité des économies des autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain et la livre sterling; l'incidence des modifications de la politique monétaire, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières)

et leur exécution; les jugements et les procédures judiciaires; notre capacité d'obtenir des informations exactes et complètes de nos clients ou contreparties ou en leur nom; notre capacité de réaligner avec succès notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services; les modifications de nos estimations à l'égard des provisions; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; les désastres naturels, tels que les ouragans; l'incidence possible, sur nos activités, de crises liées à la santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Renvois à des sites Web

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent document ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer notre situation financière ainsi que les changements importants survenus à l'égard de cette dernière et de nos résultats d'exploitation, y compris notre situation de trésorerie et nos sources de financement, pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005, par rapport aux exercices précédents. Afin d'acquies une compréhension approfondie des tendances, des événements, des incertitudes et de l'incidence des estimations comptables critiques sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière, le présent rapport de gestion doit être lu attentivement en parallèle avec nos états financiers consolidés et notes complémentaires. Ce rapport de gestion est daté du 30 novembre 2005, il se base sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et, sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2005, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse sec.gov.

RÉSUMÉ

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière d'actifs et de capitalisation boursière, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Nous offrons, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Notre société compte environ 60 000 employés au service de plus de 14 millions de clients en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Nous utilisons le préfixe RBC pour désigner nos secteurs d'exploitation et nos filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier.

Vision et stratégie

Nos stratégies et nos activités commerciales se fondent sur notre vision – « Toujours mériter le privilège d'être le premier choix de nos clients ». Nous nous efforçons, dans le cadre de toutes nos activités, d'accroître la satisfaction et la loyauté de nos clients avec efficacité. Nous sommes d'avis que cette démarche peut nous aider à générer des revenus élevés et à assurer une forte croissance du bénéfice, ainsi qu'à améliorer davantage la productivité et à maintenir un rendement financier se situant dans le quartile supérieur.

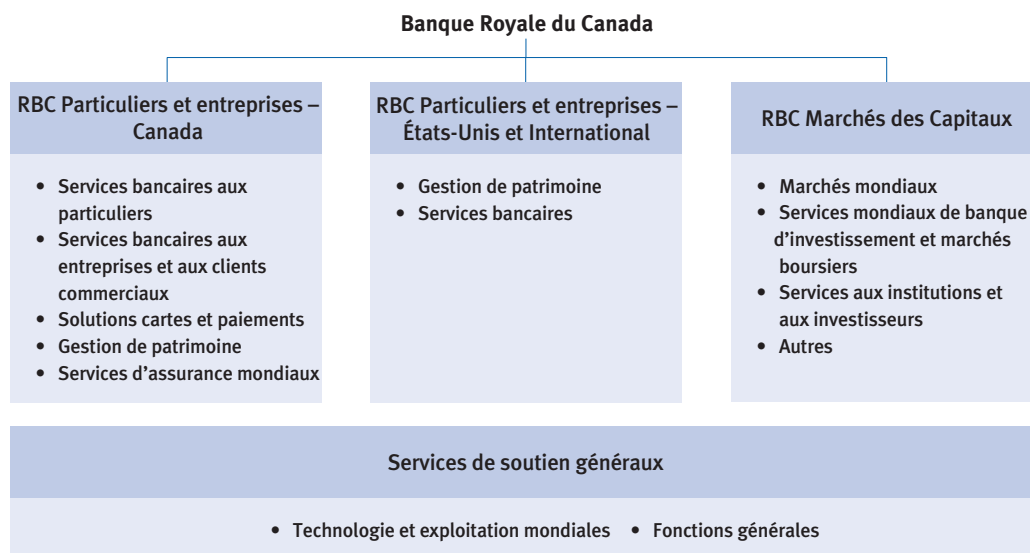
Au Canada, notre objectif vise à être reconnu comme le premier prestataire incontesté de services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux institutions. Nous continuerons de tirer parti de la solidité de nos services bancaires, de nos services de gestion de patrimoine et de nos activités sur les marchés financiers aux États-Unis, et nous demeurerons un prestataire de choix de services financiers à l'échelle mondiale.

Au début de l'exercice, nous avons, à l'appui de notre initiative « Le client avant tout », réaligné nos cinq secteurs d'exploitation en trois secteurs d'exploitation structurés en fonction des besoins des clients et des zones géographiques. À l'heure actuelle, le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada gère les services bancaires et les services de gestion de patrimoine au Canada, de même que nos services d'assurance mondiaux.

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International gère les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles, ainsi que les services de gestion privée globale à l'échelle internationale. Le secteur RBC Marchés des Capitaux fournit un vaste choix de services de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, aux gouvernements et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Toutes les autres activités qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation sont présentées sous notre quatrième secteur, à savoir les Services de soutien généraux. Dans le cadre du réalignement, nous avons intégré toutes nos ressources en matière de systèmes d'information et d'exploitation, de manière à fournir à l'ensemble de RBC et à chaque secteur d'exploitation un soutien plus ciblé et efficace, mieux adapté aux besoins.

Ce réalignement, qui se fonde sur des objectifs stratégiques pour l'ensemble de RBC, a permis à nos secteurs d'exploitation de mieux axer leurs stratégies individuelles et leurs efforts sur les besoins de nos clients, en fonction des contextes opérationnel et concurrentiel au sein desquels ces derniers exercent leurs activités. L'objectif principal des mesures prises au début de l'exercice dans le cadre du réalignement consiste à accroître notre réceptivité, notre responsabilisation et notre efficacité, pour aider nos employés à faire en sorte qu'il soit plus facile pour nos clients actuels et pour nos nouveaux clients de faire affaire avec nous. Nous sommes d'avis que les changements effectués en 2005 ont grandement amélioré notre capacité à nous focaliser davantage sur l'élaboration de solutions et sur la prestation de services à nos clients.

La mise en œuvre fructueuse de notre stratégie s'est traduite par une amélioration de nos principales activités au Canada, par la rationalisation de nos opérations non stratégiques, par la croissance de nos activités aux États-Unis et à l'échelle internationale, ainsi que par la qualité et la diversification accrues de notre bénéfice.



Vue générale de l'exercice 2005

L'exercice s'est principalement caractérisé par la mise à exécution fructueuse de notre initiative « Le client avant tout » et par une conjoncture économique favorable, qui se sont traduites par un rendement record au chapitre du bénéfice, malgré l'incidence de la constatation de provisions relatives au litige lié à Enron et aux sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma.

Initiative « Le client avant tout »

Nous avons lancé l'initiative « Le client avant tout » vers la fin de l'exercice 2004, afin d'améliorer la croissance des revenus en répondant mieux aux besoins des clients, en créant une organisation plus efficiente et en accroissant la valeur pour les actionnaires. Les principales activités mises en œuvre en 2005 dans le cadre de cette initiative incluent le réalignement de notre organisation et la mise à exécution de diverses activités de gestion des revenus et des charges.

Au début de l'exercice 2005, nous avons réaligné nos cinq secteurs d'exploitation en trois secteurs d'exploitation, de manière à répondre plus efficacement aux besoins de nos divers groupes de clients, en fonction des contextes opérationnel et concurrentiel au sein desquels ils exercent leurs activités. Ce réalignement nous a aussi donné l'occasion d'instaurer un nouveau leadership dans les secteurs d'exploitation, de supprimer les postes excédentaires et de rationaliser les processus. L'intégration de nos ressources en matière de systèmes d'information et d'exploitation et l'accroissement de la capacité des services de première ligne nous ont permis d'aider nos employés à améliorer l'expérience client. Nous avons mis en œuvre diverses initiatives visant le contrôle rigoureux de nos coûts et nous avons notamment réduit le personnel de soutien, fermé des succursales et bureaux excédentaires, mis sur pied des programmes d'approvisionnement et vendu des activités et des actifs secondaires.

Au Canada, nous avons amélioré notre gamme de produits, nous avons renforcé nos capacités de distribution afin, notamment, d'accroître l'effectif en contact direct avec les clients, et nous avons rationalisé nos technologies et nos processus.

Aux États-Unis, nous avons renforcé nos opérations en nommant de nouveaux cadres dirigeants de RBC Centura et de RBC Dain Rauscher, en nous défaisant d'opérations et d'actifs non stratégiques et en accroissant nos activités dans des marchés à forte croissance sélectionnés.

À l'échelle internationale, nous avons élargi notre réseau de distribution et notre gamme de produits, et nous avons amélioré nos services à la clientèle.

Nous avons cherché, dans le cadre de toutes nos activités, des occasions d'accroître les revenus tout en améliorant le niveau de service à la clientèle et en procédant à un contrôle minutieux des coûts. Ces initiatives ont joué un rôle essentiel dans l'obtention de notre solide rendement financier en 2005.

Activités et événements clés

Litige relatif à Enron Corp. (Enron)

Au cours de l'exercice, nous avons pris des mesures pour réduire l'incertitude concernant les poursuites liées à Enron. Au troisième trimestre, nous avons annoncé la conclusion d'une entente de règlement concernant notre part de la poursuite MegaClaims intentée par Enron contre nous et un certain nombre d'autres institutions financières. Nous avons convenu de verser à Enron la somme de 31 millions de dollars (25 millions de dollars US), que nous avons passée en charges au troisième trimestre. Nous avons également convenu de verser à Enron un montant de 29 millions de dollars (24 millions de dollars US) relativement à une demande de règlement à l'encontre des biens en faillite d'Enron, que nous avons constaté au quatrième trimestre. L'entente a été approuvée par le tribunal de la faillite fédéral aux États-Unis le 29 novembre 2005.

Au quatrième trimestre, nous avons constitué une provision pour litiges de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions après impôts (276 millions de dollars US après impôts) au titre des autres poursuites liées à Enron, y compris un recours collectif au nom de porteurs de titres d'Enron intenté devant une cour fédérale du Texas. Le montant après impôts de la provision diffère du montant annoncé précédemment, car il reflète un taux d'imposition estimatif moins élevé calculé en fonction de notre processus de fin d'exercice d'examen des impôts. En raison des incertitudes liées au moment et à l'issue de ce type de litige, il se pourrait que les coûts définitifs liés à ces poursuites diffèrent de la provision constituée. Nous continuerons de nous défendre vigoureusement dans le cadre de ces poursuites.

Ouragans (Katrina, Rita et Wilma)

En septembre 2005, nous avons annoncé la comptabilisation d'une charge estimative de 152 millions de dollars (130 millions de dollars US) avant et après impôts, au titre des sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina et Rita. Compte tenu des sinistres nets additionnels découlant de l'ouragan Wilma survenu en octobre, ainsi que de notre examen de l'expérience en matière de sinistres et des évaluations faites par le secteur relativement aux ouragans Katrina et Rita, le total des provisions nettes constituées au quatrième trimestre s'est établi à 203 millions de dollars (173 millions de dollars US) avant et après impôts.

Vente de Liberty Insurance Services Corporation

Le 31 décembre 2004, nous avons conclu la vente à IBM Corporation (IBM) de Liberty Insurance Services Corporation, notre secteur de services d'administration d'assurances de tiers. Nous avons conclu un accord à long terme avec IBM en vertu duquel elle se chargera de processus opérationnels clés pour l'unité américaine de RBC Assurances, notamment la gestion de centres de contact, l'administration des contrats, la gestion des demandes de règlement et la perception et la conciliation des paiements. Ce désinvestissement nous a permis de nous concentrer sur nos principales activités d'assurance aux États-Unis.

Vente d'actifs de RBC Mortgage Company

Au cours de 2005, nous avons établi que RBC Mortgage Company ne constituait plus une entreprise principale qui fournirait un apport positif à nos activités américaines, et nous l'avons par conséquent désignée à titre d'activités abandonnées. Le 2 septembre 2005, nous avons conclu la vente de certains actifs de RBC Mortgage à Home123 Corporation. Nous procédons à la cession des actifs résiduels en temps voulu et à la réduction progressive des opérations.

RBC Dexia Investor Services

Le 9 juin 2005, nous avons annoncé la conclusion d'un accord avec Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia), qui vise à associer nos activités de services financiers aux investisseurs institutionnels dans une coentreprise en parts égales, RBC Dexia Investor Services. La coentreprise, qui regroupera environ 1,8 billion de dollars US d'actifs sous garde, se classera parmi les dix principales banques dépositaires au monde et offrira une gamme complète de services aux investisseurs institutionnels partout dans le monde. Cette opération, qui est assujettie à l'approbation des autorités de réglementation, devrait être conclue à l'exercice 2006.

Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2005

En 2005, la conjoncture économique nord-américaine est demeurée dans l'ensemble favorable pour ce qui est des services financiers. Au Canada, l'économie est demeurée solide et a connu une croissance estimative de 2,9 %, en raison de l'accroissement des activités de négociation, de l'adaptation rapide des entreprises au raffermissement du dollar canadien et du maintien de la demande des consommateurs découlant de la faiblesse des taux d'intérêt et des taux d'emploi qui ont pour ainsi dire atteint des niveaux records. Aux États-Unis, les taux d'intérêt ont poursuivi leur montée en réponse à la forte croissance enregistrée et aux pressions inflationnistes à la hausse.

Les dépenses de consommation élevées et la solidité des marchés de l'habitation en Amérique du Nord ont contribué à l'accroissement des prêts hypothécaires et des autres produits de financement à la consommation. La qualité du crédit des consommateurs est elle aussi demeurée élevée au cours de l'exercice, en raison de la capacité élevée liée au service de la dette, ainsi que de la solidité des bilans.

Les prêts aux petites et moyennes entreprises ont connu une solide remontée, après avoir accusé une faiblesse pendant près de quatre ans, laquelle a été atténuée dans une certaine mesure par le fait que les entreprises ont eu recours à d'importantes réserves en espèces pour financer leurs dépenses au titre des stocks et de l'infrastructure. La qualité du crédit des petites et moyennes entreprises continue de refléter un contexte favorable au chapitre du crédit et des activités commerciales, ainsi qu'une réduction générale du nombre de défaillances et de faillites.

Les marchés financiers ont dû composer avec des marchés boursiers difficiles, avec l'aplatissement de la courbe de rendement ainsi qu'avec les répercussions, sur les activités au sein du marché, de la saison des ouragans. Toutefois, nos activités de montage de titres de participation et de prêts ont dans l'ensemble augmenté par rapport à l'an dernier. Les activités de montage de titres de participation ont bénéficié de la solidité du secteur des fiducies de revenu, lequel a connu un ralentissement par suite de l'annonce faite par l'Agence du revenu du Canada en septembre relativement à son examen de la législation fiscale visant les entités intermédiaires. L'accroissement des activités de montage de prêts tient à la faiblesse continue des taux d'intérêt et à l'émission accrue de titres étrangers au Canada découlant de la modification apportée à la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'abolir les plafonds relatifs au contenu étranger.

Sommaire

La mise en œuvre fructueuse de notre initiative « Le client avant tout » et une conjoncture économique essentiellement favorable se sont traduites par une solide croissance des revenus, par une amélioration de la productivité ainsi que par la hausse des rendements tirés de nos activités bancaires aux États-Unis. Nous avons procédé à l'expansion de nos principales activités au Canada, nous avons rationalisé nos activités secondaires, et nous avons étendu nos activités aux États-Unis et nos activités internationales spécialisées. Dans l'ensemble, la réussite de nos initiatives et les efforts renouvelés que nous déployons pour répondre aux besoins des clients ont continué de renforcer la qualité et la diversification de notre bénéfice et nous ont permis de composer avec divers événements au cours de l'exercice, tout en affichant de solides résultats.

Vue générale de l'exercice 2004

En 2004, le contexte économique et commercial au Canada s'est caractérisé par une croissance économique d'un peu moins de 3 %, par une baisse des taux d'intérêt ainsi que par un accroissement de la demande des consommateurs. L'économie américaine a connu une expansion rapide, et les taux d'intérêt ont pour ainsi dire atteint des taux planchers historiques mais ont ensuite subi une hausse. Les conditions du crédit se sont dans l'ensemble avérées favorables et ont notamment donné lieu à la contrepassation et au recouvrement de montants élevés au titre des prêts problématiques ainsi qu'à la contrepassation d'une tranche de la provision cumulative générale. Ce contexte a soutenu l'accroissement de la demande pour des prêts et des produits de placement dans le secteur des services de détail, tandis que le secteur des prêts aux petites et moyennes entreprises a connu un début de reprise.

En 2004, plusieurs événements importants ont touché l'ensemble de RBC. Nous avons engagé des charges liées au réalignement de l'entreprise de 192 millions de dollars. En 2005, une tranche de 177 millions de dollars de ces charges a été attribuée aux activités poursuivies, et une tranche de

15 millions, aux activités abandonnées. Nous avons constaté une charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage Company de 130 millions de dollars. Nous avons également annoncé la constatation de charges après impôts de 74 millions de dollars au titre des coûts de règlement liés au litige avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank, B.A. (le règlement relatif à Rabobank), déduction faite d'une réduction connexe au titre de la charge de rémunération et de la charge d'impôts.

Notre secteur Assurances a conclu l'acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (UnumProvident), une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation, avec prise d'effet le 1^{er} mai 2004. Cette acquisition a donné lieu à une hausse des revenus et des provisions liés aux activités d'assurance invalidité.

Le 27 février 2004, nous avons conclu l'acquisition de William R. Hough & Co., en contrepartie de 112 millions de dollars US. Cette entreprise de services de placement traditionnels est spécialisée dans la vente, la négociation et la prise ferme de titres à revenu fixe, principalement dans le sud-est des États-Unis. Cette acquisition a eu une incidence positive sur les activités de RBC Marchés des Capitaux liées aux titres de créance.

Le 21 novembre 2003, nous avons conclu l'acquisition des activités bancaires de Provident Financial Group situées en Floride, en contrepartie de 81 millions de dollars US. Cette acquisition nous a donné l'occasion de poursuivre l'expansion de nos activités dans ce marché connaissant une croissance rapide.

Vue générale de l'exercice 2003

En 2003, le Canada et les États-Unis ont enregistré une modeste croissance économique; les risques ont été atténués par les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis, lesquels ont pour ainsi dire atteint des planchers historiques. Les activités sur les marchés financiers ont augmenté au cours de l'exercice, car les conjonctures monétaire et économique ont connu une remontée, ce qui a créé une demande pour des services de banque d'investissement, des services liés aux marchés financiers et des services de gestion de patrimoine. Par ailleurs, les conditions du crédit se sont améliorées, la diminution des pertes de valeur et des pertes sur créances ayant continué de refléter le redressement de la conjoncture économique.

Nous avons acquis les activités d'assurance vie et de fonds communs de placement de Business Men's Assurance Company of America, en contrepartie de 207 millions de dollars US, ce qui nous a permis d'accroître notre portefeuille et de mettre à profit nos capacités intégrées de gestion de patrimoine. En 2003, nous avons également acquis Admiralty Bancorp, Inc. (Admiralty), une société située à Palm Beach Gardens, en Floride, en contrepartie de 153 millions de dollars US, ainsi que Sterling Capital Mortgage Company, en contrepartie de 100 millions de dollars US. Nous avons vendu certains actifs de Sterling Capital Mortgage Company (qui fait partie de RBC Mortgage Company) en 2005.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2005	2004	2003	2005 par rapport à 2004 Augmentation (diminution)	
Opérations poursuivies					
Total des revenus	19 215 \$	17 802 \$	16 988 \$	1 413 \$	7,9 %
Frais autres que d'intérêt	11 388	10 833	10 165	555	5,1 %
Dotations à la provision pour pertes sur créances	455	346	721	109	n.s.
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 625	2 124	1 696	501	23,6 %
Charges liées au réaligement de l'entreprise	45	177	–	(132)	n.s.
Bénéfice net avant impôts	4 702	4 322	4 406	380	8,8 %
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	3 437	3 023	2 955	414	13,7 %
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(50)	(220)	13	170	n.s.
Bénéfice net	3 387 \$	2 803 \$	2 968 \$	584 \$	20,8 %
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	5,22 \$	4,29 \$	4,44 \$	0,93 \$	21,7 %
Bénéfice par action – dilué	5,13	4,23	4,39	0,90	21,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	18,0 %	15,6 %	16,7 %	240 p.b.	n.s.
Rendement du capital de risque (1)	29,3 %	24,6 %	26,5 %	470 p.b.	n.s.
Cours de clôture des actions ordinaires (au 31 octobre)	83,33 \$	63,40 \$	63,48 \$	19,93 \$	31,4 %
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – de base	5,30 \$	4,63 \$	4,42 \$	0,67 \$	14,5 %
Bénéfice par action – dilué	5,21	4,57	4,37	0,64	14,0 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	18,1 %	16,8 %	16,7 %	130 p.b.	n.s.
Rendement du capital de risque (1)	29,7 %	26,5 %	26,4 %	320 p.b.	n.s.
Marge nette d'intérêt (2)	1,52 %	1,53 %	1,63 %	n.s.	n.s.
Ratios de capital (3)					
Ratio du capital de première catégorie	9,6 %	8,9 %	9,7 %	70 p.b.	n.s.
Ratio du capital total	13,1 %	12,4 %	12,8 %	70 p.b.	n.s.
Principales données figurant au bilan					
Total de l'actif	469 521	426 222	399 847	43 299	10,2 %
Valeurs mobilières	160 495	128 946	128 931	31 549	24,5 %
Prêts à la consommation	138 288	125 302	112 792	12 986	10,4 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	53 626	47 258	49 657	6 368	13,5 %
Dépôts	306 860	270 959	259 145	35 901	13,2 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	18 600	17 800	17 550	800	4,5 %
Moyenne du capital de risque (1)	11 450	11 300	11 000	150	1,3 %
Autres données financières					
Biens administrés	1 775 700	1 593 900	1 483 800	181 800	11,4 %
Biens sous gestion	105 700	93 600	88 800	12 100	12,9 %
Renseignements opérationnels liés aux activités poursuivies					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	60 012	61 003	60 812	(991)	(1,6)%
Nombre de succursales	1 419	1 415	1 386	4	n.s.
Nombre de centres de services aux entreprises	65	65	65	–	n.s.
Nombre de guichets automatiques	4 277	4 432	4 469	(155)	(3,5)%
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,824	0,762	0,697	0,06	8,1 %
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,847	0,821	0,758	0,03	3,2 %

Incidence de postes donnés sur les résultats consolidés

Pour les exercices terminés les

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2005		31 octobre 2004		31 octobre 2003	
	Avant impôts	Après impôts	Avant impôts	Après impôts	Avant impôts	Après impôts
Provision relative au litige lié à Enron	(591)\$	(326)\$	– \$	– \$	– \$	– \$
Charges liées aux ouragans Katrina, Rita et Wilma (4)	(203)	(203)	–	–	–	–
Contrepassation de la provision cumulative générale	–	–	175	113	–	–
Charges liées au réaligement de l'entreprise (5)	(58)	(37)	(192)	(125)	–	–
Réduction de valeur de l'écart d'acquisition (6)	–	–	(130)	(130)	–	–
Coûts liés au règlement avec Rabobank	–	–	s.o.	(74)	–	–

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour une analyse plus détaillée.

(2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

(3) Calculé en fonction des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(4) Ces charges représentent des sinistres estimatifs de 223 millions de dollars, moins les provisions de 20 millions comptabilisées aux trois premiers trimestres de 2005.

(5) Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005, une tranche de 29 millions de dollars (après impôts) se rapportait aux activités poursuivies, et une tranche de 8 millions (après impôts), aux activités abandonnées. Au 31 octobre 2004, une tranche de 116 millions de dollars (après impôts) avait trait aux activités poursuivies, et une tranche de 9 millions (après impôts), aux activités abandonnées.

(6) A trait à RBC Mortgage Company, qui a été classée à titre d'activités abandonnées.

n.s. non significatif

s.o. sans objet

Rendement financier

Le bénéfice net a augmenté de 584 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la forte croissance des revenus liée aux activités de prêt, de dépôt et de gestion des placements, laquelle découle de la solidité de l'économie nord-américaine et de la faiblesse des taux d'intérêt. Elle tient également à la constatation, en 2004,

d'une tranche de 177 millions de dollars des charges liées au réaligement de l'entreprise dans les activités poursuivies et d'une tranche de 15 millions dans les activités abandonnées, d'une charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage Company de 130 millions, et des coûts de règlement liés au litige avec Rabobank. La croissance des activités ainsi que

les facteurs mentionnés ci-dessus ont été compensés en partie par les provisions constituées en 2005 au titre du litige lié à Enron et des sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma, ainsi que par la contrepassation d'une tranche de 175 millions de dollars de la provision cumulative générale à l'exercice précédent.

Le bénéfice dilué par action s'est établi à 5,13 \$, en hausse de 0,90 \$ ou 21 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 18,0 %, en hausse de 240 points de base, malgré les facteurs dont il est fait mention précédemment.

Le bénéfice net tiré des activités poursuivies s'est chiffré à 3 437 millions de dollars, en hausse de 414 millions ou 14 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des revenus. Les revenus ont progressé de 1 413 millions de dollars ou 8 %, résultat qui reflète les hausses liées aux services de prêt, de dépôt, d'assurance et de gestion de patrimoine découlant de nos initiatives relatives à la croissance des revenus et du contexte commercial favorable en Amérique du Nord. Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 555 millions de dollars ou 5 %, en raison surtout de la provision de 591 millions relative au litige lié à Enron et de la hausse de la rémunération à base d'actions liée à l'appréciation importante du cours de nos actions ordinaires. La hausse des frais autres que d'intérêt a été neutralisée en partie par les coûts du règlement relatif à Rabobank comptabilisés l'an dernier, par l'incidence positive du raffermisssement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains, ainsi que par l'amélioration de la productivité. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 501 millions de dollars, ou 24 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement du volume des activités d'assurance invalidité, qui englobent les activités d'UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, et à l'incidence de la provision relative aux sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflète en grande partie la contrepassation d'une tranche de 175 millions de dollars de la provision cumulative générale constatée à l'exercice précédent ainsi que l'accroissement des provisions au titre de prêts à la consommation découlant de la croissance du portefeuille. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des recouvrements liés aux prêts aux grandes entreprises.

Le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 5,21 \$, en hausse de 0,64 \$ ou 14 %, malgré l'incidence de la baisse de 0,50 \$ imputable à la provision relative au litige lié à Enron. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies s'est établi à 18,1 %, en hausse de 130 points de base comparativement à l'an dernier.

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 50 millions de dollars pour l'exercice, par rapport à une perte nette de 220 millions l'an dernier. La perte pour 2005 reflète principalement les charges liées à la vente et à la réduction progressive d'activités ainsi que les ajustements comptables visant des périodes précédentes. Les charges comportent des éléments tels que les coûts liés à la fermeture de notre bureau à Chicago et de certaines succursales, la rémunération au rendement versée aux employés, ainsi que la réduction de valeur de certains actifs. La perte constatée à l'exercice précédent était en grande partie imputable à la constatation d'une charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions de dollars ainsi qu'à la hausse des pertes d'exploitation.

Ratios de capital

Le ratio de capital de première catégorie et le ratio de capital total se sont établis à 9,6 % et à 13,1 %, respectivement, en hausse de 70 points de base par rapport à l'an dernier. L'amélioration de nos ratios de capital reflète le montant élevé de capitaux générés à l'interne, la gestion active de notre bilan, ainsi que l'émission nette d'instruments de capital en 2005.

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains		Tableau 2	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2005 par rapport à 2004	2004 par rapport à 2003	
Total des revenus (en baisse) en hausse	(420)\$	(535)\$	
Frais autres que d'intérêt en baisse (en hausse)	260	305	
Bénéfice net tiré des activités poursuivies (en baisse) en hausse	(65)	(70)	
Bénéfice net (en baisse) en hausse	(61)	(55)	
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	(0,10)\$	(0,11)\$	
Bénéfice dilué par action	(0,09)\$	(0,08)\$	

Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain influent sur les résultats libellés en dollars américains. Le tableau quantifie l'incidence de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et il illustre la valeur de conversion des éléments et du bénéfice par action de la période considérée en fonction du taux de change moyen de la période précédente. Nous sommes d'avis que cela nous permet d'évaluer les résultats sous-jacents sur une base qui facilite leur comparaison.

Comparativement à l'an dernier, le dollar canadien s'est apprécié de 8 % en moyenne par rapport au dollar américain en 2005, ce qui a entraîné une baisse de 61 millions de dollars du bénéfice net libellé en dollars américains et une réduction de 0,09 \$ du bénéfice dilué par action par rapport à 2004. Le bénéfice net tiré des activités poursuivies libellé en dollars américains a reculé de 65 millions de dollars, et le bénéfice dilué par action a subi une baisse de 0,10 \$, comparativement à l'an dernier.

Rendement obtenu en 2005 par rapport aux objectifs

Les objectifs financiers pour 2005 que nous avons établis à la fin de 2004 étaient basés sur la conjoncture économique actuelle et prévue, sur notre rendement en 2004 et sur notre initiative « Le client avant tout ». À la lumière de notre rendement en 2004, nous avons établi des objectifs ambitieux pour 2005, de manière que nos niveaux d'évaluation se situent de nouveau dans le quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques. Nous avons établi ces objectifs en nous fondant sur une valeur moyenne du dollar canadien prévue de 0,80 \$ US pour 2005; la valeur moyenne réelle du dollar canadien s'est toutefois établie à 0,82 \$ US.

En 2005, nous avons atteint ou surpassé la plupart de nos objectifs. La croissance du bénéfice dilué par action a excédé 20 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18 %, résultats qui se comparent favorablement avec notre objectif de 20 %+ en ce qui concerne la croissance du bénéfice par action et à notre objectif de 18 % à 20 % pour ce qui est du rendement des capitaux propres. La croissance de 8 % des revenus tirés des activités poursuivies reflète la mise en œuvre fructueuse, au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, d'initiatives planifiées avec grand soin, et elle se situe dans la portion supérieure de notre objectif, qui visait une croissance de 6 % à 8 %. Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies ont augmenté de 5 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout de la provision relative au litige lié à Enron. Notre objectif visait une croissance des frais inférieure à 3 %. Notre rigoureuse gestion du risque et le caractère relativement salubre de l'environnement du crédit se sont traduits par un rendement positif au chapitre de la qualité du portefeuille. Les provisions spécifiques pour pertes sur créances exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations se sont établies à 0,21 %. Ce ratio, qui est calculé sur une base continue, se compare favorablement avec notre objectif de 0,35 % à 0,45 %, et il a été touché de façon positive par la dotation d'une tranche de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques à la provision cumulative générale au cours du premier trimestre de 2005, qui a réduit ce ratio de 0,03 %. Par ailleurs, nous avons amélioré notre ratio de capital comparativement à l'exercice précédent, et nos ratios de capital demeurent plus élevés que nos objectifs et que les taux réglementaires. Nos ratios de capital de première catégorie et de capital total se sont établis à 9,6 % et à 13,1 %, respectivement, soit des résultats considérablement supérieurs à nos objectifs de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, ainsi qu'aux taux réglementaires de 7 % et de 10 %. Finalement, notre ratio de distribution de 45 % se situe dans notre fourchette cible de 40 % à 50 %.

Perspectives et objectifs pour 2006

Perspectives économiques

La croissance du PIB réel au Canada, estimée à 2,9 % pour 2005, devrait augmenter pour s'établir à 3,4 % en 2006. Cette croissance devrait être alimentée par de solides facteurs économiques fondamentaux, y compris la bonne tenue du marché du travail et la hausse des exportations nettes. Nous prévoyons une baisse du cours du pétrole en 2006 comparativement à 2005, ce qui pourrait entraîner l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada continue d'augmenter les taux d'intérêt de façon modérée jusque vers la fin de 2006 pour maintenir l'inflation de base près du taux cible de 2 %. L'augmentation des taux devrait avoir un effet modérateur sur le marché de l'habitation.

L'économie américaine devrait demeurer solide en 2006 malgré un rythme de croissance ralenti, la croissance du PIB réel se chiffrant à 3,2 % comparativement à la croissance estimative de 3,4 % en 2005, surtout en raison de la hausse des taux d'intérêt. En dépit du ralentissement graduel de l'économie, les tensions inflationnistes s'accroissent de diverses façons. La hausse des prix énergétiques et du coût unitaire de la main-d'œuvre ainsi que l'anticipation grandissante d'inflation à long terme devraient inciter la Réserve fédérale américaine à augmenter les taux d'intérêt davantage en 2006.

Les taux de croissance de l'ensemble des économies du G7 devraient converger dès que le déficit des opérations courantes des États-Unis aura commencé à diminuer et que s'estomperont les séquelles du choc pétrolier et du nettoyage à la suite des ouragans Katrina, Rita et Wilma. Les banques centrales des pays aux cycles économiques plus avancés ont déjà commencé à relever leurs taux d'intérêt ou s'apprentent à le faire.

Perspectives d'affaires

Nous nous attendons à un ralentissement de la croissance des prêts aux particuliers pour l'Amérique du Nord l'année prochaine, en raison de la hausse prévue des taux d'intérêt, de l'essoufflement attendu des marchés de l'habitation et de l'automobile ainsi que de l'incidence défavorable de tels facteurs sur la demande de biens durables. La croissance des prêts aux entreprises devrait être comparable à celle connue en 2005, grâce à des taux d'intérêt relativement faibles et aux investissements continus des entreprises dans les stocks et dans des infrastructures plus productives.

Nous prévoyons que la qualité du crédit aux particuliers et aux entreprises demeurera stable compte tenu de la vigoureuse conjoncture économique nord-américaine et que la dotation à la provision pour pertes sur créances augmentera proportionnellement à l'augmentation des volumes de prêts. La hausse des pertes sur créances en 2006 devrait également refléter une diminution des possibilités de recouvrement.

Nous voyons des indications d'une réduction contrôlée des liquidités des consommateurs, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos comptes de dépôt personnels, mais non sur les dépôts à terme fixe, tandis que les ventes de fonds communs de placement devraient continuer d'augmenter.

Les perspectives concernant les marchés financiers sont contradictoires, étant donné les taux d'intérêt faibles mais en hausse, le déclin du secteur des fonds de couverture et le ralentissement de l'économie américaine, facteurs qui devraient freiner la demande de services de montage et de services-conseils tout en réduisant davantage les occasions de négociation.

Objectifs pour 2006

Tout au long de 2006, nous poursuivrons la mise en application de notre initiative « Le client avant tout » et continuerons à respecter les priorités de nos secteurs d'exploitation. Par conséquent, nous avons défini des objectifs financiers audacieux pour 2006 en fonction des perspectives économiques et d'affaires. Nous continuons à viser une croissance du bénéfice dilué par action de plus de 20 % pour 2006 ainsi qu'une croissance des revenus se situant entre 6 % et 8 %. Notre objectif au chapitre du ratio de distribution demeure entre 40 % et 50 %. Cependant, nous avons changé nos objectifs concernant le rendement des capitaux propres, le contrôle des frais autres que d'intérêt, la qualité du portefeuille et la gestion du capital. Pour ce qui est du rendement des capitaux propres, nous avons haussé notre objectif à plus de 20 % comparativement à un rendement se situant entre 18 % et 20 % en 2005. Nous avons remplacé l'objectif de contrôle des frais autres que d'intérêt par un objectif de levier d'exploitation, car nous estimons qu'il est plus utile d'examiner la croissance des frais autres que d'intérêt en fonction de la croissance des revenus (le levier d'exploitation est la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt). Nous avons comme nouvel objectif un levier d'exploitation de plus de 3 %, compte non tenu de l'incidence de la provision de 591 millions de dollars pour les litiges liés à Enron sur les frais autres que d'intérêt. Nous avons également changé notre objectif au chapitre de la qualité du portefeuille, car nous estimons que nous aurons moins de possibilités de recouvrement en 2006. Notre nouvel objectif consiste en un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations se situant entre 0,40 % et 0,50 %, comparativement à notre ancien objectif de 0,35 % à 0,45 %. De plus, nous avons fixé à plus de 8 %, plutôt qu'entre 8 % et 8,5 %, le ratio minimal du capital de première catégorie, lequel se compare favorablement avec le ratio cible de 7 % recommandé par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Même si nous continuons à gérer notre capital de façon à assurer la conformité avec les exigences réglementaires concernant à la fois le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total, notre objectif pour 2006 en ce qui a trait au capital est axé seulement sur notre ratio du capital de première catégorie. Nous estimons que le ratio du capital de première catégorie est la principale mesure de la santé financière aux yeux de nos partenaires clés.

À compter de 2006, nos objectifs à moyen terme (correspondant à une période de trois à cinq ans) se limitent à un but qui consiste à produire un rendement total pour les actionnaires se situant dans le quartile supérieur par rapport à notre groupe d'entreprises homologues au Canada et aux États-Unis (1). Notre environnement externe évolue de plus en plus; par conséquent, il devient de plus en plus difficile de faire des prévisions sur trois à cinq ans. En outre, la définition de deux séries d'objectifs financiers, l'une pour l'exercice courant et l'autre pour le moyen terme, peut prêter à confusion.

(1) Comprend 7 grandes institutions financières canadiennes (Société Financière Manuvie, La Banque de Nouvelle-Écosse, Groupe Financier Banque TD, BMO Groupe financier, Financière Sun Life, Banque Canadienne Impériale de Commerce et Banque Nationale du Canada) et 13 principales institutions financières américaines (Bank of America, JP Morgan Chase & Co., Wells Fargo & Company, Wachovia Corporation, US Bancorp, Sun Trust Banks, Inc., The Bank of New York, BB&T Corporation, Fifth Third Bancorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group, KeyCorp et Northern Trust Corporation).

Mise en application des conventions comptables critiques et estimations

Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés. Certaines de ces conventions, ainsi que les estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que nous sommes tenus d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines, et il est probable que des montants considérablement différents seront présentés dans des conditions différentes ou selon des hypothèses différentes. Nos conventions comptables critiques et nos estimations visent la provision cumulative pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les opérations de titrisation, les entités à débiteurs de droits variables, les régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite, et les impôts sur les bénéfices. Nos conventions comptables critiques et nos estimations ont été examinées et approuvées par notre Comité de vérification, en collaboration avec la direction, dans le cadre du processus d'examen et d'approbation de nos principales conventions comptables et estimations.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances reflète l'estimation de la direction en ce qui a trait à l'existence de pertes probables au titre de notre portefeuille de prêts, y compris les prêts, les acceptations, les lettres de crédit et garanties, et les engagements non provisionnés, à la date du bilan. Elle se compose de la provision cumulative spécifique et de la provision cumulative générale. La provision cumulative spécifique fait l'objet de calculs basés sur l'établissement et le calcul, par la direction, des pertes liées aux prêts douteux. Le calcul de la provision cumulative générale, qui a lieu chaque trimestre, se fonde sur l'évaluation par la direction des pertes probables liées au reste du portefeuille.

Le processus qui sert à calculer les provisions cumulatives consiste notamment à effectuer des évaluations quantitatives et qualitatives au moyen d'informations actuelles et historiques sur les créances. Il nécessite la formulation de certaines hypothèses et de certains jugements, y compris : i) l'évaluation du classement des prêts à titre de prêts douteux ou des cotes de crédit liées aux prêts; ii) l'estimation des flux de trésorerie et de la valeur des biens affectés en garantie; iii) l'établissement de taux de défaillance et de pertes basés sur les données historiques et sur les données de l'industrie; iv) l'ajustement des taux de pertes et des paramètres en fonction de la pertinence de l'expérience en matière de pertes, compte tenu des changements apportés aux stratégies, aux processus et aux politiques en matière de crédit; v) l'évaluation de la qualité actuelle du crédit du portefeuille selon les tendances en matière de mesure du crédit ayant trait aux prêts douteux, aux radiations et aux recouvrements, ainsi que la composition du portefeuille et la concentration du crédit; vi) l'établissement de la position actuelle relativement au cycle économique et au cycle de crédit. Des modifications de ces hypothèses ou le recours à d'autres jugements raisonnables pourraient avoir une incidence importante sur le niveau de la provision cumulative et sur le bénéfice net.

Provision cumulative spécifique

Les provisions cumulatives spécifiques servent à absorber les pertes probables sur les prêts douteux. Un prêt est considéré comme douteux lorsque la direction juge qu'il n'y a plus aucune assurance raisonnable que tous les paiements d'intérêts et de capital seront effectués conformément au contrat de prêt.

En ce qui concerne les prêts aux grandes entreprises et aux gouvernements, qui font l'objet d'une surveillance régulière, un prêt est considéré comme un prêt douteux selon notre évaluation de la situation financière générale de l'emprunteur, de ses ressources disponibles et de sa propension à effectuer les paiements lorsqu'ils deviennent exigibles. Les provisions cumulatives spécifiques sont établies pour chaque compte individuel considéré comme douteux, selon le jugement de la direction quant à la réalisation des flux de trésorerie futurs, y compris les montants que l'on peut raisonnablement s'attendre à recevoir de l'emprunteur ou de garants financièrement responsables, ou par suite de la réalisation d'une sûreté réelle. Les coûts de recouvrement estimatifs sont déduits des montants que l'on s'attend à récupérer, et ces montants sont actualisés au taux d'intérêt effectif de l'obligation.

Dans le cas des portefeuilles de prêts homogènes (prêts hypothécaires résidentiels, prêts aux particuliers et prêts aux petites et moyennes entreprises), un prêt est considéré comme un prêt douteux lorsqu'il est en

souffrance depuis 90 jours, soit la période de défaillance généralement prévue par le contrat. L'estimation des provisions cumulatives spécifiques liées à ces comptes se fonde sur une formule qui consiste à appliquer un ratio de radiations nettes propre à un produit aux montants des prêts douteux connexes. Le ratio de radiations nettes se base sur l'expérience en matière de pertes, ajustée pour tenir compte du jugement de la direction quant aux tendances récentes en matière de qualité du crédit, des caractéristiques et de la composition du portefeuille, ainsi que des conditions économiques et de marché. Les soldes des cartes de crédit sont directement radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Provision cumulative générale

La provision cumulative générale sert à absorber les pertes prévues au titre des comptes du portefeuille de prêts qui n'ont pas encore été classés comme des comptes douteux. L'estimation de ces pertes se base sur un certain nombre d'hypothèses, notamment i) le niveau des prêts douteux non désignés, compte tenu des conditions économiques et de marché actuelles; ii) le moment auquel les pertes sont réalisées; iii) le montant engagé qui sera utilisé lorsque le compte sera classé comme un compte douteux; iv) le degré de la perte. Afin de déterminer le niveau approprié de la provision cumulative générale, la direction a recours à divers modèles statistiques axés sur les taux de perte historiques et sur des paramètres, de manière à estimer une fourchette de pertes probables au cours d'un cycle économique. La direction tient ensuite compte des modifications apportées aux processus d'octroi de crédit, y compris la souscription, l'établissement des limites et le processus lié aux comptes problèmes, afin d'ajuster l'expérience en matière de pertes pour qu'elle reflète davantage l'environnement actuel. Par ailleurs, l'information sur le crédit, y compris la composition du portefeuille, les tendances en matière de qualité du crédit ainsi que les informations d'ordre économique et commercial, sont évaluées pour déterminer le niveau approprié de la provision cumulative.

Dans le cas des prêts aux grandes entreprises et aux gouvernements, l'estimation du niveau de la provision cumulative générale se fonde sur le jugement de la direction quant aux conditions économiques et de marché, à l'expérience en matière de pertes, à l'incidence des modifications de politiques, ainsi qu'à d'autres facteurs pertinents. L'établissement de la fourchette de pertes consiste à appliquer un certain nombre de paramètres liés aux obligations engagées. Les principaux paramètres utilisés sont la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance et le montant utilisé au moment de la défaillance. Les probabilités de défaillance sont établies en fonction du type d'emprunteur et de la cote de crédit de ce dernier. Les pertes en cas de défaillance se fondent en grande partie sur la structure transactionnelle et sur le type de client, et les montants utilisés au moment de la défaillance sont appliqués en fonction de la cote de crédit. Ces paramètres se fondent sur l'expérience à long terme en matière de pertes (évolution des défaillances, gravité des pertes et risque auquel nous sommes exposés lorsqu'une défaillance se produit). Ils sont étayés par des études externes ainsi que par des initiatives au sein de l'industrie, et ils sont mis à jour régulièrement. Cette démarche nous permet de générer une fourchette de pertes probables au cours d'un cycle économique. L'un des principaux facteurs relatifs au jugement qui influe sur l'estimation des pertes de ce portefeuille est l'application du cadre interne d'établissement de cotes de crédit, lequel se base sur nos évaluations quantitatives et qualitatives de la situation financière de l'emprunteur afin d'y attribuer une cote de crédit interne semblable à celles utilisées par les agences de notation externes. Toute modification importante des paramètres ou des hypothèses dont il est fait mention ci-dessus aura une incidence sur la fourchette de pertes sur créances prévues et pourrait par le fait même influencer sur le niveau de la provision cumulative générale.

En ce qui concerne les prêts homogènes, y compris les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts sur cartes de crédit ainsi que les prêts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises, des pertes probables sont estimées relativement à chaque portefeuille. L'expérience à long terme est prise en compte relativement aux prêts en souffrance afin de déterminer une fourchette de pertes probables au cours d'un cycle économique. La direction considère ensuite les tendances actuelles en matière de qualité du crédit du portefeuille, les conditions économiques et de marché, l'incidence des modifications des politiques et des processus, ainsi que d'autres facteurs pour déterminer le niveau de la provision cumulative générale. Par ailleurs, la provision cumulative générale comprend une composante relative aux limites et au caractère imprécis des méthodes de calcul de la provision cumulative.

Total de la provision cumulative pour pertes sur créances

Selon les procédures dont il est fait mention ci-dessus, la direction estime que le total de la provision cumulative pour pertes sur créances, à savoir 1 568 millions de dollars, est suffisant pour absorber les pertes sur créances estimatives encourues par le portefeuille de prêts au 31 octobre 2005. Ce montant inclut une tranche de 70 millions de dollars au titre de lettres de crédit, de garanties et d'engagements non provisionnés, classée dans les autres passifs. La réduction de 146 millions de dollars sur 12 mois reflète la diminution du nombre de prêts douteux.

Juste valeur des instruments financiers

Conformément aux PCGR du Canada, nous inscrivons certains instruments financiers à la juste valeur dans notre bilan. Ces instruments financiers comprennent les titres détenus dans notre portefeuille de négociation, des engagements afférents à des titres vendus à découvert, et des instruments dérivés (à l'exception des produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation qui font l'objet d'une comptabilité de couverture).

Au 31 octobre 2005, environ 164 milliards de dollars, ou 36 %, de nos actifs financiers et 75 milliards, ou 19 %, de nos passifs financiers étaient inscrits à la juste valeur. Des renseignements sur la juste valeur estimative de tous nos instruments financiers au 31 octobre 2005 sont présentés à la note 2 des Notes complémentaires. Par juste valeur, on entend le montant pour lequel un instrument pourrait être acheté ou vendu dans le cadre d'une opération effectuée par deux parties consentantes, autre qu'une vente forcée ou une liquidation.

Les cours du marché dans un marché actif attestent le mieux la juste valeur des titres. Si un cours du marché n'est pas disponible relativement à un instrument financier donné, nous utilisons le cours du marché d'un instrument financier doté de caractéristiques et d'un profil de risque semblables, ou des modèles d'évaluation internes et externes pour déterminer la juste valeur.

Une provision est constituée lorsque nous estimons possible que le montant réalisé à la vente sera inférieur à la juste valeur estimative, en raison d'une liquidité insuffisante à court terme. Nous constituons aussi une provision au titre du risque lié aux modèles, découlant du fait qu'il peut arriver que la valeur estimative ne reflète pas la valeur réelle en raison de certaines conditions du marché entraînant un stress. Ces provisions reflètent les divers jugements exercés par la direction en fonction de recherches et d'analyses quantitatives.

La plupart de nos portefeuilles de négociation et de nos engagements afférents à des titres vendus à découvert comportent ou visent des titres de créance et des titres de participation activement négociés, qui sont inscrits à la juste valeur en fonction des cours du marché disponibles.

Étant donné que peu d'instruments dérivés sont activement cotés, nous nous basons principalement sur des modèles internes d'établissement des prix ainsi que sur des modèles standards du secteur, tels que le modèle de Black et Scholes, pour déterminer la juste valeur. Pour déterminer les hypothèses qui sous-tendent nos modèles d'établissement des prix, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux monétaires, ainsi que la volatilité des prix et des taux. Toutefois, pour évaluer certains instruments dérivés, nous nous appuyons sur d'importants facteurs de marché non observables tels que les corrélations entre les défaillances. Ces facteurs font l'objet d'un nombre considérablement plus élevé d'analyses quantitatives et de jugements par la direction. De plus amples renseignements sur nos instruments dérivés sont fournis à la note 7 des Notes complémentaires.

Le tableau ci-après illustre nos principaux actifs et passifs financiers constatés à la juste valeur au 31 octobre 2005, pour chaque méthode d'évaluation :

Actifs et passifs inscrits à la juste valeur selon chaque méthode d'évaluation

Tableau 3

	Actifs financiers		Passifs financiers	
	Titres de négociation	Dérivés	Engagements afférents aux titres vendus à découvert	Dérivés
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Juste valeur	125 760 \$	38 341 \$	32 391 \$	42 404 \$
Fondée sur				
Cours du marché	85 %	– %	93 %	– %
Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché observables	15	99	7	100
Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché non observables	–	1	–	–
	100 %	100 %	100 %	100 %

Les méthodes, modèles et hypothèses utilisés aux fins de l'établissement des prix et de l'évaluation de ces actifs et passifs financiers sont subjectifs, et la direction doit exercer divers jugements à leur égard, ce qui pourrait donner lieu à des justes valeurs et à des résultats financiers considérablement différents. Afin d'atténuer ce risque, tous les modèles d'évaluation financière importants font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, et ils sont approuvés par notre unité fonctionnelle de gestion des risques, afin de fournir un point de vue indépendant. De plus, le BSIF procède à un examen sélectif de nos modèles fondé sur le profil de risque, afin d'assurer le caractère adéquat des modèles et la validité des hypothèses qu'utilise la direction. De plus amples détails sur la sensibilité des instruments financiers utilisés aux fins des activités de négociation et des activités autres que de négociation sont présentés à la rubrique Gestion du risque.

Comme il est mentionné à la note 1 des Notes complémentaires, les variations de la juste valeur des titres du compte de négociation et des engagements afférents aux titres vendus à découvert sont portées aux revenus autres que d'intérêt à titre de revenus tirés des activités de négociation, et les variations de la juste valeur des dérivés détenus à des fins de négociation et à des fins autres que de négociation qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont portées aux revenus autres que d'intérêt.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels, de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires commerciaux en vendant ceux-ci à des entités ad hoc ou à des fiduciaires qui émettent des titres aux investisseurs. L'une des principales décisions comptables aux fins de la titrisation de nos prêts consiste à déterminer si la cession des prêts satisfait aux critères établis pour que ladite cession soit considérée comme une vente et, si tel est le cas, à évaluer les droits que nous avons conservés dans les prêts titrisés. Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires pour une description détaillée de la convention comptable liée aux opérations de titrisation de prêts.

Lorsque nous titrisons des prêts et que nous conservons un droit dans lesdits prêts, nous devons exercer un jugement pour déterminer si les prêts ont été isolés juridiquement. Le cas échéant, nous obtenons un avis juridique afin de déterminer si les prêts cédés sont isolés juridiquement. Dans bien des cas, nous conservons des droits dans des prêts titrisés tels que des coupons détachés, des droits de gestion, ou des comptes de réserve. Lorsqu'aucun cours du marché n'est disponible, l'évaluation des droits conservés sur les actifs vendus se fonde sur notre meilleure estimation de plusieurs hypothèses clés, telles que le taux de remboursement des prêts cédés, la durée moyenne pondérée des créances pouvant être prépayées, la marge excédentaire, les pertes sur créances prévues et le taux d'actualisation. La juste valeur de ces droits conservés calculée au moyen de ces hypothèses influe sur le gain ou la perte qui est constaté au titre de la vente des prêts. La note 5 des Notes complémentaires fournit des renseignements sur les volumes de titrisation de nos prêts ainsi que sur le gain ou la perte constaté à la vente, de même qu'une analyse de sensibilité des principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits que nous avons conservés.

Une autre décision comptable clé consiste à déterminer si nous sommes tenus de consolider l'entité ad hoc utilisée aux fins de la titrisation et de la vente de nos prêts. Comme il est décrit à la note 6 des Notes complémentaires, nous avons conclu qu'aucune des entités ad hoc que nous utilisons pour titriser nos actifs financiers ne doit être consolidée.

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté la note nouvelle d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15), laquelle fournit des directives sur la façon d'appliquer les principes de consolidation à certaines entités constituant des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité constitue une EDDV, le principal bénéficiaire est tenu de consolider les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de l'EDDV. Le principal bénéficiaire est l'entité qui, en raison des droits variables qu'elle détient, assume la majorité des pertes prévues de l'EDDV (telles qu'elles sont définies dans la NOC-15) et/ou reçoit la majorité des rendements résiduels prévus de cette dernière (telles qu'elles sont définies dans la NOC-15).

Nous avons recours à divers processus d'estimation complexes reposant sur des facteurs qualitatifs et quantitatifs pour déterminer si une entité constitue une EDDV et pour analyser et calculer ses pertes prévues et ses rendements résiduels prévus. Ces processus consistent notamment à estimer les flux de trésorerie et le rendement futurs de l'EDDV, à analyser la variabilité de ces flux de trésorerie et à attribuer les pertes et les rendements aux parties désignées qui détiennent des droits variables afin de déterminer le principal bénéficiaire de l'EDDV. Nous devons par ailleurs exercer un jugement important pour interpréter les dispositions de la NOC-15 et pour les appliquer à chacune de nos opérations.

La NOC-15 s'applique à un certain nombre de nos opérations, y compris les fonds multicédants que nous administrons et les EDDV de réorganisation et de financement structuré auxquelles nous avons recours. Se reporter à la section Arrangements hors bilan et à la note 6 des Notes complémentaires pour plus de détails sur les EDDV auxquelles nous avons recours.

Régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons un certain nombre de régimes à prestations ou à cotisations déterminées qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite prévus par la loi, les régimes de retraite complémentaires et les régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires et d'assurance vie. Ces régimes de retraite fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux tendancielles en matière de coûts des soins de la santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. La direction formule ces hypothèses, et les actuaires procèdent à leur examen annuel. Tout écart entre les résultats réels et les résultats hypothétiques influera sur les montants de l'obligation et de la charge au titre des prestations constituées. Les hypothèses moyennes pondérées utilisées et la sensibilité des hypothèses clés sont présentées à la note 19 des Notes complémentaires.

Impôts sur les bénéfices

La direction exerce un jugement pour estimer la charge d'impôts. Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de la part des contribuables et des autorités fiscales visées. La charge d'impôts représente l'interprétation par la direction des lois fiscales pertinentes ainsi que son estimation de l'incidence des opérations effectuées et des événements survenus au cours de la période sur les impôts exigibles et les impôts futurs. Un actif ou un passif d'impôts futurs est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur et des hypothèses de la direction quant au moment auquel la résorption de l'écart temporaire aura lieu.

MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES ET DES ESTIMATIONS

Nous avons adopté les nouvelles conventions comptables importantes suivantes avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, aux fins de la préparation de nos états financiers consolidés.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Par suite de l'adoption de la NOC-15, nous avons déterminé que nous étions tenus de consolider des EDDV ayant des actifs de 2 722 millions de dollars au 31 octobre 2005. La plupart de ces entités, dont les actifs se chiffraient à 1 376 millions de dollars au 31 octobre 2005, avaient déjà été consolidées en totalité ou proportionnellement avant le 1^{er} novembre 2004. L'adoption de la NOC-15 n'a donc eu aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés. Également par suite de l'adoption de la NOC-15, nous avons, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, déconsolidé une fiducie de capital aux fins de l'émission d'un type innovateur de capital de première catégorie de 900 millions de dollars. Ces instruments innovateurs ne sont plus inscrits au bilan consolidé; un billet de dépôt de premier rang est plutôt émis à la fiducie de capital et inscrit sous la rubrique Dépôts au bilan consolidé. Se reporter à la note 6 des Notes complémentaires pour plus de détails à ce sujet.

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les révisions du chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, avec retraitement rétroactif des périodes comparatives. Ces révisions nécessitent le classement à titre de passif des instruments financiers devant être réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par le détenteur ainsi que les distributions cumulées connexes. Par conséquent, nous avons reclassé à titre de passif certaines actions privilégiées inscrites précédemment dans les capitaux propres, qui se chiffraient à 300 millions de dollars au 31 octobre 2005, ainsi que certains titres de fiducie de capital inscrits précédemment dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, qui s'élevaient à 1 400 millions de dollars au 31 octobre 2005. Les dividendes et les distributions du rendement relatifs à ces instruments, qui étaient comptabilisés à titre de dividendes sur actions privilégiées et de part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales, respectivement, ont également été reclassés sous la rubrique Frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le bénéfice par action n'ont pas subi l'incidence de ces reclassements.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Instruments financiers

Le 27 janvier 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Ces normes entreront en vigueur pour nous le 1^{er} novembre 2006. L'incidence de ces nouvelles normes sur nos états financiers consolidés ne peut être établie en ce moment et sera tributaire de nos positions en cours et de leur juste valeur au moment de la transition.

Résultat étendu

Par suite de l'adoption de ces normes, une nouvelle rubrique, Autres éléments du résultat étendu cumulés, sera ajoutée aux capitaux propres dans le bilan consolidé. Les principales composantes de cette rubrique comprendront les gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers susceptibles de vente, les montants non réalisés liés à la conversion des devises, déduction faite des opérations de couverture, découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie.

Instrument financiers – Comptabilisation et évaluation

En vertu de la nouvelle norme, tous les instruments financiers seront classés dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : Placements détenus jusqu'à l'échéance, Prêts et créances, Instruments détenus à des fins de négociation ou Actifs financiers susceptibles de vente. Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation seront évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes seront comptabilisés dans le bénéfice net. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de négociation seront évalués au coût non amorti. Les instruments susceptibles de vente seront évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. La norme permet aussi le classement dans les instruments détenus à des fins de négociation pour tout instrument financier au moment de sa constatation initiale.

Couvertures

La nouvelle norme définit les critères d'application de la comptabilité de couverture ainsi que la façon d'appliquer la comptabilité de couverture à chacune des stratégies de couverture permises : les couvertures de la juste

valeur, les couvertures des flux de trésorerie et les couvertures du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome. Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée selon les gains ou les pertes attribuables au risque couvert et constatée dans le bénéfice net. Cette variation de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, est contrebalancée par la variation de la juste valeur du dérivé. Dans une relation de couverture des flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. La tranche inefficace sera comptabilisée dans le bénéfice net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu cumulés seront reclassés dans le bénéfice net au cours des périodes où le bénéfice net subira l'incidence de la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert. Dans le cas de la couverture du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome, les gains et pertes de change des instruments de couverture seront comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

- Revenus en hausse de 1 413 millions de dollars ou 8 % par rapport à 2004, en raison de la solide croissance de nos services bancaires, de nos services de gestion de patrimoine et de nos activités d'assurance au Canada et aux États-Unis.
- Frais autres que d'intérêt en hausse de 555 millions de dollars ou 5 % comparativement à 2004. En excluant la provision relative au litige lié à Enron, les frais autres que d'intérêt sont demeurés inchangés. (1)
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 455 millions de dollars, ou 0,24 % de la moyenne des prêts et des acceptations, résultat qui reflète l'environnement du crédit favorable.

Le texte qui suit comporte une analyse de nos résultats d'exploitation déclarés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005. Les facteurs qui se rapportent principalement à un secteur donné font l'objet d'une analyse détaillée dans la section portant sur les résultats des secteurs d'exploitation.

Outre l'analyse des résultats de l'exercice considéré et de l'exercice comparable précédent, nous fournissons une analyse des résultats de 2004 par rapport à ceux de 2003.

Total des revenus	Tableau 4		
(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Intérêts créditeurs	16 958 \$	13 866 \$	13 899 \$
Intérêts débiteurs	10 188	7 468	7 563
Revenu net d'intérêt	6 770 \$	6 398 \$	6 336 \$
Services de placements (<i>commissions de courtage, commissions de gestion de placements et revenus tirés de fonds communs de placement</i>)	3 380 \$	3 142 \$	2 802 \$
Activités d'assurance (<i>primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés</i>)	3 270	2 870	2 356
Services bancaires (<i>frais bancaires, revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, frais de gestion des cartes et commissions de crédit</i>)	2 326	2 173	2 146
Activités de négociation	1 594	1 563	1 908
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	1 026	918	813
Autres (<i>revenus autres que d'intérêt, gain/perte à la vente de titres et revenus tirés de la titrisation</i>)	849	738	627
Revenus autres que d'intérêt	12 445 \$	11 404 \$	10 652 \$
Total des revenus	19 215 \$	17 802 \$	16 988 \$

2005 par rapport à 2004

Le total des revenus a augmenté de 1 413 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète l'accroissement des revenus de tous les secteurs d'exploitation découlant en partie de nos initiatives aux fins de la croissance des revenus et des conditions de marché favorables en Amérique du Nord. Ces facteurs se sont traduits par une hausse des revenus tirés de nos services de prêt, de dépôt, d'assurance et de gestion de patrimoine. L'augmentation a été neutralisée en partie par une réduction de 420 millions de dollars découlant de l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 372 millions de dollars ou 6 %, en raison principalement des volumes accrus de prêts et de dépôts au Canada et aux États-Unis, qui ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des frais de financement découlant des volumes accrus, et par les taux sur nos positions de financement liées aux activités de négociation de titres de participation.

Les revenus liés aux activités de placement se sont accrus de 238 millions de dollars ou 8 %, résultat qui reflète essentiellement les

volumes plus élevés d'opérations et l'accroissement des actifs des clients des services de courtage traditionnel, ainsi que les ventes solides de fonds communs de placement et l'appréciation du capital.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 400 millions de dollars ou 14 %, résultat qui reflète l'accroissement des activités d'assurance invalidité, lesquelles englobent UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, ainsi que la forte croissance au chapitre des assurances IARD et vie et de la réassurance. Ces résultats ont été compensés en partie par l'incidence de la vente de Liberty Insurance Services conclue au premier trimestre de 2005.

Les revenus tirés des services bancaires se sont accrus de 153 millions de dollars ou 7 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus liés aux opérations de change et des frais bancaires.

Les revenus tirés des activités de négociation ont progressé de 31 millions de dollars ou 2 %, résultat qui est principalement attribuable à l'augmentation des activités de négociation de titres de participation, laquelle a été neutralisée en grande partie par la diminution des activités de négociation de titres à revenu fixe ainsi que des activités liées aux dérivés sur marchandises et aux produits de change.

(1) Les frais autres que d'intérêt et les ratios connexes qui ne tiennent pas compte de la provision relative au litige lié à Enron constituent des mesures hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour une analyse et un rapprochement.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont augmenté de 108 millions de dollars ou 12 %, en raison de l'accroissement des activités de montage de titres d'emprunt découlant de la faiblesse historique des taux d'intérêt et de l'augmentation des activités de montage de titres de participation attribuable à la solidité des fiducies de revenu et des produits structurés.

Les *autres revenus* se sont accrus de 111 millions de dollars ou 15 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse des revenus tirés des opérations de titrisation et des gains sur les placements privés, facteurs qui ont été neutralisés en partie par le gain à la vente de biens immobiliers constaté l'an dernier.

2004 par rapport à 2003

Le total des revenus a augmenté de 814 millions de dollars ou 5 % par rapport à 2003, en raison principalement de la croissance de nos activités d'assurance et de nos services de gestion de patrimoine, laquelle a été contrebalancée en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation et par l'incidence négative de 535 millions de dollars du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Le *revenu net d'intérêt* a progressé de 62 millions de dollars ou 1 %, résultat qui est en grande partie attribuable à la hausse des revenus tirés des activités de négociation découlant de l'augmentation des dividendes gagnés dans le cadre de nos stratégies d'arbitrage mondiales, ainsi qu'à la croissance des prêts et des dépôts. Ces résultats ont été compensés en partie par l'incidence du rétrécissement des marges, qui est principalement imputable à la concurrence dans les prix des services bancaires de détail et à la faiblesse des taux d'intérêt.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 340 millions de dollars ou 12 %, résultat qui reflète l'accroissement des revenus tirés des fonds communs de placement découlant des ventes élevées de fonds communs de placement, l'appréciation du capital et la proportion accrue de fonds de placement à long terme générant des commissions plus élevées. Les commissions de courtage de titres ont augmenté en raison de la solidité des marchés boursiers et des volumes accrus de transactions effectuées par les clients.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 514 millions de dollars ou 22 %, en raison principalement de la hausse des revenus liés à nos activités d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, ainsi que de l'accroissement de nos activités d'assurances habitation et automobile. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la perte de revenus imputable à un bloc d'activités de réassurance qui n'ont pas été renouvelées, ce qui a entraîné une diminution des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont reculé de 345 millions de dollars ou 18 %, en raison principalement des rendements moindres liés à nos stratégies aux fins des opérations d'arbitrage.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont augmenté de 105 millions de dollars ou 13 %, résultat qui reflète l'amélioration des activités sur les marchés financiers par rapport à 2003.

Les *autres revenus* se sont accrus de 111 millions de dollars ou 18 %, en raison principalement de la hausse de revenus tirés des opérations de titrisation, qui a été neutralisée en partie par les gains moindres à la vente de titres du compte de placement comptabilisés en 2004 par rapport à 2003.

Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt

Tableau 5

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2005	2004	2003
Actif moyen (1)	445 300 \$	418 200 \$	387 700 \$
Revenu net d'intérêt	6 770	6 398	6 336
Marge nette d'intérêt (2)	1,52 %	1,53 %	1,63 %

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour l'exercice.

(2) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de l'actif moyen.

2005 par rapport à 2004

La marge nette d'intérêt a diminué de un point de base, résultat qui reflète principalement la hausse des frais de financement de RBC Marchés Capitaux à l'appui des activités de négociation. Cette diminution a été neutralisée en partie par l'amélioration de la marge nette d'intérêt des secteurs RBC Particuliers et entreprises – Canada et RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, laquelle est principalement attribuable à la croissance élevée des prêts par rapport aux autres actifs qui génèrent des rendements inférieurs. Se reporter aux tableaux 50 et 51 à la section Informations financières supplémentaires pour plus de détails à ce sujet.

2004 par rapport à 2003

La marge nette d'intérêt a reculé de 10 points de base, résultat qui reflète la compression des écarts liés aux prêts hypothécaires résidentiels et aux dépôts au Canada, laquelle découle de la baisse des taux d'intérêt et des pressions concurrentielles, ainsi que la croissance des actifs liés aux marchés des capitaux qui génèrent des revenus autres que d'intérêt. Se reporter aux tableaux 50 et 51 à la section Informations financières supplémentaires pour plus de détails à ce sujet.

Frais autres que d'intérêt

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens)

	2005	2004	2003
Salaires	3 155 \$	3 199 \$	3 138 \$
Rémunération variable	2 309	2 283	2 102
Rémunération à base d'actions	200	124	80
Avantages sociaux et frais de rémunération au titre de la conservation du personnel	1 103	1 095	977
Ressources humaines	6 767 \$	6 701 \$	6 297 \$
Matériel	960	906	882
Frais d'occupation	749	765	721
Communications	632	672	707
Services professionnels et autres services externes	825	768	736
Autres charges	1 455	1 021	822
Frais autres que d'intérêt	11 388 \$	10 833 \$	10 165 \$

2005 par rapport à 2004

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 555 millions de dollars ou 5 % par rapport à 2004, en raison principalement de la provision de 591 millions de dollars relative au litige lié à Enron. La hausse de la rémunération à base d'actions tient à l'appréciation importante du cours de nos actions ordinaires en 2005. L'augmentation des frais autres que d'intérêt découle également de la hausse des coûts liés à l'expansion des équipes de vente et de service au sein de notre réseau de succursales au Canada. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse de 260 millions de dollars des charges

découlant de l'incidence positive du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains et par l'amélioration de la productivité, laquelle reflète les efforts de réduction des coûts s'inscrivant dans les activités de rationalisation des services de soutien du siège social et sur le terrain, les programmes d'approvisionnement et la diminution des frais d'occupation découlant de l'optimisation de nos locaux à bureaux. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient également des coûts de règlement liés au litige avec Rabobank.

2004 par rapport à 2003

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 668 millions de dollars ou 7 % comparativement à 2003. Cette augmentation est en grande partie imputable à l'accroissement des charges liées aux ressources humaines en 2004 (principalement l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable

et des coûts liés aux avantages sociaux découlant de la hausse des revenus) ainsi qu'aux coûts de règlement liés au litige avec Rabobank. L'augmentation reflète l'incidence positive de 305 millions de dollars du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 7

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Prêts à la consommation	455 \$	396 \$	417 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(66)	125	304
Provision spécifique	389 \$	521 \$	721 \$
Provision générale	66	(175)	–
Dotation à la provision pour pertes sur créances	455 \$	346 \$	721 \$

2005 par rapport à 2004

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 109 millions de dollars ou 32 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement à la contrepassation d'une tranche de 175 millions de dollars de la provision cumulative générale en 2004, ainsi qu'à la hausse des provisions spécifiques au titre des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit, en grande partie attribuable à la croissance des portefeuilles en 2005. Ces résultats ont été compensés en partie par les recouvrements accrus sur les prêts aux grandes entreprises et par la baisse des pertes au titre des prêts aux étudiants au cours de la période considérée. Se reporter à la section Gestion du risque pour plus de détails sur la qualité du crédit.

2004 par rapport à 2003

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 375 millions de dollars ou 52 %, résultat qui reflète une baisse de 200 millions de la

provision spécifique ainsi que la contrepassation d'une tranche de 175 millions de la provision cumulative générale en 2004, laquelle tient en grande partie à l'amélioration des conditions et de la qualité du crédit en 2004.

La provision spécifique au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements a diminué de 179 millions de dollars ou 59 %, en raison surtout de la hausse des recouvrements et du nombre réduit de nouveaux prêts douteux liés aux portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et de prêts commerciaux. En ce qui concerne le portefeuille de prêts à la consommation, la provision spécifique pour pertes sur créances a reculé de 21 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie l'amélioration de la qualité et des conditions du crédit. Ce recul a été légèrement compensé par la hausse des provisions au titre des créances sur cartes de crédit découlant de la croissance des volumes.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

2005 par rapport à 2004

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 501 millions de dollars ou 24 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des volumes accrus d'activités d'assurance invalidité, lesquelles englobent UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, ainsi que des provisions constatées pour couvrir les sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma. L'augmentation nette des provisions au titre de l'assurance vie, qui traduit la baisse des taux d'intérêt à long terme, la modification du traitement fiscal de certains actifs investis et la hausse des frais d'administration des polices, a également contribué à l'augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la diminution nette des provisions au titre de l'assurance maladie attribuable à l'amélioration des résultats au chapitre de l'invalidité et des résiliations.

L'augmentation de 10 % sur douze mois des sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance tient compte dans une large mesure des facteurs mentionnés ci-dessus, tel qu'il est décrit à la rubrique Assurance mondiale qui figure dans la section portant sur les résultats du secteur Particuliers et entreprises – Canada.

2004 par rapport à 2003

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 428 millions de dollars ou 25 % comparativement à 2003, en raison des volumes accrus d'activités d'assurance invalidité, qui ont englobé UnumProvident pour une période de six mois en 2004. Ce résultat a été neutralisé en partie par la baisse des coûts liée à la perte de revenus découlant du bloc d'activités de réassurance qui n'ont pas été renouvelées.

Impôts

Tableau 8

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2005	2004	2003
Impôts sur les bénéfices	1 278 \$	1 287 \$	1 439 \$
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	218 \$	225 \$	220 \$
Cotisations sociales	220	207	210
Taxes sur le capital	164	140	124
Taxes foncières (1)	93	84	82
Taxes d'affaires	9	13	19
Taxes sur les primes d'assurance	39	33	26
	743	702	681
Total	2 021 \$	1 989 \$	2 120 \$
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (2)	27,2 %	29,8 %	32,7 %
Taux d'imposition effectif total (3)	37,1 %	39,6 %	41,7 %

(1) Comprend les montants portés en déduction des revenus autres que d'intérêt concernant les placements en biens immobiliers.

(2) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice tiré des activités poursuivies avant la charge d'impôts.

(3) Total de la charge d'impôts et des autres taxes en pourcentage du bénéfice tiré des activités poursuivies avant la charge d'impôts et les autres taxes.

Nos activités sont assujetties à différents impôts et autres taxes, notamment les impôts sur les bénéfices et sur le capital levés par les gouvernements fédéral et provinciaux au Canada, et les impôts sur les bénéfices levés par les gouvernements des pays étrangers où nous exerçons nos activités. Des taxes sont également levées sur les dépenses et les fournitures liées au soutien de nos activités.

2005 par rapport à 2004

Comme l'indique le tableau 8 à la page précédente, la charge d'impôts est pour ainsi dire demeurée inchangée par rapport à l'an dernier, malgré une hausse de 380 millions de dollars du bénéfice tiré des activités poursuivies. Par conséquent, le taux d'imposition effectif pour l'exercice a diminué de 2,6 %. Cette diminution du taux d'imposition effectif tient principalement à la hausse du bénéfice déclaré en 2005 par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles, à l'augmentation des bénéfices tirés des titres exempts d'impôts et à l'économie d'impôts découlant de la provision relative au litige lié à Enron.

Les autres taxes ont augmenté de 41 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des taxes sur le capital et des cotisations sociales découlant de l'accroissement des niveaux de capital et de la croissance des activités.

Outre la charge d'impôts et les autres taxes figurant à l'état consolidé des résultats, nous avons inscrit une charge d'impôts de 220 millions de dollars en 2005 (330 millions en 2004) dans les capitaux propres, soit une baisse de 110 millions qui reflète la diminution des gains de change non réalisés dont il est fait mention à la note 22 des Notes complémentaires.

2004 par rapport à 2003

La charge d'impôts a reculé de 152 millions de dollars, en raison principalement de la diminution des taux d'imposition prévus par la loi et de la baisse du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices, qui tient surtout aux charges liées au réalignement de l'entreprise. Les autres taxes se sont accrues de 21 millions de dollars, résultat qui est en grande partie imputable à la hausse des taxes sur le capital découlant de l'augmentation des niveaux de capital et de la croissance des activités. La réduction de 2,9 % du taux d'imposition effectif par rapport à 2003 découle principalement de la diminution du taux d'imposition fédéral au Canada. Outre la charge d'impôts et les autres taxes figurant à l'état consolidé des résultats, nous avons inscrit une charge d'impôts liée aux activités poursuivies de 330 millions de dollars dans les capitaux propres en 2004 (1 070 millions en 2003), soit une baisse de 740 millions qui reflète la diminution des gains de change non réalisés dont il est fait mention à la note 22 des Notes complémentaires.

Charges liées au réalignement de l'entreprise

Tableau 9

(en millions de dollars canadiens)	Charge pour l'exercice terminé le 31 octobre			Solde des charges au 31 octobre		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Charges liées aux employés	45 \$	164 \$	– \$	118 \$	164 \$	– \$
Autres charges	–	13	–	–	13	–
Total des charges liées au réalignement de l'entreprise (activités poursuivies)	45 \$	177 \$	– \$	118 \$	177 \$	– \$

Nous avons poursuivi la mise en œuvre de nos mesures de réduction des coûts liées au réalignement de l'entreprise, qui a pris effet le 1^{er} novembre 2004. Dans le cadre de ces initiatives, nous avons éliminé un certain nombre de postes de gestion et de haute direction et rationalisé nos ressources. En 2004, nous avons comptabilisé des charges liées au réalignement de l'entreprise de 192 millions de dollars, dont une tranche de 177 millions avait trait aux activités poursuivies, et une tranche de 15 millions, aux activités abandonnées. La charge liée aux activités poursuivies se composait principalement de charges liées aux employés de 164 millions de dollars découlant de la suppression d'environ 1 480 postes et de charges de 13 millions relatives aux honoraires versés au titre des conseils stratégiques et organisationnels qui nous ont été fournis relativement aux mesures ayant trait au réalignement de l'entreprise.

En 2005, nous avons comptabilisé des charges liées au réalignement de l'entreprise (activités poursuivies) de 45 millions de dollars au titre de l'augmentation nette de 583 postes, qui est surtout attribuable aux facteurs

suivants : dans le cadre de la mise en œuvre des mesures initiales, 643 postes ont été rétablis, 509 nouveaux postes ont été ciblés et 78 postes ont fait l'objet d'une contrepassation pour tenir compte des employés de Liberty Insurance Services Corporation qui a été vendue au premier trimestre de 2005; dans le cadre de la mise en œuvre des mesures supplémentaires, 795 postes ont été ciblés.

Les charges liées au réalignement de l'entreprise (activités poursuivies) ont diminué d'un montant net de 59 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la baisse des paiements liés aux employés effectués au titre de la protection salariale et d'autres paiements au titre des honoraires, laquelle a été contrebalancée par les charges additionnelles comptabilisées en 2005. Bien que la plupart des initiatives liées au réalignement de l'entreprise seront menées à terme d'ici la fin de 2006, certains paiements au titre de la protection salariale seront effectués ultérieurement. Se reporter à la note 21 des Notes complémentaires pour des détails supplémentaires à ce sujet.

Résultats par secteur géographique

Tableau 10

(en millions de dollars canadiens)	2005				2004				2003			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	5 459 \$	754 \$	557 \$	6 770 \$	5 011 \$	934 \$	453 \$	6 398 \$	4 941 \$	1 124 \$	271 \$	6 336 \$
Revenus autres que d'intérêt	7 047	3 840	1 558	12 445	6 121	3 743	1 540	11 404	5 418	3 389	1 845	10 652
Total des revenus	12 506	4 594	2 115	19 215	11 132	4 677	1 993	17 802	10 359	4 513	2 116	16 988
Dotation à la provision pour pertes sur créances	433	23	(1)	455	343	61	(58)	346	527	106	88	721
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 270	809	546	2 625	909	872	343	2 124	669	543	484	1 696
Frais autres que d'intérêt	6 685	3 626	1 077	11 388	6 395	3 457	981	10 833	6 012	3 246	907	10 165
Charges liées au réalignement de l'entreprise	45	–	–	45	142	29	6	177	–	–	–	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 299	(64)	30	1 265	1 172	46	81	1 299	1 173	224	54	1 451
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	2 774 \$	200 \$	463 \$	3 437 \$	2 171 \$	212 \$	640 \$	3 023 \$	1 978 \$	394 \$	583 \$	2 955 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	– \$	(50) \$	– \$	(50) \$	– \$	(220) \$	– \$	(220) \$	– \$	13 \$	– \$	13 \$
Bénéfice net	2 774 \$	150 \$	463 \$	3 387 \$	2 171 \$	(8) \$	640 \$	2 803 \$	1 978 \$	407 \$	583 \$	2 968 \$

2005 par rapport à 2004

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 2 774 millions de dollars, en hausse de 603 millions ou 28 % par rapport à 2004. Cette hausse reflète la croissance de 10 % des prêts et de 4 % des dépôts du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, l'importante augmentation de 279 millions ou 14 % liée aux services de gestion de patrimoine, ainsi que le volume accru des activités d'assurance invalidité découlant de l'acquisition d'UnumProvident. Ces facteurs ont été compensés par la hausse des frais autres que d'intérêt, qui reflète en grande partie l'expansion des équipes de vente et de service au sein de notre réseau de distribution canadien, l'augmentation des coûts relatifs aux avantages sociaux ainsi que l'accroissement des frais de publicité et des coûts liés à un nouveau programme à l'appui de la croissance des activités. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 90 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement la contrepassation d'une tranche de la provision cumulative générale l'an dernier.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 150 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 8 millions en 2004. Le bénéfice net tiré des activités poursuivies aux États-Unis s'est élevé à 200 millions de dollars en 2005, par rapport à 212 millions l'an dernier, et il reflète principalement la provision relative au litige lié à Enron constatée au quatrième trimestre de 2005 ainsi que l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des frais autres que d'intérêt liée à l'initiative « Le client avant tout » et par le recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant de l'amélioration des conditions du crédit. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient des coûts de règlement liés au litige avec Rabobank. La perte nette liée aux activités abandonnées s'est établie à 50 millions de dollars en 2005, comparativement à une perte nette de 220 millions l'an dernier. La perte nette constatée en 2005 est imputable à la vente et à la réduction progressive d'activités et elle comprend notamment les coûts liés à la fermeture de notre bureau de Chicago et de certaines succursales, les primes de performance versées aux employés et la réduction de valeur de certains actifs. La perte nette comptabilisée en 2004 découlait essentiellement des charges de 130 millions de dollars pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage Company.

Le bénéfice net des autres pays a reculé de 177 millions de dollars ou 28 % par rapport à 2004, en raison principalement des provisions de 203 millions constituées au titre des sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma.

2004 par rapport à 2003

Le bénéfice net tiré des activités au Canada s'est chiffré à 2 171 millions de dollars, en hausse de 193 millions ou 10 % par rapport à 2003. Cette hausse est en grande partie attribuable au secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada et elle reflète la croissance élevée des prêts et des dépôts, l'accroissement important des revenus découlant de l'acquisition des activités canadiennes de UnumProvident, ainsi que la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs positifs ont été compensés en partie par la hausse des frais autres que d'intérêt, principalement les coûts relatifs aux avantages sociaux et les frais au titre de la rémunération variable, ainsi que par les charges liées au réaligement de l'entreprise de 142 millions de dollars constatées au quatrième trimestre de 2004.

Le bénéfice net tiré des activités poursuivies aux États-Unis s'est établi à 212 millions de dollars, en baisse de 182 millions de dollars ou 46 % par rapport à l'année précédente, en raison principalement des coûts de règlement liés au litige avec Rabobank, des rendements moins élevés du portefeuille de placements de RBC Centura, et de la comptabilisation de charges liées au réaligement de l'entreprise de 29 millions.

Le bénéfice net lié aux autres pays s'est chiffré à 640 millions de dollars en 2004, en hausse de 57 millions ou 10 % par rapport à 2003, résultat qui tient en grande partie au recouvrement de pertes sur créances de 58 millions, comparativement à la dotation à la provision pour pertes sur créances de 88 millions constatée en 2003.

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 220 millions de dollars comparativement à un bénéfice net de 13 millions en 2003. Cette perte reflète principalement les charges de 130 millions de dollars pour perte de valeur de l'écart d'acquisition constatées en 2004 ainsi que les pertes à la vente de prêts hypothécaires.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES TENDANCES

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières et la conjoncture générale.

Fluctuations saisonnières

La saison estivale (particulièrement les mois de juillet et d'août) se caractérise par une baisse des activités sur les marchés financiers, qui a une incidence sur nos activités de courtage et de gestion de placements aux troisième et quatrième trimestres. Par ailleurs, durant la saison estivale, les frais autres que d'intérêt augmentent, en raison en partie d'un accroissement saisonnier de l'effectif à temps partiel. De plus, le deuxième trimestre

compte trois jours de moins que les autres trimestres, ce qui a un effet défavorable sur le revenu net d'intérêt.

Conjoncture générale

Le maintien de faibles taux d'intérêt, les niveaux d'emploi élevés, de même que l'accroissement des activités, la confiance accrue des consommateurs et la hausse des dépenses ont donné lieu à une augmentation des volumes de prêts et de dépôts ainsi qu'à des résultats à la hausse en ce qui concerne nos activités d'assurance et de gestion de placements. De plus, un grand nombre de nos activités sont touchées par le cycle du crédit, qui est demeuré favorable au cours de 2005.

Résultats trimestriels

Tableau 11

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2005				2004			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenu net d'intérêt	1 757 \$	1 657 \$	1 662 \$	1 694 \$	1 604 \$	1 634 \$	1 560 \$	1 600 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 058	3 281	3 027	3 079	2 966	2 874	2 882	2 682
Total des revenus	4 815 \$	4 938 \$	4 689 \$	4 773 \$	4 570 \$	4 508 \$	4 442 \$	4 282 \$
Frais autres que d'intérêt	3 329	2 741	2 664	2 654	2 734	2 675	2 682	2 742
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	103	128	116	108	97	125	149	(25)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	740	681	622	582	589	575	508	452
Charges liées au réaligement de l'entreprise	40	1	2	2	177	–	–	–
Bénéfice net avant impôts	603 \$	1 387 \$	1 285 \$	1 427 \$	973 \$	1 133 \$	1 103 \$	1 113 \$
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	543	1 001	916	977	687	771	759	806
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(21)	(22)	(9)	2	(173)	(28)	1	(20)
Bénéfice net	522 \$	979 \$	907 \$	979 \$	514 \$	743 \$	760 \$	786 \$
Bénéfice par action – de base	0,80 \$	1,51 \$	1,40 \$	1,52 \$	0,79 \$	1,14 \$	1,16 \$	1,20 \$
– dilué	0,79 \$	1,48 \$	1,37 \$	1,50 \$	0,78 \$	1,12 \$	1,14 \$	1,18 \$
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies – de base	0,83 \$	1,54 \$	1,41 \$	1,52 \$	1,06 \$	1,18 \$	1,16 \$	1,23 \$
– dilué	0,82 \$	1,51 \$	1,38 \$	1,50 \$	1,05 \$	1,16 \$	1,14 \$	1,21 \$

Analyse des tendances

Relativement aux huit derniers trimestres, le bénéfice net de chaque trimestre de 2005 a augmenté par rapport aux trimestres correspondants de 2004. Les facteurs qui ont contribué à cette augmentation comprennent l'accroissement du total des revenus découlant de la hausse des revenus autres que d'intérêt attribuable en grande partie à la croissance de nos activités d'assurance et de gestion de patrimoine, ainsi que le recul continu des frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus, qui découle de nos mesures de gestion des coûts visant à faire en sorte que la croissance des activités ait une incidence positive sur le bénéfice net. Toutefois, l'affaiblissement du dollar américain au cours des huit derniers trimestres a eu une incidence négative sur le bénéfice tiré des activités aux États-Unis.

RENDEMENT AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2005

Quatrième trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Le bénéfice net, qui s'est chiffré à 522 millions de dollars, a augmenté de 8 millions de dollars ou 2 % comparativement à l'an dernier. Les résultats du trimestre courant incluaient une provision au titre du litige relatif à Enron de 591 millions de dollars (326 millions après impôts), ainsi que de la provision au titre du montant net estimatif des sinistres liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma de 203 millions (avant et après impôts). Les résultats constatés l'an dernier comprenaient des charges liées au réalignement de l'entreprise de 192 millions de dollars (125 millions après impôts) et une charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition lié à RBC Mortgage Company de 130 millions (avant et après impôts). RBC Mortgage Company a été classée à titre d'activités abandonnées en 2005. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,79 \$, en hausse de 1 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 10,6 %, en baisse de 70 points de base.

Activités poursuivies

Le bénéfice net tiré des activités poursuivies du quatrième trimestre s'est chiffré à 543 millions de dollars, soit 21 % de moins qu'il y a un an. Cette diminution est imputable surtout aux provisions constituées au quatrième trimestre au titre du litige relatif à Enron et du montant net estimatif des sinistres liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma. La diminution a cependant été en partie neutralisée par la forte croissance des revenus de la plupart de nos secteurs d'exploitation ainsi que par la baisse des charges liées au réalignement de l'entreprise. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,82 \$, en baisse de 0,23 \$ ou 22 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 10,9 %, en baisse de 420 points de base par rapport à l'an dernier.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a de façon générale diminué au cours de 2004, résultat qui tient principalement à la contrepassation d'une tranche de la provision cumulative générale aux premier et quatrième trimestres de 2004.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté au cours des huit derniers trimestres, en raison de la croissance de toutes nos activités d'assurance, y compris les activités d'assurance invalidité qui englobent UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004. La hausse importante constatée au quatrième trimestre de 2005 reflète l'incidence des provisions au titre du montant net estimatif des sinistres liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma.

Le total des revenus a augmenté de 245 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, en raison de la robuste croissance de nos activités de prêts, de dépôts et de gestion de patrimoine obtenue sous l'impulsion de nos initiatives de croissance et de la conjoncture favorable en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 595 millions de dollars ou 22 % par rapport à l'an dernier, surtout en raison de la provision au titre du litige relatif à Enron de 591 millions de dollars.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 151 millions de dollars ou 26 % par rapport à l'an dernier, principalement en raison de la provision au titre du montant net estimatif des sinistres liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma, qui a été en partie compensée par une réduction nette de 74 millions de dollars des réserves découlant principalement de l'amélioration du taux d'incidence de l'invalidité ainsi que de l'incidence défavorable de la diminution à long terme des taux d'intérêt et d'autres facteurs.

Activités abandonnées

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 21 millions de dollars au quatrième trimestre de 2005, comparativement à une perte nette de 173 millions l'an dernier. La perte du trimestre considéré comprend les résultats des activités exercées avant la vente de certains actifs de RBC Mortgage Company à Home123 Corporation le 2 septembre 2005, de même que des charges liées à la vente et à l'abandon progressif des activités. La perte du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait une charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions de dollars (avant et après impôts), des pertes à la vente de créances hypothécaires et des charges liées au réalignement de l'entreprise de 15 millions de dollars.

Résultats par secteur d'exploitation
Tableau 12

(en millions de dollars canadiens)	2005					2004 Total	2003 Total
	RBC Particuliers et entreprises – Canada	RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International	RBC Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Revenu net d'intérêt	5 381 \$	1 098 \$	466 \$	(175)\$	6 770 \$	6 398 \$	6 336 \$
Revenus autres que d'intérêt	7 169	1 725	3 409	142	12 445	11 404	10 652
Total des revenus	12 550 \$	2 823 \$	3 875 \$	(33)\$	19 215 \$	17 802 \$	16 988 \$
Frais autres que d'intérêt	5 872	2 226	3 257	33	11 388	10 833	10 165
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	542	51	(91)	(47)	455	346	721
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 625	–	–	–	2 625	2 124	1 696
Charges (contrepassations) liées au réalignement de l'entreprise	7	(2)	1	39	45	177	–
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	3 504 \$	548 \$	708 \$	(58)\$	4 702 \$	4 322 \$	4 406 \$
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	2 337 \$	395 \$	725 \$	(20)\$	3 437 \$	3 023 \$	2 955 \$
Rendement des capitaux propres (1)	27,5 %	12,0 %	17,4 %	(0,9)%	18,1 % (2)	16,8 % (2)	16,7 % (2)
Rendement du capital de risque (1)	39,6 %	19,9 %	22,8 %	s.o.	29,7 %	26,5 %	26,4 %
Actif moyen	167 200 \$	37 800 \$	229 200 \$	11 100 \$	445 300 \$	418 200 \$	387 700 \$

(1) Le rendement des capitaux propres et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour un rapprochement et une analyse plus détaillée.

(2) Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.
s.o. sans objet

Le bénéfice net du secteur **RBC Particuliers et entreprises – Canada** s'est établi à 2 337 millions de dollars, en hausse de 285 millions ou 14 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des revenus de tous nos secteurs d'activité, qui a été compensée en partie par l'incidence de la provision au titre du montant net estimatif des sinistres liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma ainsi que par la hausse des coûts à l'appui de l'expansion des équipes de vente et de service au sein de notre réseau de distribution canadien.

Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 27,5 %, soit une hausse de 270 points de base comparativement à l'exercice précédent résultant principalement de l'augmentation du bénéfice net. La hausse du rendement des capitaux propres a été en partie contrebalancée par une augmentation de la moyenne des capitaux propres attribués résultant de l'accroissement des prêts.

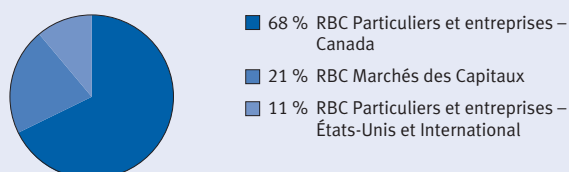
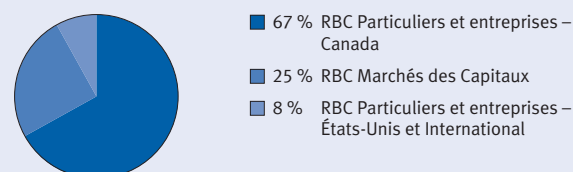
Le bénéfice net tiré des activités poursuivies du secteur **RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International** a augmenté de 153 millions de dollars ou 63 % par rapport à 2004, résultat qui reflète la forte croissance du bénéfice tiré des *services bancaires* et des *services de gestion de patrimoine*, malgré une réduction de 34 millions du bénéfice net imputable à l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains.

Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 12,0 % en 2005, soit une hausse de 580 points de base comparativement à l'exercice précédent, principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice net et à la diminution de la moyenne des capitaux propres attribués découlant de la baisse des soldes de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels.

Le bénéfice net du secteur **RBC Marchés des Capitaux** a reculé de 76 millions de dollars ou 9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la provision au titre du litige relatif à Enron de 591 millions de dollars (326 millions après impôts). Ce recul est également imputable à l'incidence de la réduction de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling découlant du raffermissement du dollar canadien. Le recul a été compensé en partie par une modeste augmentation des revenus, par la diminution du taux d'imposition réel, par la baisse des frais de rémunération, ainsi que par les coûts de règlement liés au litige avec Rabobank constatés l'an dernier.

Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 17,4 %, soit une baisse de 160 points de base comparativement au dernier exercice découlant essentiellement d'une diminution du bénéfice. Les capitaux propres attribués sont demeurés stables au cours de l'exercice.

La perte nette du secteur **Services de soutien généraux** s'est élevée à 20 millions de dollars pour l'exercice. Elle reflète principalement les charges liées au réalignement de l'entreprise de 39 millions de dollars et les pertes à la valeur de marché sur les produits dérivés découlant de certaines couvertures, qui ont été contrebalancées par l'accroissement des opérations de titrisation, ainsi que par les remboursements d'intérêts relatifs au règlement de questions fiscales visant les périodes d'imposition de 1993 à 1998.

Apport des secteurs d'exploitation au bénéfice net de 2005

Apport des secteurs d'exploitation au bénéfice net de 2004


Gestion des secteurs d'exploitation

Nos processus d'information de gestion comprennent la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peuvent ne pas être comparables à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'établissement des prix de cession interne des fonds, de l'attribution du capital et des transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Ces hypothèses et ces méthodes sont régulièrement revues par la direction afin d'assurer leur validité. L'établissement des prix de cession interne des fonds et des opérations entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque. Les méthodes d'attribution du capital, qui sont décrites en détail à la section Gestion du capital, nécessitent la formulation d'hypothèses et de jugements, elles sont révisées périodiquement, et elles ont une incidence directe sur d'autres mesures telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation.

Mesures du rendement et mesures hors PCGR

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de différentes mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. La direction évalue également le rendement du secteur RBC Marchés des Capitaux en fonction des revenus majorés au montant imposable équivalent. Bien que la mesure du bénéfice net soit conforme aux PCGR, les autres mesures constituent des mesures hors PCGR. Les mesures non définies par les PCGR n'ont aucune signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont pas nécessairement comparables aux mesures présentées par d'autres sociétés.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteurs, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Nos calculs consolidés du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont basés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne des

capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est basée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels (1). Au deuxième trimestre de 2005, l'écart d'acquisition a été attribué de nouveau conformément aux PCGR. Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, les capitaux propres non attribués sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux.

Les PCGR ne prévoient pas de méthode d'attribution des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ou du capital de risque aux secteurs d'exploitation, ni de méthode de calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ou du rendement du capital de risque par secteurs, et il n'existe pas de méthode généralement reconnue pour le faire.

Ces attributions supposent le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction. L'attribution du capital de risque est basée sur certains jugements, hypothèses et modèles qui quantifient les risques économiques comme il est décrit à la section Capital économique. Des modifications de ces hypothèses, jugements et méthodes peuvent avoir une incidence importante sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque par secteurs que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements sur les mesures d'attribution et de rendement connexes semblables peuvent utiliser des hypothèses, jugements et méthodes qui diffèrent.

En 2005, nous avons commencé à utiliser le rendement du capital de risque tant sur une base consolidée que par secteurs, pour évaluer le rendement du capital investi nécessaire pour soutenir les risques liés aux activités poursuivies. Notre rendement du capital de risque est basé sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les capitaux propres non attribués). La mesure du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque par secteurs est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le tableau 13 illustre le rapprochement du calcul du rendement de la moyenne du capital de risque.

- (1) Aux fins d'attribution interne et d'évaluation, le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est réputé par la direction être composé des montants nécessaires pour soutenir les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants liés aux investissements historiques (écart d'acquisition et actifs incorporels). Le total du capital de risque, de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels est habituellement désigné sous le terme « capital attribué » ou « capital économique ». Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, l'écart entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est classé comme étant non attribué et présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Rapprochement du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque Tableau 13

	2005					2004 Total (2)	2003 Total (2)
	RBC Particuliers et entreprises – Canada	RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International	RBC Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total (2)		
(en millions de dollars canadiens) (1), (2)							
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	2 337 \$	395 \$	725 \$	(20)\$	3 437 \$	3 023 \$	2 955 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées (2)	–	–	–	–	(50)	(220)	13
Bénéfice net (perte nette) Moins : Dividendes sur actions privilégiées (3)	2 337 \$ (18)	395 \$ (6)	725 \$ (9)	(20)\$ (5)	3 387 \$ (38)	2 803 \$ (31)	2 968 \$ (31)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	2 319 \$	389 \$	716 \$	(25)\$	3 349 \$	2 772 \$	2 937 \$
Moyenne des capitaux propres	8 450 \$	3 250 \$	4 100 \$	2 800 \$	18 600 \$	17 800 \$	17 550 \$
Moins : Capitaux propres non attribués	–	–	–	2 300	2 300	1 100	1 000
Moins : Écart d'acquisition et actifs incorporels	2 600	1 300	950	–	4 850	5 400	5 550
Moyenne du capital de risque (4)	5 850 \$	1 950 \$	3 150 \$	500 \$	11 450 \$	11 300 \$	11 000 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	27,5 %	12,0 %	17,4 %	(0,9)%	18,0 %	15,6 %	16,7 %
Rendement du capital de risque	39,6 %	19,9 %	22,8 %	s.o.	29,3 %	24,6 %	26,5 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, à la moyenne des capitaux propres attribués et à la moyenne des capitaux propres indiqués ci-dessus et dans tout ce document sont arrondis. Ces montants sont calculés selon les soldes de fin de mois pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque indiqués ci-dessus et dans tout ce document sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque de tous les secteurs d'exploitation sont calculés sur une base continue. Le total (résultat consolidé) du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque tient compte des activités poursuivies et des activités abandonnées.

(3) Les dividendes sur actions privilégiées comprennent un gain net au rachat d'actions privilégiées.

(4) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. Se reporter à la section Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.

s.o. sans objet

Résultats compte non tenu de la provision au titre du litige relatif à Enron
Le tableau suivant illustre le rapprochement des frais autres que d'intérêt, des impôts sur les bénéfices, du bénéfice net et du bénéfice dilué par action liés aux activités poursuivies, et des résultats consolidés.

Nous sommes d'avis que ces mesures financières hors PCGR fournissent aux investisseurs des informations additionnelles qui pourraient leur être utiles pour mieux comprendre nos activités permanentes. Ces mesures, de même que certaines autres mesures hors PCGR, facilitent l'analyse de notre rendement financier, compte non tenu de l'incidence de certains éléments qui pourraient masquer les tendances sous-jacentes.

Résultats compte non tenu de la provision au titre du litige relatif à Enron

Tableau 14

	Résultats consolidés de RBC		
	PCGR	Provision au titre du litige relatif à Enron	Compte non tenu de la provision au titre du litige relatif à Enron
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action) Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005			
Activités poursuivies			
Frais autres que d'intérêt	11 388 \$	591 \$	10 797 \$
Impôts sur les bénéfices	1 278	265	1 543
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	3 437 \$	326 \$	3 763 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	(50) \$	– \$	(50) \$
Bénéfice net	3 387 \$	326 \$	3 713 \$
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	5,21 \$	0,50 \$	5,71 \$
Bénéfice dilué par action	5,13 \$	0,50 \$	5,63 \$

Majoration au montant imposable équivalent

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2005, le revenu net d'intérêt, les revenus et le bénéfice net avant impôts qui sont présentés dans notre secteur RBC Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Le total des revenus et la marge nette d'intérêt consolidés (1) sont également majorés au montant imposable équivalent afin de refléter les majorations touchant le secteur RBC Marchés des Capitaux. Ces montants et ratios majorés au montant imposable équivalent constituent des mesures hors PCGR. La majoration au montant imposable équivalent permet de calculer le montant brut du revenu net d'intérêt lié aux dividendes imposables canadiens majoré au montant imposable équivalent. Ces montants ont augmenté au cours des trois derniers exercices, en parallèle à l'expansion de certaines stratégies et activités de négociation. Nous estimons que cette majoration accroît la comparabilité des revenus et des ratios connexes

concernant les sources imposables et celles qui présentent un avantage fiscal, et qu'elle permet d'effectuer une comparaison plus significative avec les résultats des autres institutions financières. Il y a toutefois lieu de noter que les sources de revenu bénéficiant d'avantages fiscaux ne sont pas majorées de façon similaire par les autres institutions financières, ce qui limite l'utilité de cette comparaison.

Le tableau suivant présente un rapprochement du total des revenus, du revenu net d'intérêt et du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices du secteur RBC Marchés des Capitaux majorés au montant imposable équivalent.

- (1) Les mesures consolidées reflètent uniquement les majorations touchant le secteur RBC Marchés des Capitaux, car les autres secteurs n'exercent pas d'activités auxquelles nous appliquons cette mesure.

Rapprochement des revenus du secteur RBC Marchés des Capitaux

Tableau 15

	2005		2004		2003	
	PCGR	Montant imposable équivalent	PCGR	Montant imposable équivalent	PCGR	Montant imposable équivalent
(en millions de dollars canadiens)						
Revenu net d'intérêt	466 \$	466 \$	772 \$	772 \$	576 \$	576 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	109	–	55	–	35
Revenu net d'intérêt	466 \$	575 \$	772 \$	827 \$	576 \$	611 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 409	3 409	3 048	3 048	3 135	3 135
Total des revenus	3 875 \$	3 984 \$	3 820 \$	3 875 \$	3 711 \$	3 746 \$
Bénéfice net avant impôts	708 \$	708 \$	1 070 \$	1 070 \$	1 080 \$	1 080 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	109	–	55	–	35
Bénéfice net avant impôts	708 \$	817 \$	1 070 \$	1 125 \$	1 080 \$	1 115 \$

RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA

- Le bénéfice net a augmenté de 285 millions de dollars ou 14 %, reflétant une forte croissance des revenus dans l'ensemble des secteurs d'activité.
- Nous avons enregistré une croissance des volumes dans tous nos secteurs d'activité.
- Nous avons constaté une charge de 203 millions de dollars relative aux sinistres nets estimatifs résultant des ouragans Katrina, Rita et Wilma.

Le secteur d'exploitation RBC Particuliers et entreprises – Canada comprend nos activités de services bancaires aux particuliers clients et de gestion de patrimoine au Canada, ainsi que de nos activités d'assurance mondiale. Ce secteur d'exploitation fournit des produits et des services financiers à plus de 13 millions de particuliers et d'entreprises clients par l'intermédiaire de nos vastes réseaux de succursales, de guichets automatiques bancaires, de services en ligne et de services bancaires par téléphone, ainsi que par l'intermédiaire d'une grande équipe de vente interne et de nombreux conseillers en placement, en plus d'un large réseau de distributeurs d'assurance indépendants. Ce secteur d'exploitation regroupe les secteurs d'activité suivants : *Particuliers clients, Entreprises clientes et marchés commerciaux, Solutions cartes et paiements, Gestion de patrimoine et Assurance mondiale.*

Stratégie

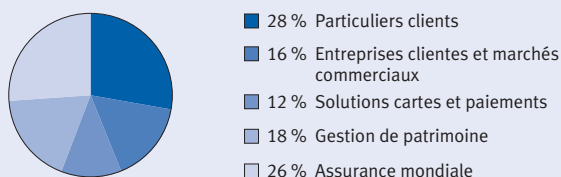
En 2005, nous nous sommes concentrés sur les trois stratégies clés suivantes pour mieux atteindre nos objectifs et nous distinguer de nos concurrents :

- élargir nos capacités de distribution ainsi que notre gamme de produits et services, et approfondir notre connaissance de la clientèle;
- mettre l'accent sur la prestation d'une expérience supérieure aux clients en leur offrant des services qui soient meilleurs, mieux adaptés à leurs besoins et plus rapides;
- mettre à profit notre position de chef de file en matière de services bancaires, de gestion de patrimoine et d'assurance pour élargir les activités dans des secteurs de croissance clés améliorer les relations avec des groupes de clients clés.

Analyse de l'économie et des marchés

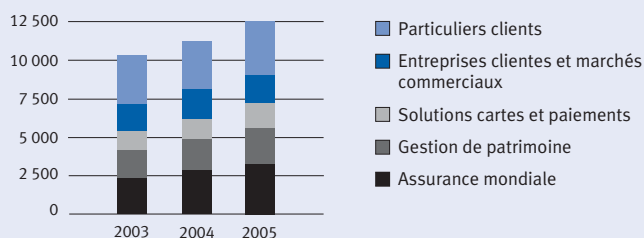
Au Canada, la vigueur de l'économie a été alimentée par les faibles taux d'intérêt, les solides bilans des entreprises et des particuliers ainsi que les gains au chapitre de l'emploi, lesquels ont donné lieu à un accroissement de la demande de prêts à la consommation et aux entreprises et de produits de financement connexes et à des conditions de crédit favorables. Nos activités de dépôt demeurent sous pression, en raison des faibles taux d'intérêt et de la concurrence de services spécialisés. La vigueur des marchés financiers au cours de l'exercice a été profitable pour les activités de gestion de patrimoine, les volumes des opérations et les actifs des clients ayant continué de s'accroître.

Revenus par secteur d'activité en 2005



Revenus par secteur d'activité

(en millions de dollars canadiens)



Rendement financier du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada

Tableau 16

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2005	2004	2003
Revenu net d'intérêt	5 381 \$	4 870 \$	4 784 \$
Revenus autres que d'intérêt	7 169	6 353	5 573
Total des revenus	12 550 \$	11 223 \$	10 357 \$
Frais autres que d'intérêt	5 872	5 630	5 379
Provision pour pertes sur créances	542	410	482
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 625	2 124	1 696
Charges liées au réaligement de l'entreprise	7	63	–
Bénéfice net avant impôts (1)	3 504 \$	2 996 \$	2 800 \$
Bénéfice net	2 337 \$	2 052 \$	1 844 \$
Principaux ratios			
Rendements des capitaux propres (2)	27,5 %	24,8 %	22,3 %
Rendement du capital de risque (2)	39,6 %	37,7 %	34,3 %
Marge nette d'intérêt	3,22 %	3,20 %	3,43 %
Levier d'exploitation (exclusion faite des activités d'Assurance mondiale) (3)	6,0 %	(0,4) %	0,1 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	167 200 \$	152 200 \$	139 600 \$
Dépôts	138 800	133 700	126 400
Capitaux propres attribués (2)	8 450	8 200	8 200
Capital de risque (2)	5 850	5 400	5 350
Information relative au crédit			
Prêts douteux bruts	495 \$	633 \$	743 \$
Prêts douteux bruts en % de la moyenne des prêts et des acceptations	0,33 %	0,46 %	0,59 %
Provision cumulative spécifique pour pertes sur créances en % de la moyenne des prêts et des acceptations	0,36 %	0,35 %	0,38 %
Autre information			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	27 045	27 366	27 199

(1) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle.

(2) La moyenne des capitaux propres attribués et le rendement des capitaux propres sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Les données sectorielles relatives au rendement des capitaux propres, au capital de risque moyen et au rendement du capital de risque constituent des mesures hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour une analyse plus détaillée.

(3) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt pour le secteur, exclusion faite des activités d'Assurance mondiale en raison de leur nature.

2005 par rapport à 2004

Le bénéfice net a augmenté de 285 millions de dollars ou 14 %, comparative-ment par rapport à l'an dernier. L'augmentation résulte principalement d'une solide croissance des revenus dans l'ensemble de nos secteurs d'activité, contrebalancée en partie par l'incidence des réserves relatives aux sinistres nets estimatifs résultant des ouragans Katrina, Rita et Wilma, ainsi que par les coûts accrus liés à l'accroissement du personnel responsable des ventes et du service dans notre réseau de succursales canadien. L'augmentation est également contrebalancée par des provisions accrues pour pertes sur créances, qui reflètent essentiellement la contrepassation d'une tranche de 78 millions de dollars de la provision cumulative générale comptabilisée à la période précédente.

Le total des revenus a augmenté de 1 327 millions de dollars ou 12 %, sur l'exercice précédent, essentiellement grâce à la forte croissance de nos activités d'assurance invalidité, lesquelles comprennent les activités d'UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, et aux volumes accrus des prêts et des dépôts. L'augmentation est aussi le résultat de robustes ventes de fonds communs de placement, de l'accroissement des commissions de courtage et de gestion de placements provenant de la hausse des actifs des clients, des volumes d'opérations ainsi que des honoraires.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 242 millions de dollars ou 4 %, surtout en raison de l'accroissement du personnel responsable des ventes et du service dans notre réseau de distribution, des frais accrus au titre de la rémunération variable résultant du solide rendement de des activités et de la hausse des coûts relatifs aux avantages sociaux. La hausse des frais de publicité et des coûts liés à un nouveau programme à l'appui de la croissance des activités a également contribué à l'augmentation.

La hausse de 132 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflète essentiellement la contrepassation d'une tranche de 78 millions de dollars de la provision cumulative générale comptabilisée au premier trimestre de 2004 et des provisions accrues en fonction des volumes de prêts accrus.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont grimpé de 501 millions de dollars ou 24 % par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique par les activités accrues au chapitre de l'assurance invalidité, lesquelles comprennent les activités d'UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, et par l'incidence des réserves relatives aux sinistres nets estimatifs liés résultant des ouragans Katrina, Rita et Wilma.

Les actifs moyens ont progressé de 15 milliards de dollars ou 10 %, surtout en raison de la forte croissance des prêts comparativement à l'exercice précédent, laquelle a été largement alimentée par les faibles taux d'intérêt en vigueur en 2005, les solides bilans des entreprises et des particuliers ainsi que les gains au chapitre de l'emploi.

2004 par rapport à 2003

Le bénéfice net a augmenté de 208 millions de dollars ou 11 %, par rapport à l'an dernier, reflétant surtout une forte croissance des volumes des prêts et des dépôts ainsi qu'une réduction des provisions pour pertes sur créances, lesquelles ont été contrebalancées par une hausse des coûts relatifs aux avantages sociaux et des autres frais liés à la rémunération.

Le total des revenus a progressé de 866 millions de dollars ou 8 %, comparativement à l'exercice précédent, la forte croissance des prêts et des dépôts étant partiellement annulée par une marge nette d'intérêt réduite. La croissance de nos activités d'assurance invalidité, lesquelles comprennent les activités d'UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, la hausse des revenus tirés des cartes de crédit découlant du volume accru des dépenses

et des l'augmentation des revenus tirés des fonds communs de placement, attribuable aux ventes nettes accrues et à l'appréciation du capital, ont également contribué à la progression.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 251 millions de dollars ou 5 %, en raison de coûts accrus relatifs aux avantages sociaux, reflétant principalement les prestations de retraite et les avantages postérieurs au départ à la retraite de même que les autres frais liés à la rémunération.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 72 millions de dollars ou 15 %, étant donné la contrepassation d'une tranche de 78 millions de dollars de la provision cumulative générale constatée en 2004.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont grimpé de 428 millions de dollars ou 25 % par rapport à 2003, compte tenu des activités accrues au chapitre de l'assurance invalidité, lesquelles ont compris les activités d'UnumProvident pendant six mois en 2004. La hausse a été en partie annulée par les coûts réduits liés à la perte de revenus résultant du non-renouvellement d'un bloc d'activités de réassurance en 2004.

Perspectives et priorités pour 2006

L'économie canadienne est toujours vigoureuse, les niveaux d'emploi demeurant près des niveaux records. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada continue d'augmenter les taux d'intérêt de façon modérée, compte tenu de la solidité des facteurs économiques fondamentaux et du surplus grandissant de la demande, afin de maintenir l'inflation de base près du taux cible de 2 %. Étant donné la tendance haussière des taux d'intérêt, nous estimons que le pic de la construction dans le secteur immobilier résidentiel est passé et que le nombre de constructions, maintenant en baisse, finira par atteindre un niveau conforme à un rendement plus durable à long terme. Dans une conjoncture caractérisée par un faible taux d'inflation, une politique monétaire plus souple et des cours des marchandises qui montent en flèche, la croissance du PIB réel devrait augmenter, passant de 2,9 % en 2005 à 3,4 % en 2006.

Nos principales priorités pour 2006 sont notamment :

- l'optimisation de nos vastes capacités de distribution pour offrir à nos clients le bon produit au bon moment par l'intermédiaire du bon réseau de distribution;
- la simplification des structures et la rationalisation des processus, allant de l'ouverture de compte à l'approbation du crédit, afin de réduire le dédoublement et le recouplement et de faire en sorte qu'il soit plus facile pour nos clients de faire affaire avec nous;
- l'expansion et l'accentuation de domaines présentant un potentiel de croissance supérieur à la moyenne tels que l'assurance, la gestion des actifs, les cartes de crédit, le courtage et les marchés clés, afin d'accélérer la croissance des revenus.

ANALYSE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

PARTICULIERS CLIENTS

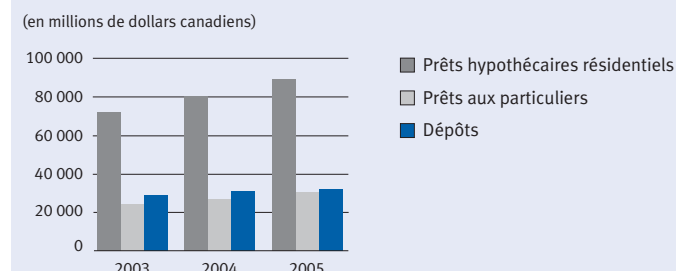
Les *Particuliers clients* visent à répondre aux besoins des particuliers faisant partie de notre clientèle à toutes les étapes de leur vie, en leur offrant un vaste éventail de produits tels que du financement aux fins d'accession à la propriété, du financement automobile, des prêts aux particuliers et des marges de crédit ainsi que des comptes de dépôt de base.

Les revenus des *Particuliers clients* ont augmenté de 315 millions de dollars ou 10 % comparativement à l'exercice précédent, en raison de la forte demande de crédit alimentée par les faibles taux d'intérêt, les solides bilans des particuliers et les gains au chapitre de l'emploi. Ces conditions ont fait grimper de 13 % la moyenne des prêts aux particuliers. La vigueur du marché de l'habitation a contribué à la hausse de la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels, laquelle s'est chiffrée à 11 % par rapport à l'exercice précédent. La moyenne des soldes de dépôt a progressé de 4 % comparativement à l'exercice précédent, malgré un marché de plus en plus concurrentiel.

Faits saillants	Tableau 17		
(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus	3 432 \$	3 117 \$	3 122 \$
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels (1)	89 500	80 300	72 600
Moyenne des prêts aux particuliers	30 600	27 000	24 200
Moyenne des dépôts	31 900	30 800	28 700
Nombre d'ouvertures de nouveaux comptes (en milliers)	740	715	662

(1) Comprend les prêts montés et gérés par RBC Banque Royale qui ont été titrisés.

Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des dépôts



ENTREPRISES CLIENTES ET MARCHÉS COMMERCIAUX

Les *Entreprises clientes et marchés commerciaux* offrent une vaste gamme de produits et services de prêt, de location; de dépôt et de transaction aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux clients commerciaux et aux clients du secteur de l'agriculture dans l'ensemble du Canada. Le secteur fournit également des produits, services et services-conseils liés aux opérations commerciales à des clients canadiens et internationaux pour les aider à mener leurs activités d'importation et d'exportation au pays et partout dans le monde.

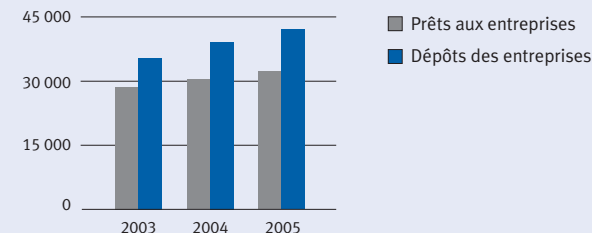
Les revenus des *Entreprises clientes et marchés commerciaux* ont augmenté de 129 millions ou 7 % par rapport à l'exercice précédent, reflétant en grande partie la forte croissance des dépôts des entreprises ainsi que des prêts aux entreprises. La moyenne des prêts aux entreprises et la moyenne des dépôts des entreprises ont chacune progressé de 8 %, grâce aux conditions économiques favorables.

Faits saillants Tableau 18

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus	2 004 \$	1 875 \$	1 849 \$
Moyenne des prêts aux entreprises	32 400	30 100	28 800
Moyenne des dépôts des entreprises	42 400	39 200	35 800

Moyenne des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises

(en millions de dollars canadiens)



SOLUTIONS CARTES ET PAIEMENTS

Les *Solutions cartes et paiements* offrent une vaste gamme de cartes de crédit pratiques et personnalisées ainsi que de produits et solutions connexes.

Les revenus des *Solutions cartes et paiements* ont augmenté de 172 millions de dollars ou 13 % comparativement à l'exercice précédent grâce à la hausse du nombre de nouveaux clients par suite de nos initiatives continues visant à élargir notre offre de produits concurrentiels. Ces initiatives se sont traduites par une forte croissance de la moyenne des soldes de cartes, laquelle s'est établie à 11 %. Nous avons aussi enregistré une forte croissance des volumes des achats nets, laquelle s'est chiffrée à 17 %, reflétant la confiance continue des consommateurs.

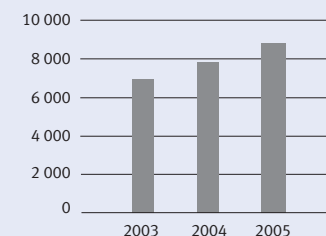
Faits saillants Tableau 19

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus	1 522 \$	1 350 \$	1 170 \$
Moyenne des soldes de cartes (1)	8 800	7 900	6 900

(1) Comprend les prêts montés et gérés par RBC Banque Royale qui ont été titrisés.

Moyenne des soldes de cartes de crédit

(en millions de dollars canadiens)



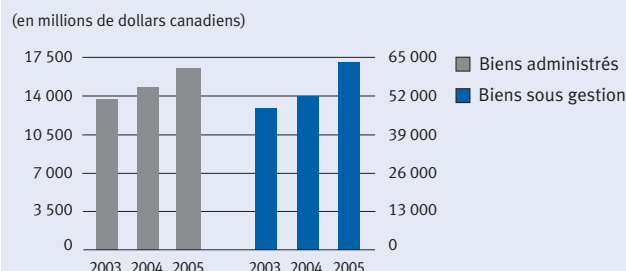
La *Gestion de patrimoine* offre des produits et services de placement et de fiducie par l'intermédiaire de notre réseau de vendeurs autorisés de fonds communs de placement ainsi que par l'intermédiaire de services de courtage traditionnel et autogéré, de services de gestion des actifs, de services fiduciaires, de services-conseils en matière de placement ainsi que de services bancaires de gestion privée.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 279 millions de dollars ou 14 % par rapport à l'exercice précédent en raison du solide rendement des services de fonds communs de placement et des services de courtage traditionnel. Les ventes de fonds communs de placement à long terme ont atteint des niveaux records tout au long de l'exercice et, jumelées à la forte appréciation du capital, ont entraîné une hausse des biens sous gestion se chiffrant à 22 %. La vigueur du rendement des marchés financiers a été profitable pour les services de courtage traditionnel, qui ont contribué à la hausse de 13 % constatée relativement aux biens administrés.

Faits saillants Tableau 20

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus	2 290 \$	2 011 \$	1 860 \$
Ventes nettes de fonds communs de placement à long terme	6 077	3 882	365
Biens administrés	166 200	147 600	136 900
Biens sous gestion	63 100	51 900	47 900

Biens administrés et sous gestion



ASSURANCE MONDIALE

L'*Assurance mondiale* offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance vie et d'assurances crédit, maladie, voyage, habitation et automobile aux particuliers et aux entreprises faisant partie de notre clientèle au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de réassurance à nos clients partout au monde. Ces produits et services sont offerts par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution, de distribution, notamment des services par téléphone, des courtiers indépendants, des agents de voyages, une équipe de vente interne et des services par Internet.

Le bénéfice net avant impôts a reculé de 60 millions de dollars ou 25 %, reflétant principalement les provisions nettes relatives aux sinistres estimatifs résultant des ouragans Katrina, Rita et Wilma, laquelle s'est établie à 203 millions de dollars (avant et après impôts). Le recul a été partiellement annulé par la croissance des activités, par une amélioration de l'historique des sinistres dans les secteurs de l'assurance invalidité individuelle et de l'assurance IARD ainsi que par l'incidence de la vente de Liberty Insurance Services au premier trimestre de 2005.

Le total des revenus s'est accru de 15 % comparativement à l'exercice précédent, grâce à la croissance du secteur de l'assurance invalidité, qui comprend les activités d'UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, et à la croissance d'autres gammes d'activités, lesquelles ont été en partie contrebalancées par la vente de Liberty Insurance Services.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés inchangés par rapport à 2004. Les coûts réduits résultant de la vente de Liberty Insurance Services au premier trimestre de 2005, de même que les économies réalisées grâce à l'initiative « Le client avant tout », ont été contrebalancés par la croissance du secteur de l'assurance invalidité, qui comprend les activités d'UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont grimpé de 501 millions de dollars ou 24 % comparativement à l'exercice précédent, surtout en raison des volumes d'activité accrus dans le secteur de l'assurance invalidité, qui comprend les activités d'UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, et de l'incidence des sinistres nets estimatifs résultant des ouragans Katrina, Rita and Wilma. L'augmentation nette des provisions au titre de l'assurance vie, qui traduit la baisse des taux d'intérêt à long terme, la modification du traitement fiscal de certains actifs investis et la hausse des frais d'administration des polices, a également contribué à l'augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la diminution nette des provisions au titre de l'assurance maladie attribuable à l'amélioration des résultats au chapitre de l'invalidité et des résiliations.

Les *sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance* ont augmenté de 10 % comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par les facteurs suivants : croissance des activités et augmentation nette des provisions au titre de la réassurance traduisant essentiellement les sinistres nets estimatifs résultant des ouragans Katrina, Rita en Wilma. De plus, à la suite des résultats de certaines études actuarielles à l'égard des sinistres et des réclamations et de la révision des diverses hypothèses actuarielles effectuées au cours de l'exercice, nous avons également comptabilisé une diminution nette de 54 millions de dollars à l'égard des provisions au titre de l'assurance. Ce montant se

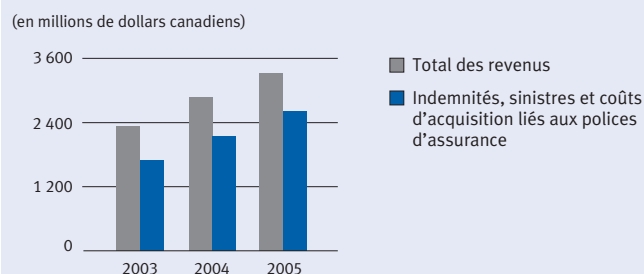
compose d'une diminution nette de 378 millions de dollars des provisions au titre de l'assurance maladie, contrebalancée par une augmentation nette de 324 millions de dollars principalement des provisions au titre de l'assurance vie. La variation nette des provisions au titre de l'assurance maladie traduit principalement l'incidence positive de l'amélioration des résultats au chapitre de l'invalidité et des résiliations. La variation nette des provisions au titre de l'assurance maladie s'explique essentiellement par la baisse des taux d'intérêt à long terme, la modification du traitement fiscal de certains actifs investis et la hausse des frais d'administration des polices

Faits saillants Tableau 21

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus	3 302 \$	2 870 \$	2 356 \$
Frais autres que d'intérêt	501	501	483
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 625	2 124	1 696
Bénéfice net avant impôts	177	237	177
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 117	6 488	4 775
Autres données financières sommaires			
(en milliers)			
Polices d'assurance vie et maladie en vigueur et de certificats au Canada (1)	2 245	2 203	1 555
Polices d'assurance vie en vigueur aux États-Unis	1 860	1 976	2 185
Polices d'assurance des particuliers en vigueur – assurances habitation et automobile	233	193	132
Couvertures – assurance voyage	2 323	2 121	2 388

(1) Exclusion faite des garanties en cas de décès ou de mutilation par accident, qui ne sont plus offertes.

Revenus et indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance – Assurance mondiale



RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL (ACTIVITÉS POURSUIVIES)

- Bénéfice net de 395 millions de dollars en 2005, soit un résultat en hausse de 63 % par rapport à l'an dernier qui reflète l'amélioration considérable du bénéfice tiré de tous les secteurs d'activité.
- Progrès importants accomplis relativement au repositionnement de nos activités bancaires aux États-Unis et obtention, par RBC Centura, d'une forte croissance des revenus et d'une importante réduction de coûts, en dollars américains.
- Solide croissance du bénéfice de RBC Dain Rauscher et de la Gestion Privée Globale, en raison des progrès continus accomplis relativement à la mise à exécution de nos stratégies en matière de gestion de patrimoine.

Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles, ainsi que les services de gestion privée globale à l'échelle internationale. Ce secteur se compose de la *Gestion de patrimoine*, qui regroupe la Gestion Privée Globale et certaines activités de RBC Dain Rauscher (à l'exception des services à revenu fixe qui font partie des activités des *Marchés mondiaux* présentés dans le secteur RBC Marchés des Capitaux), ainsi que des *Services bancaires*, qui comprennent les services bancaires aux États-Unis et dans les Antilles.

Stratégie

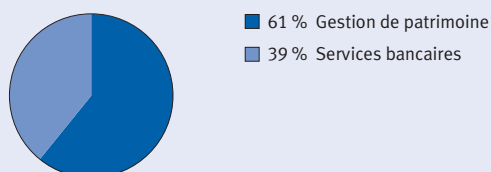
Tirer parti de la solidité de nos activités bancaires et de nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis et dans les Antilles et de nos services de gestion privée à l'échelle mondiale, de manière à :

- optimiser les ressources de RBC à l'échelle mondiale dans le but d'élaborer des solutions locales pour les particuliers et entreprises faisant partie de notre clientèle;
- nous concentrer sur la prestation de services aux entreprises, aux propriétaires d'entreprise et aux professionnels, afin de devenir le principal prestataire de services bancaires dans le sud-est des États-Unis;
- améliorer notre position sur le marché dans les Antilles;
- élaborer une vaste gamme de services-conseils et de solutions clés en main intégrés pour les clients qui ont recours à nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis et à l'échelle mondiale.

Examen de la conjoncture économique et du marché

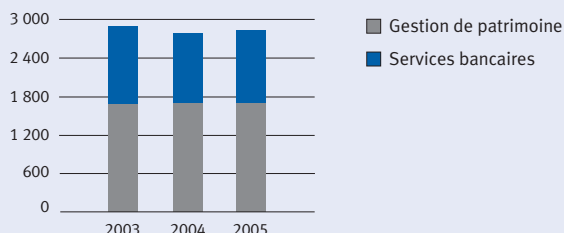
L'économie américaine a connu une forte croissance en 2005, et les taux d'intérêt, qui ont augmenté au cours de l'exercice, sont toutefois demeurés relativement faibles par rapport aux taux historiques. Ces conditions ont favorisé la demande pour des prêts à la consommation et des prêts aux entreprises et elles ont soutenu la qualité du crédit de nos portefeuilles de prêts. Les indices des marchés boursiers américains ont augmenté au cours de 2005, bien que les activités de négociation des investisseurs individuels se soient dans l'ensemble stabilisées au deuxième semestre. À l'échelle internationale, la solide croissance économique enregistrée dans plusieurs régions, y compris les Antilles, a contribué à l'accroissement des prêts et des dépôts.

Revenus par secteur d'activité en 2005



Revenus par secteur d'activité

(en millions de dollars canadiens)



Rendement financier du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International

Tableau 22

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2005	2004	2003
Revenu net d'intérêt	1 098 \$	1 019 \$	1 119 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 725	1 767	1 780
Total des revenus	2 823 \$	2 786 \$	2 899 \$
Frais autres que d'intérêt	2 226	2 360	2 348
Dotations à la provision pour pertes sur créances	51	80	78
Charges liées au réaligement de l'entreprise	(2)	23	–
Bénéfice net avant impôts (1)	548 \$	323 \$	473 \$
Bénéfice net	395 \$	242 \$	340 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (2)	12,0 %	6,2 %	9,4 %
Rendement du capital de risque (2)	19,9 %	10,4 %	16,9 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	37 800 \$	37 200 \$	38 100 \$
Prêts et acceptations	20 500	18 800	18 800
Dépôts	33 300	33 100	32 100
Capitaux propres attribués (2)	3 250	3 800	3 550
Capital de risque (2)	1 950	2 300	1 950
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,79 %	1,17 %	1,14 %
Dotations à la provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,25 %	0,43 %	0,41 %
Autres informations			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	10 569	10 698	10 134

(1) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle.

(2) La moyenne des capitaux propres et le rendement des capitaux propres sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour une analyse plus détaillée.

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains

	2005 par rapport à 2004	2004 par rapport à 2003
Total des revenus (en baisse) en hausse	(195)\$	(204)\$
Gestion de patrimoine (en baisse) en hausse	(118)	(133)
Services bancaires (en baisse) en hausse	(77)	(71)
Frais autres que d'intérêt en baisse (en hausse)	147	178
Bénéfice net (en baisse) en hausse	(34)	(18)

2005 par rapport à 2004

Le bénéfice net a progressé de 153 millions de dollars ou 63 % par rapport à 2004, en raison principalement de la croissance du bénéfice tiré des activités de *Services bancaires* et de *Gestion de patrimoine*, malgré l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, qui a entraîné une réduction du bénéfice net de 34 millions. Le bénéfice net à l'exercice précédent

comprenait des charges liées au réaligement de l'entreprise de 23 millions de dollars (14 millions après impôts) constatées au quatrième trimestre.

Les revenus ont augmenté de 1 % (10 % en dollars américains) comparativement à l'an dernier. Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine* se sont accrus de 1 % (9 % en dollars américains), en raison principalement de la hausse des commissions de gestion de placements, de l'incidence favorable de la valeur de marché positive des dérivés et des valeurs mobilières détenues aux fins de la couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher, et de la hausse du revenu net d'intérêt tiré des services de gestion privée. Ces éléments ont été compensés en partie par la diminution des commissions de courtage liées aux activités de négociation des clients. Les revenus tirés des *Services bancaires* se sont améliorés de 2 % (11 % en dollars américains), en raison principalement de la forte croissance des prêts et des dépôts, qui a été neutralisée en partie par le gain de 35 millions de dollars à la vente de notre portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants à Moneris comptabilisé l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 6 % (augmentation de 2 % en dollars américains), résultat qui reflète principalement l'incidence positive du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains ainsi que la provision pour moins-value de 33 millions de dollars comptabilisée à la période précédente au titre de certains prêts hypothécaires qui auraient apparemment fait l'objet d'un montage frauduleux en 2001 et en 2002. Le recul des frais est également attribuable à nos mesures de compression des coûts permanentes. Il a été neutralisé en partie par une hausse de la rémunération à base d'actions, laquelle tient à la forte appréciation du cours de nos actions et à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru de nos activités principales.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 29 millions de dollars ou 36 %, en raison surtout de l'amélioration de la qualité du crédit de nos portefeuilles de prêts et de la conjoncture économique favorable.

2004 par rapport à 2003

Le bénéfice net a diminué de 98 millions de dollars ou 29 % par rapport à 2003, résultat qui reflète principalement une baisse du bénéfice tiré de nos services bancaires aux États-Unis.

Les revenus ont reculé de 4 % (augmentation de 5 % en dollars américains) par rapport à l'an dernier. Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine* ont progressé de 1 % (10 % en dollars américains), en raison de l'accroissement des activités de courtage de RBC Dain Rauscher et de la Gestion Privée Globale. Les revenus tirés des Services bancaires ont chuté de 10 % (diminution de 2 % en dollars américains), car la forte croissance des prêts enregistrée par RBC Centura a été largement contrebalancée par les rendements à la baisse de notre portefeuille de placements et par l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1 % (10 % en dollars américains), résultat qui reflète la hausse des coûts liés au personnel, particulièrement les frais au titre de la rémunération variable, ainsi que la provision pour moins-value de 33 millions de dollars dont il est fait mention précédemment. Ces facteurs ont été en grande partie compensés par l'incidence positive du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Perspectives et priorités pour 2006

Nous prévoyons que la solide conjoncture économique aux États-Unis et à l'échelle internationale continuera de soutenir la croissance de chacun de nos secteurs d'activité. Par ailleurs, nos mesures ciblées de gestion des revenus et des coûts devraient également se traduire par des résultats favorables.

Nos principales priorités pour l'exercice 2006 sont les suivantes :

- Améliorer considérablement le rendement de RBC Centura en poursuivant la mise en œuvre du modèle de responsabilité, des mesures d'optimisation et de transformation, ainsi que des stratégies liées aux services bancaires aux entreprises et aux clients commerciaux;
- Tirer parti de nos solides résultats dans les Antilles en renforçant les relations avec les clients;
- Accélérer la croissance de RBC Dain Rauscher en nous concentrant sur sa stratégie en matière de prestation de services-conseils financiers, en offrant des solutions améliorées en matière de gestion de patrimoine et en engageant et conservant des conseillers financiers;
- Poursuivre l'expansion de la Gestion Privée Globale au moyen de son modèle de services intégrés, de l'accroissement de la capacité de distribution ainsi que de l'élargissement de la gamme de produits.

EXAMEN DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

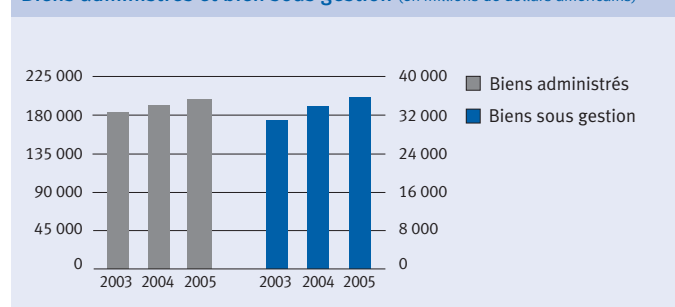
GESTION DE PATRIMOINE

La *Gestion de patrimoine* offre des services de placement, des services-conseils et des services de gestion d'actifs aux particuliers, ainsi que des services de compensation et d'exécution aux courtiers en valeurs mobilières et aux institutions de petite taille et de taille moyenne aux États-Unis, par l'entremise de RBC Dain Rauscher. À l'échelle internationale, la Gestion Privée Globale offre des services de gestion privée et de prêts, des services fiduciaires, des services de gestion discrétionnaire de placements, des services de courtage traditionnels ainsi que des services de garde internationaux et d'administration de fonds aux particuliers et entreprises faisant partie de notre clientèle qui disposent d'un avoir net élevé.

Les revenus en 2005 ont augmenté de 1 % (9 % en dollars américains) par rapport à l'an dernier, car la hausse des commissions de gestion de placements, l'incidence favorable de la valeur de marché positive des dérivés et des valeurs mobilières détenues aux fins de la couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher, et la hausse du revenu net d'intérêt tiré des services de gestion privée ont été largement neutralisées par l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et par la baisse des commissions de courtage liées aux activités de négociation des clients. Les biens administrés sont demeurés inchangés et les biens sous gestion ont augmenté de 2 % (augmentation de 3 % et de 6 %, respectivement, en dollars américains) comparativement à 2004. Ce résultat reflète la mise à exécution continue de notre stratégie visant à fournir des solutions de gestion de patrimoine intégrées fondées sur nos relations avec les clients, laquelle a été contrebalancée par l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur les biens libellés en dollars américains et en livres sterling.

Faits saillants	Tableau 23		
(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus	1 708 \$	1 694 \$	1 685 \$
Autre information			
Biens administrés	234 300 \$	233 700 \$	241 200 \$
Biens sous gestion	42 300	41 300	40 500

Biens administrés et bien sous gestion (en millions de dollars américains)

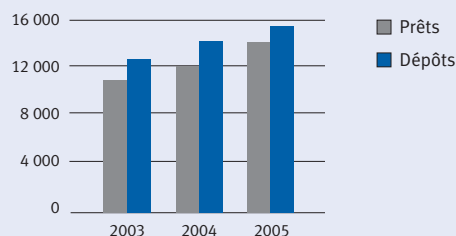


Les *Services bancaires* se composent de nos services bancaires aux États-Unis et dans les Antilles et ils offrent un vaste choix de produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises clientes dans leurs marchés respectifs.

Les revenus tirés des *Services bancaires* ont augmenté de 2 % (11 % en dollars américains) en 2005 par rapport à l'an dernier, malgré l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, qui a entraîné une réduction des revenus, et malgré le gain de 35 millions de dollars à la vente de notre portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants à Moneris comptabilisé au premier trimestre de 2004. L'augmentation est principalement attribuable à la forte croissance des prêts et des dépôts (16 % et 9 %, respectivement) libellés en dollars américains, particulièrement en ce qui concerne RBC Centura.

Faits saillants	Tableau 24		
(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus	1 115 \$	1 092 \$	1 214 \$
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Moyenne des prêts et des acceptations	17 200	16 000	15 800
Moyenne des dépôts	18 800	18 700	18 300
Nombre :			
de guichets automatiques	371	372	345
de succursales	315	317	282

Moyenne des prêts et des dépôts des Services bancaires
(en millions de dollars américains)



RBC MARCHÉS DES CAPITAUX

- Bénéfice net en baisse de 9 %.
- Croissance des revenus (majorés au montant imposable équivalent) de 3 %, malgré une conjoncture difficile et le raffermissement du dollar canadien.
- Mise à exécution de notre stratégie visant à devenir un prestataire de titres mondiaux à revenu fixe en intégrant les services à revenu fixe de Dain Rauscher.
- Expansion continue de notre clientèle du marché milieu de gamme aux États-Unis, particulièrement dans les secteurs des services publics et de l'immobilier, et mise à exécution continue de notre stratégie visant à devenir un prestataire de premier rang dans ce marché.

Le secteur RBC Marchés des Capitaux fournit un vaste choix de services de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, aux gouvernements et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Ce secteur se compose des *Marchés mondiaux*, des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers*, des *Services aux institutions et aux investisseurs* et des *Autres services*.

Stratégie

Afin d'établir une solide présence à l'échelle mondiale, nous avons mis en œuvre une stratégie ayant pour objectif :

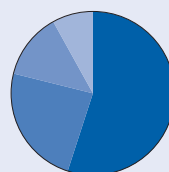
- de consolider notre position de chef de file au Canada;
- de prendre une avance importante dans le marché milieu de gamme aux États-Unis;
- de devenir un chef de file en matière de négociation et de structuration de catégories d'actifs convergents;
- de bâtir une banque de premier rang à l'échelle mondiale en matière de titres à revenu fixe.

Examen de la conjoncture économique et du marché

Au cours de l'exercice, le secteur des services bancaires de gros a été touché de façon défavorable par une conjoncture difficile, qui s'est détériorée au fil des mois. Au Canada, l'intensification de la concurrence par les banques d'investissement américaines a également joué un rôle. Les activités de négociation ont subi des pressions pendant presque tout l'exercice, en raison des conditions difficiles ayant prévalu sur les marchés boursiers, de l'aplatissement de la courbe de rendement, de l'incidence sur les marchés de la saison des ouragans, ainsi que de la détérioration des perspectives

concernant le secteur des fonds de couverture. Les activités de montage de prêts se sont accrues en raison de la faiblesse des taux d'intérêt et des modifications apportées à la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada sur les caisses de retraite afin d'abolir les plafonds relatifs au contenu étranger. La croissance des activités de montage de titres de participation est en grande partie attribuable aux fiducies de revenu et aux produits structurés. En excluant les fiducies de revenu et les produits structurés, les volumes de financement par actions traditionnel ont diminué par rapport à 2004, tandis que les activités de fusion et d'acquisition ont augmenté au Canada. Le dynamisme des marchés du crédit a créé de fortes pressions concurrentielles au chapitre des prix, en raison de la faiblesse des taux d'intérêt. Les prix à la hausse du pétrole et des marchandises, qui étaient déjà élevés, ont contribué au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling.

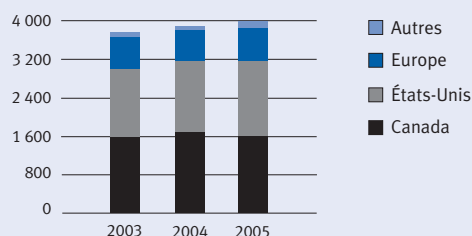
Revenus (majorés au montant imposable équivalent) par secteur d'activité en 2005



- 55 % Marchés mondiaux
- 24 % Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers
- 13 % Services aux institutions et aux investisseurs
- 8 % Autres

Revenus (majorés au montant imposable équivalent) par secteur géographique

(en millions de dollars canadiens)



2005 par rapport à 2004

Le bénéfice net a diminué de 76 millions de dollars ou 9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la provision au titre du litige relatif à Enron de 591 millions de dollars (326 millions après impôts). Cette diminution est également imputable à l'incidence de la réduction de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling, laquelle découle du raffermissement du dollar canadien. La diminution a été compensée en partie par la croissance modeste des revenus, par la baisse du taux d'imposition effectif découlant de l'accroissement du bénéfice dans les pays où les taux d'imposition sont plus faibles, par le recul des frais de rémunération ainsi que par les coûts de règlement liés au litige avec Rabobank constatés l'an dernier.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a progressé de 109 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement de l'accroissement des activités de montage de prêts à l'échelle mondiale et des activités de montage de titres de participation au Canada, principalement les fiducies de revenu et les produits structurés. L'augmentation tient aussi au montant de 47 millions de dollars au titre de la tranche d'une demande de règlement liée à Enron transférée à un tiers. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation découlant des conditions difficiles du marché ainsi que de l'incidence négative de la réduction de 172 millions de dollars de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et en livres sterling. Le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) a diminué, en raison surtout de l'accroissement des volumes et de la hausse des taux d'intérêt sur nos positions de financement liées à certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation, ainsi que de la compression des marges et de la baisse des volumes de nos portefeuilles de prêts. Les revenus autres que d'intérêt se sont accrus, résultat qui est en grande partie attribuable à l'augmentation des niveaux d'actifs de négociation et des activités de montage de prêts et de titres de participation.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 426 millions de dollars ou 15 %, résultat qui reflète principalement la provision au titre du litige relatif à Enron de 591 millions de dollars ainsi que les coûts de règlement de 60 millions liés à la poursuite MegaClaims intentée par Enron. Ces résultats ont été neutralisés en partie par une réduction de 119 millions de dollars de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains et en livres sterling, par la baisse des frais de rémunération, ainsi que par les coûts de règlement du litige avec Rabobank et par les charges liées au réaligement de l'entreprise comptabilisés l'an dernier.

Le recouvrement pour pertes sur créances de 91 millions de dollars est attribuable à la hausse des recouvrements liés aux prêts aux grandes entreprises constatés au cours de la période considérée. L'an dernier, nous avons constaté un recouvrement de 108 millions de dollars se composant principalement de la contrepassation d'une tranche de 99 millions de la provision cumulative générale.

L'actif moyen a augmenté de 10 milliards de dollars ou 5 %, résultat qui tient surtout à l'accroissement des actifs de négociation lié à la croissance de certaines activités de négociation de titres de participation. Les prêts et acceptations ont reculé de 1 milliard de dollars ou 5 %, en raison principalement de la poursuite des activités de liquidation de nos portefeuilles de prêts secondaires et de l'utilisation réduite des facilités de crédit autorisées. Les dépôts se sont accrus de 11 milliards de dollars ou 12 %, résultat qui est attribuable à l'accroissement des besoins de financement lié à l'augmentation des activités de négociation à l'appui de certaines stratégies en matière de négociation. La qualité du crédit est demeurée élevée. Le montant brut des prêts douteux a diminué de 288 millions de dollars ou 71 % comparativement à l'an dernier, résultat qui est en grande partie attribuable aux conditions favorables du marché du crédit et au règlement d'un certain nombre de prêts aux grandes entreprises.

2004 par rapport à 2003

Le bénéfice net a augmenté de 107 millions de dollars ou 15 % par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des importantes activités de montage et activités de fusion et d'acquisition, des rendements à la hausse des placements privés de titres de créance et de titres de participation, ainsi que du recouvrement de pertes sur créances comptabilisé en 2004.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) s'est accru de 129 millions de dollars ou 3 %. L'augmentation est principalement

Rendement financier du secteur RBC Marchés des Capitaux

Tableau 25

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2005	2004	2003
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (1)	575 \$	827 \$	611 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 409	3 048	3 135
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	3 984 \$	3 875 \$	3 746 \$
Frais autres que d'intérêt	3 257	2 831	2 442
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(91)	(108)	189
Charges liées au réaligement de l'entreprise	1	27	-
Bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) (1), (2)	817 \$	1 125 \$	1 115 \$
Bénéfice net	725 \$	801 \$	694 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres attribués (3)	17,4 %	19,0 %	15,6 %
Rendement du capital de risque (3)	22,8 %	25,6 %	20,9 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	229 200 \$	219 200 \$	200 800 \$
Titres de négociation	109 600	91 100	75 300
Prêts et acceptations	17 600	18 600	25 000
Dépôts	98 900	88 400	80 800
Capitaux propres attribués (3)	4 100	4 200	4 400
Capital de risque (3)	3 150	3 100	3 300
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux	118 \$	406 \$	788 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,67 %	2,18 %	3,15 %
Provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	(0,52) %	(0,05) %	0,76 %
Autres informations			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	4 613	4 586	4 399

(1) Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) et le bénéfice net (majoré au montant imposable équivalent) avant impôts constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour un rapprochement et pour une analyse plus détaillée.

(2) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle.

(3) La moyenne des capitaux propres attribués et le rendement des capitaux propres sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour un rapprochement et pour une analyse plus détaillée.

attribuable aux rendements à la hausse des placements privés de titres de créance et de titres de participation, à l'amélioration des activités de montage de titres de participation dans tous nos marchés, à la hausse des activités de montage de prêts aux États-Unis et aux importantes activités de fusion et d'acquisition au Canada. Ces résultats ont largement neutralisé l'incidence négative de 118 millions de dollars de la réduction de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling découlant du raffermissement du dollar canadien en 2004, ainsi que la baisse des revenus tirés des activités de négociation, principalement les services à revenu fixe.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 389 millions de dollars ou 16 %, résultat qui reflète principalement les coûts de règlement du litige avec Rabobank engagés en 2004. Cette augmentation est également imputable à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'amélioration du rendement des activités, aux frais juridiques liés au litige avec Enron ainsi qu'aux coûts liés au déménagement du bureau de RBC Marchés des Capitaux situé à Londres.

Le recouvrement de pertes sur créances de 108 millions de dollars constaté en 2004 reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 99 millions de la provision cumulative générale. À l'exercice précédent, nous avons constaté une dotation à la provision pour pertes sur créances de 189 millions de dollars.

Perspectives et priorités pour 2006

Les perspectives concernant les marchés financiers au Canada et aux États-Unis sont mitigées, car nous nous attendons à ce que le ralentissement de l'économie, la hausse des taux d'intérêt et la détérioration des perspectives concernant le secteur des fonds de couverture réduisent la demande visant les nouvelles émissions et les services-conseils et exercent des pressions en baisse sur les activités de négociation. Les marchés boursiers et les activités de montage devraient demeurer relativement stables. Les perspectives en ce qui concerne les activités liées aux titres de créance aux États-Unis et à l'échelle internationale sont positives, car la courbe de rendement est ascendante. Les activités de fusion et d'acquisition devraient elles

aussi augmenter. Nous prévoyons une dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à d'autres devises, en raison de la baisse des prix de l'énergie. Nous nous attendons à une amélioration modeste de notre rendement en 2006, axée sur la croissance de nos activités liées aux titres de créance aux États-Unis et à l'échelle internationale ainsi que sur l'accroissement des services de banque d'investissement aux États-Unis. Notre liste de placements au Canada et aux États-Unis est encourageante. L'élaboration de nouvelles stratégies aux fins des activités de négociation et des produits des *Marchés mondiaux* devrait atténuer la réduction des occasions en matière d'activités de négociation. Les conditions du marché du crédit devraient demeurer favorables, mais nous nous attendons à une baisse des recouvrements sur les prêts. Le caractère hautement concurrentiel du marché du crédit devrait continuer d'entraîner la compression des marges liées à nos portefeuilles de prêts.

Nos principales priorités pour l'exercice 2006 sont les suivantes :

- Consolider notre position de principale banque d'investissement au Canada en offrant des services homogènes en Amérique du Nord, de manière à faciliter les opérations transfrontalières;
- Offrir des services spécialisés de première qualité aux États-Unis en optimisant notre gamme de produits actuelle offerte aux investisseurs du marché milieu de gamme du groupe Marchés de la dette aux États-Unis;
- Continuer d'investir dans les activités de négociation pour notre propre compte ainsi que dans les activités liées aux produits structurés et aux dérivés;
- Réduire les coûts en accroissant l'efficacité de nos réseaux de distribution au moyen de la technologie et de la convergence de nos équipes de vente.

EXAMEN DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

MARCHÉS MONDIAUX

Les *Marchés mondiaux* se composent des activités de montage, de négociation et de distribution de titres à revenu fixe qui sont pour la plupart des titres de première qualité, ainsi que des produits de change et des produits dérivés. Ils regroupent également les activités de négociation pour notre propre compte, les actifs diversifiés et les placements privés.

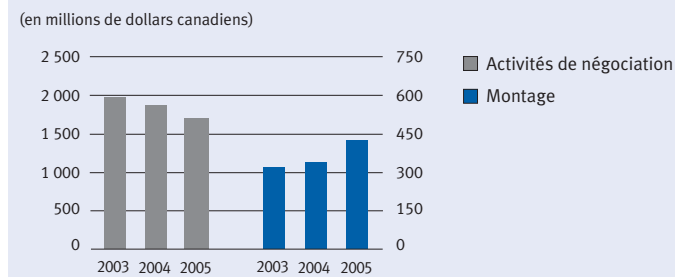
Les revenus (majorés au montant imposable équivalent) ont diminué de 27 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation et de la réduction de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et en livres sterling découlant du raffermissement du dollar canadien. Cette diminution a été contrebalancée en grande partie par l'accroissement des activités de montage de prêts à l'échelle mondiale.

Les revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent) ont reculé de 8 % en raison des conditions difficiles sur les marchés boursiers, de l'aplatissement de la courbe de rendement, de l'incidence sur les marchés des capitaux de la saison des ouragans, ainsi que du rendement à la baisse du secteur des fonds de couverture. Les revenus tirés des activités de montage de prêts et les autres revenus ont progressé de 33 %, résultat qui est en grande partie attribuable à l'accroissement des activités d'émission de titres de créance à l'échelle mondiale, laquelle découle en partie des modifications apportées à la législation canadienne sur les caisses de retraite, qui ont occasionné une augmentation des émissions de placements à contenu étranger au Canada.

Faits saillants	Tableau 26		
(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	2 189 \$	2 216 \$	2 109 \$
Activités de négociation	1 706	1 853	1 958
Montage et autres	483	363	151

(1) Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) constitue une mesure financière hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour un rapprochement et pour une analyse plus détaillée.

Revenus tirés des activités de négociation et des activités de montage



SERVICES MONDIAUX DE BANQUE D'INVESTISSEMENT ET MARCHÉS BOURSIERS

Les *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* regroupent les services de banque d'investissement et les activités de vente et de négociation de titres de participation. Ils offrent à nos clients un choix complet de services-conseils et de services liés aux titres de participation, notamment des services de montage et de structuration, des services-conseils, ainsi que des services de distribution, de vente et de négociation.

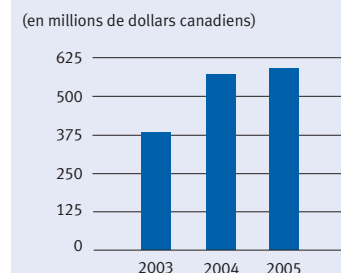
Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* (majorés au montant imposable équivalent) ont progressé de 36 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement des activités de montage de titres de participation, du rendement accru des activités générant des rendements élevés, et de la croissance modeste des activités de fusion et d'acquisition. Les activités de vente et de négociation de titres de participation ont également augmenté comparativement à l'an dernier. Ce résultat reflète le rendement amélioré de nos activités liées aux titres liquides ainsi que les frais de placement élevés liés aux nouvelles émissions.

Le montant brut des commissions de prise ferme et honoraires tirés des services-conseils a augmenté de 21 millions de dollars ou 4 %, en raison en partie du nombre d'opérations clés effectuées, qui concernaient notamment TELUS Corporation, SunGard Data Systems Inc., Southwestern Energy Company, Ace Aviation Holding Inc. et Terasen Inc. En 2005, le groupe a fourni des services-conseils aux fins des trois plus importantes opérations de fusion et d'acquisition annoncées au Canada.

Faits saillants	Tableau 27		
(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	975 \$	939 \$	857 \$
Montant brut des commissions de courtage et honoraires tirés des services-conseils	592	571	380
Autres	383	368	477

(1) Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) constitue une mesure financière hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour un rapprochement et pour une analyse plus détaillée.

Montant brut des commissions de prise ferme et honoraires tirés des services-conseils



SERVICES AUX INSTITUTIONS ET AUX INVESTISSEURS

Les *Services aux institutions et aux investisseurs* fournissent des services de garde ainsi que des services d'administration de placements aux sociétés et aux investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale.

En 2005, nous avons annoncé la conclusion d'un accord avec Dexia, qui vise à associer nos activités dans une coentreprise. Cette dernière se classera parmi les dix principales banques dépositaires au monde et offrira une gamme complète de services aux investisseurs institutionnels partout dans le monde. Cette opération, qui est assujettie à l'approbation des autorités de réglementation, devrait être conclue à l'exercice 2006.

Les revenus ont augmenté de 44 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance des activités de prêt de titres, des opérations de change et de l'accroissement des revenus tirés des dépôts. Les biens administrés se sont accrus de 158 milliards de dollars ou 13 % sur douze mois, résultat qui tient au rendement solide des marchés mondiaux des capitaux et à la croissance des activités liées à de nouveaux clients et à nos clients actuels.

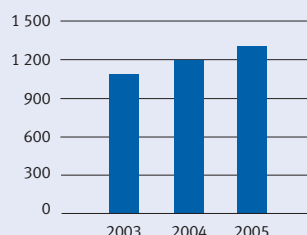
Faits saillants Tableau 28

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	499 \$	455 \$	418 \$
Biens administrés	1 361 100	1 202 900	1 096 200

(1) Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) constitue une mesure financière hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR) pour un rapprochement et pour une analyse plus détaillée.

Biens administrés

(en milliards de dollars canadiens)



AUTRES

Les *Autres services* se composent des Entreprises nationales, de la Recherche et des Crédits mondiaux, groupe qui englobe le portefeuille de prêts non stratégiques et les activités de gestion centralisée des principaux portefeuilles de prêts du secteur.

Les revenus (majorés au montant imposable équivalent) tirés des *Autres services* se sont établis à 321 millions de dollars, en hausse de 56 millions ou 21 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement du montant de 47 millions au titre de la tranche d'une demande de règlement liée à Enron transférée à un tiers, ainsi que de l'accroissement des activités des Entreprises nationales liées aux prêts. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse du bénéfice découlant de la liquidation stratégique de nos portefeuilles de prêts secondaires.

SERVICES DE SOUTIEN GÉNÉRAUX

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière d'exploitation et de technologie de l'information, la trésorerie générale ainsi que les fonctions de gestion du capital, de finances, de ressources humaines, de gestion du risque et d'autres fonctions générales. Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les ajustements de consolidation et les activités mises en œuvre au profit de l'organisation, et ils ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation.

Compte tenu de la nature des activités présentées à l'égard de ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances sur douze mois n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chacun des exercices.

2005

La perte nette de 20 millions de dollars pour l'exercice reflète essentiellement les charges de 39 millions de dollars liées au réaligement de l'entreprise, les pertes à la valeur de marché sur les dérivés découlant de certaines couvertures économiques, qui ont été neutralisées en partie par les activités de titrisation accrues et des remboursements d'intérêts reçus relativement au règlement de questions fiscales visant les périodes d'imposition de 1993 à 1998.

2004

La perte nette de 72 millions de dollars reflétait principalement les charges de 64 millions de dollars liées au réaligement de l'entreprise, une charge de 42 millions de dollars au titre des pertes sur des placements en actions, une charge de 68 millions de dollars liée aux ajustements de consolidation effectués pour éliminer des éléments intersociétés tels que des honoraires de prise ferme, la réduction de valeur de 26 millions d'une participation dans AOL Canada et des coûts de 19 millions liés à une interruption des activités de traitement, annulés en partie par l'augmentation des valeurs de certaines positions sur dérivés.

Rendement financier des Services de soutien généraux Tableau 29

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Revenu net d'intérêt	(175)\$	(263)\$	(143)\$
Revenus autres que d'intérêt	142	236	164
Total des revenus	(33)\$	(27)\$	21 \$
Frais autres que d'intérêt	33	12	(4)
Recouvrement des pertes sur créances	(47)	(36)	(28)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	39	64	—
Bénéfice net (perte nette) avant impôts	(58)\$	(67)\$	53 \$
Bénéfice net (perte nette)	(20)\$	(72)\$	77 \$
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	11 100 \$	9 600 \$	9 200 \$
Capitaux propres attribués (1)	2 800	1 600	1 400

(1) Les capitaux propres attribués sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période.

Principales données figurant au bilan (à la fin de l'exercice)

Tableau 30

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Titres du compte de négociation	125 760 \$	89 322 \$
Titres du compte de placement et titres de substitut de prêt	34 735	39 624
Total des valeurs mobilières	160 495 \$	128 946 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	42 973 \$	46 949 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	91 043	81 998
Prêts aux particuliers	41 045	36 848
Cartes de crédit	6 200	6 456
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	53 626	47 258
Total des prêts	191 914 \$	172 560 \$
Autres actifs	65 399 \$	69 433 \$
Total de l'actif	469 521 \$	426 222 \$
Dépôts	306 860 \$	270 959 \$
Autres passifs	131 003 \$	126 585 \$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 944 \$	58 \$
Capitaux propres	19 847 \$	17 904 \$

2005 par rapport à 2004

Le total de l'actif a augmenté de 43,3 milliards de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat est principalement attribuable à l'augmentation du *total des prêts* et du *total des valeurs mobilières*.

Le *total des valeurs mobilières* s'est accru de 31,5 milliards de dollars ou 24 % comparativement à l'exercice précédent, en raison de la hausse de 36,4 milliards du solde des titres du compte de négociation découlant de la croissance de plusieurs activités de négociation, résultat qui a été neutralisé en partie par une baisse des titres du compte de placement et des titres de substitut de prêt.

Les *biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont diminué de 4,0 milliards de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier, par suite de nos efforts visant à gérer plus efficacement les besoins de financement de nos clients et les besoins de financement avec garantie.

Le *total des prêts* s'est accru de 19,4 milliards de dollars comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des prêts aux petites et moyennes entreprises reflétant le maintien de la demande pour des prêts découlant de la faiblesse des taux d'intérêt.

Les *prêts hypothécaires résidentiels* ont progressé de 9,0 milliards de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier (déduction faite de la titrisation de 6,5 milliards de dollars de prêts au cours de l'exercice). Cette augmentation reflète les importants efforts de vente déployés et la forte demande de maisons de la part des consommateurs.

Les *prêts aux particuliers* ont connu une hausse de 4,2 milliards de dollars ou 11 %. Cette hausse tient principalement à la croissance continue des marges de crédit garanties et non garanties découlant de la faiblesse des taux d'intérêt et de la forte demande de la part des consommateurs.

Les *soldes de cartes de crédit* ont diminué de 256 millions de dollars ou 4 %. Nous avons titrisé des créances sur cartes de crédit de 1,2 milliard de dollars au cours de l'exercice. Ces opérations de titrisation ont contrebalancé la croissance sur douze mois du volume de prêts sur cartes de crédit découlant du lancement de nouveaux produits, de l'utilisation élevée de cartes de crédit ainsi que de l'augmentation de la moyenne des soldes de cartes de crédit des clients.

Les *prêts aux entreprises et aux gouvernements* ont augmenté de 6,4 milliards de dollars ou 13 %. Cette augmentation est en grande partie attribuable à l'utilisation accrue de marges de crédit à l'exploitation par les entreprises et les clients commerciaux au pays, ainsi qu'aux nouvelles affaires à l'échelle internationale.

Les *autres actifs* ont reculé de 4,0 milliards de dollars ou 6 %. Ce recul est principalement imputable à la diminution des montants à recevoir de courtiers, qui tient à une baisse des activités.

Les *dépôts* ont progressé de 35,9 milliards de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance accrue du volume des dépôts des entreprises et des gouvernements.

Les *autres passifs* se sont accrus de 4,4 milliards de dollars ou 3 %. Cette croissance découle principalement de l'accroissement des activités et elle a trait aux titres vendus à découvert.

La *part des actionnaires sans contrôle dans les filiales* a augmenté de 1,9 milliard de dollars. Elle se compose principalement de notre participation de 1,2 milliard de dollars dans les instruments innovateurs émis par Fiducie de capital RBC et de notre part des actionnaires sans contrôle de 703 millions dans des entités à détenteurs de droits variables. Se reporter à la note 18 des Notes complémentaires.

Les *capitaux propres* ont progressé de 1,9 milliard de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement du montant élevé de bénéfices non répartis enregistré malgré la hausse des dividendes versés. L'effet négatif du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos opérations libellées en devises a neutralisé en partie l'incidence de la solide croissance du bénéfice. Le tableau ci-dessus présente les soldes de nos actions ordinaires et privilégiées inscrits dans les capitaux propres et dans le passif lié aux actions privilégiées. Se reporter à la note 17 des Notes complémentaires pour de plus amples informations à ce sujet.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	31 octobre 2005			31 octobre 2004			31 octobre 2003		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividende par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividende par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividende par action
Actions privilégiées de premier rang									
À dividende non cumulatif, série J	–	– \$	– \$	–	– \$	– \$	–	– \$	0,90 \$
En dollars américains, à dividende non cumulatif, série K	–	–	–	–	–	–	–	–	0,80 US
À dividende non cumulatif, série N ⁽¹⁾	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18
À dividende non cumulatif, série O ⁽¹⁾	6 000	150	1,38	6 000	150	1,38	6 000	150	1,38
En dollars américains, à dividende non cumulatif, série P	–	–	1,26 US	4 000	132	1,44 US	4 000	132	1,44 US
À dividende non cumulatif, série S ⁽¹⁾	10 000	250	1,53	10 000	250	1,53	10 000	250	1,53
À dividende non cumulatif, série W ⁽¹⁾	12 000	300	0,99	–	–	–	–	–	–
Total des actions privilégiées de premier rang		1 000 \$			832 \$			832 \$	
Actions ordinaires en circulation	646 751	7 170 \$	2,35 \$	644 748	6 988 \$	2,02 \$	656 021	7 018 \$	1,72 \$
Options sur actions									
Octroyées	18 241			22 372			24 803		
Pouvant être levées	14 432			16 401			15 415		
Actions de trésorerie – privilégiées	(91)	(2)		–	–		–	–	
Actions de trésorerie – ordinaires	(3 526)	(216)		(4 863)	(294)		–	–	

(1) Au 31 octobre 2005, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de séries N et O s'élevait à environ 3 833 000 et 1 935 000, respectivement. Au 31 octobre 2005, les actions privilégiées de premier rang, séries S et W, n'étaient pas encore convertibles.

Au 18 novembre 2005, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation se chiffrait à 646 080 280 et à 18 213 616,

respectivement. Le nombre des autres titres présentés dans le tableau 30 est demeuré inchangé. Se reporter aux notes 17 et 20 des Notes complémentaires.

GESTION DU CAPITAL

Cadre de gestion du capital

Nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et le désir de conserver des cotes de crédit élevées ainsi que la volonté de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous tenons compte des exigences des organismes de réglementation, des agences de notation, des déposants et des actionnaires, ainsi que de nos plans d'affaires futurs, de nos comparaisons avec les pairs et de notre position relativement aux objectifs en matière de ratios de capital approuvés par le Conseil d'administration. Nous tenons également compte des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles, et des besoins de trésorerie.

Notre cadre de gestion du capital sert à établir et à évaluer le capital ainsi qu'à mobiliser et à investir des capitaux sous diverses formes, selon une démarche coordonnée et uniforme. Nous gérons et surveillons trois types de capital : i) le capital réglementaire; ii) le capital économique; iii) le capital affecté aux filiales. Cette démarche coordonnée de la gestion du capital revêt un caractère important aux fins de nos activités, car elle optimise l'utilisation et la structure du capital. Elle nous permet aussi de soutenir plus efficacement nos secteurs d'exploitation et nos clients et d'offrir des rendements supérieurs à nos actionnaires, tout en protégeant nos déposants et nos créanciers de premier rang.

Gouvernance

Le Conseil d'administration est responsable de l'examen annuel et de l'approbation de notre plan visant le capital, y compris toutes les opérations sur capitaux propres, ainsi que de notre plan d'exploitation. Le Comité de vérification est chargé, par le Conseil d'administration, de la gouvernance des activités de gestion du capital. Il procède notamment à l'examen et à la surveillance continue des contrôles internes et de l'environnement de contrôle, et il élabore et approuve les politiques afin d'assurer la conformité aux normes réglementaires et aux objectifs internes.

Le Comité actif-passif et la Haute direction sont tous deux chargés de superviser la gestion du capital et ils reçoivent des rapports réguliers détaillant la conformité aux plafonds et aux lignes directrices établis. Par ailleurs, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) se réunit avec notre Comité de vérification et avec notre Comité des politiques en matière de risque et de révision afin de discuter de nos politiques et procédures liées à la gestion du capital.

Le Groupe de gestion du capital est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques liées à la gestion du capital réglementaire, du capital économique et du capital affecté aux filiales. Ses autres responsabilités clés incluent la surveillance de notre position de capital et la préparation de rapports à ce sujet, ainsi que la formulation de recommandations concernant les opérations sur capitaux propres et la coordination des activités de mise à exécution de ces recommandations.

Actif ajusté en fonction des risques

L'actif ajusté en fonction des risques présenté au tableau ci-dessous est déterminé en appliquant les règles prescrites par le BSIF à tous les risques figurant au bilan et hors bilan. L'actif ajusté en fonction des risques comprend également un montant au titre du risque de marché lié à notre portefeuille de négociation.

Au cours du dernier exercice, l'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 14 milliards de dollars pour s'établir à 197 milliards, en raison principalement de la forte croissance des prêts hypothécaires et des prêts, des nouvelles lignes directrices du BSIF à l'égard des facilités de liquidité et de la croissance des activités entraînant un risque de marché, qui découle essentiellement des produits de crédit structurés.

Actif ajusté en fonction des risques (1)

Tableau 32

	Montant au bilan	Taux de pondération moyen des risques (2)	Solde ajusté en fonction des risques	
			2005	2004
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Actif au bilan				
Liquidités et dépôts à des banques	12 355 \$	15 %	1 830 \$	1 833 \$
Valeurs mobilières				
Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	23 815		48	30
Autres	136 680	4 %	5 278	7 062
Prêts hypothécaires résidentiels (3)				
Assurés	35 047	1 %	385	390
Ordinaires	56 121	46 %	25 592	24 561
Autres prêts et acceptations (3)				
Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	14 681	20 %	2 991	2 828
Autres	134 684	71 %	95 639	88 412
Autres actifs	56 081	13 %	7 014	7 852
	469 464 \$		138 777 \$	132 968 \$
	Montant contractuel	Facteur de conversion de crédit	Équivalent-crédit	
Instruments financiers hors bilan				
Instruments de crédit				
Garanties et lettres de garantie				
Financières	14 644 \$	100 %	14 644 \$	71 %
Non financières	4 142	50 %	2 071	88 %
Lettres de crédit documentaire	685	20 %	137	41 %
Prêts de titres	48 750	100 %	48 750	5 %
Engagements de crédit				
Échéance initiale de un an ou moins	23 382	–	–	–
Échéance initiale supérieure à un an	32 837	50 %	16 418	91 %
Facilités de liquidité				
Échéance initiale de un an ou moins, avec clause en cas de perturbation générale du marché	188	–	–	–
Échéance initiale de un an ou moins, sans clause en cas de perturbation générale du marché	27 273	10 %	2 727	100 %
Échéance initiale supérieure à un an, sans clause en cas de perturbation générale du marché	1 573	50 %	786	100 %
Montants non engagés	44 915	–	–	–
Facilités d'émission d'effets/ Facilités de prise ferme renouvelables	7	50 %	3	100 %
	198 396 \$		85 536 \$	
Dérivés (4)	3 000 269		37 822	26 %
Total des instruments financiers hors bilan	3 198 665 \$		123 358 \$	
Total du risque spécifique et général			15 538	12 237
Total de l'actif ajusté en fonction des risques			197 004 \$	183 409 \$

(1) Calculé selon les lignes directrices établies par le BSIF.

(2) Représente le taux de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

(3) Les montants sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Exclut les montants liés aux dérivés de crédit autres que de négociation qui sont traités à titre de garantie du capital aux fins du risque de crédit.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux. Le capital réglementaire comporte deux catégories. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents que ceux de deuxième catégorie. Le capital de première catégorie se compose principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées à dividende non cumulatif, ainsi que du montant admissible des instruments innovateurs, moins une déduction au titre de l'écart d'acquisition. Le capital de deuxième catégorie se compose essentiellement de débetures

subordonnées, du montant admissible excédentaire des instruments innovateurs qui ne peut pas être inclus dans le capital de première catégorie et d'une tranche admissible de la provision cumulative générale pour pertes sur créances. Le capital total représente le total du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie, moins les déductions prescrites par le BSIF.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés en divisant le capital de première catégorie et le capital total par l'actif ajusté en fonction des risques, selon l'information financière établie conformément aux PCGR. En 1999, le BSIF a établi des objectifs officiels pour le capital à risque visant

les institutions de dépôt au Canada. Cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent exercer leurs activités dans les limites d'un levier financier et s'assurer que leur coefficient actif capital, qui est calculé en

divisant le montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau prescrit par les organismes de réglementation.

Le tableau 33 illustre les composantes du capital réglementaire ainsi que nos ratios de capital réglementaire.

Capital réglementaire et ratios de capital (1)		Tableau 33		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		2005	2004	2003
Capital de première catégorie				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)		19 115 \$	17 349 \$	17 543 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif		997	832	832
Instruments innovateurs		2 835	2 300	2 300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales		28	27	27
Écart d'acquisition		(4 074)	(4 236)	(4 443)
		18 901	16 272	16 259
Capital de deuxième catégorie				
Débetures subordonnées permanentes (3)		874	954	396
Autres débetures subordonnées (3)		7 234	7 131	5 847
Instruments innovateurs		567	–	–
Provision cumulative générale		1 286	1 227	1 407
		9 961	9 312	7 650
Autres éléments déduits du capital				
Participations dans les filiales d'assurance		(2 642)	(2 532)	(2 143)
Autres participations importantes		(293)	(302)	(371)
Protection de premier niveau contre les pertes		(114)	(17)	(21)
		25 813 \$	22 733 \$	21 374 \$
Ratios de capital				
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques		9,6 %	8,9 %	9,7 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques		13,1 %	12,4 %	12,8 %
Coefficient actif-capital		17,6x	17,9x	18,0x

(1) Tel qu'il est défini dans les lignes directrices établies par le BSIF.

(2) Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, déduction faite d'actions privilégiées de 700 millions de dollars et d'autres éléments totalisant 32 millions.

(3) Les débetures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans doivent être amorties selon la méthode linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur non amortie.

Le capital de première catégorie a augmenté de 18,9 milliards de dollars, en hausse de 2,6 milliards par rapport à l'an dernier. Cette augmentation découle principalement des capitaux importants générés à l'interne, de l'émission d'actions ordinaires de 197 millions de dollars découlant de la levée d'options, ainsi que de l'incidence nette des activités de gestion du capital décrites ci-après. Par ailleurs, les pertes de change cumulatives non réalisées ont réduit les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 218 millions de dollars, en raison du raffermissement du dollar canadien.

Le capital de deuxième catégorie a progressé de 649 millions de dollars en 2005. Cette hausse a été attribuable à l'émission d'instruments innovateurs d'un montant excédant le montant admissible pouvant être inclus dans le capital de première catégorie, ainsi qu'à l'incidence nette des émissions et des remboursements de débetures subordonnées, qui sont décrits plus en détail dans la section sur les activités de gestion du capital.

L'augmentation de notre capital réglementaire et la gestion active de notre bilan se sont traduites par une amélioration de nos ratios du capital de première catégorie et du capital total. Au 31 octobre 2005, nos ratios du capital de première catégorie et du capital total s'établissaient respectivement à 9,6 % et à 13,1 %, comparativement à 8,9 % et à 12,4 % au 31 octobre 2004. Au cours de l'exercice 2005, nous avons maintenu des ratios de capital supérieurs à nos objectifs de 8,0 % à 8,5 % pour le capital de première catégorie, et de 11 % à 12 % pour le capital total.

Au 31 octobre 2005, notre coefficient actif-capital était de 17,6 fois, soit un coefficient qui demeure bien en deçà du maximum permis par le BSIF et qui est analogue au coefficient de 17,9 fois au 31 octobre 2004.

Activités de gestion du capital

En 2005, nous avons entrepris plusieurs initiatives afin d'assurer la gestion efficace du capital.

Capital de première catégorie

En 2005, nous avons racheté 3 millions d'actions ordinaires en contrepartie de 226 millions de dollars. Une tranche de 1 million de ces actions a été rachetée en contrepartie de 63 millions de dollars dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant pris fin en juin 2005, et une tranche de 2 millions de ces actions a été rachetée en contrepartie de 163 millions de dollars dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant débuté le 23 juin 2005. En vertu de l'offre publique de rachat actuellement en vigueur, qui a une durée

de un an, nous pouvons racheter un nombre maximal de 10 millions d'actions ordinaires, à savoir environ 1,5 % de nos actions ordinaires en circulation au 31 octobre 2005.

Le 31 janvier 2005, nous avons émis 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série W, au prix de 25 \$ l'action.

Le 7 octobre 2005, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série P, émises et en circulation totalisant 100 millions de dollars US.

Capital de deuxième catégorie

Le 22 mars 2005, nous annonçons que nous pourrions à l'occasion acheter, à des fins d'annulation, une partie ou la totalité de nos débetures en circulation de 250 millions de dollars échéant en 2083 ainsi que de nos débetures en circulation de 300 millions de dollars US échéant en 2085.

Au cours de l'exercice, nous avons acheté 3,5 millions de dollars de débetures en circulation échéant en 2083 et 83 millions de dollars (68 millions de dollars US) de débetures en circulation échéant en 2085.

Le 21 juin 2005 et le 14 juillet 2005, nous avons émis des débetures subordonnées, série 9, d'un capital de 500 millions de dollars et de 300 millions, respectivement, en vertu de notre programme canadien de billets à moyen terme.

Le 15 août 2005, nous avons remboursé la totalité de nos débetures subordonnées à 6,40 % en circulation d'un montant en capital de 700 millions de dollars échéant le 15 août 2010, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus.

Instruments innovateurs

Les instruments innovateurs, tels qu'ils sont définis par les lignes directrices du BSIF, représentent les instruments émis par une entité ad hoc, à savoir une entité inactive dont l'objectif principal consiste à réunir des capitaux. Les lignes directrices du BSIF limitent le montant des instruments innovateurs qui peut être inclus dans le capital de première catégorie et dans le capital de deuxième catégorie. Nous émettons des instruments innovateurs, à savoir des titres de fiducie (TruCS) par l'entremise de deux entités ad hoc, soit RBC Fiducie de capital et RBC Fiducie de capital II.

Le 28 octobre 2005, nous avons émis 1,2 milliard de dollars d'instruments innovateurs inclus dans le capital de première catégorie par l'entremise de RBC Fiducie de capital. Une tranche de 537 millions de dollars de ces instruments était incluse dans le capital de première catégorie, une

tranche de 567 millions était incluse dans le capital de deuxième catégorie (capital de moins bonne qualité), et la tranche résiduelle de 96 millions n'est pas comptabilisée à l'heure actuelle à titre de capital. Tous les TruCS émis précédemment, totalisant 2,3 milliards de dollars, ont été inclus dans le capital de première catégorie. Se reporter à la note 16 des Notes complémentaires pour une analyse détaillée du traitement comptable des titres RBC TruCS et des modalités de ces titres.

Dividendes

Notre politique relative aux dividendes sur actions ordinaires reflète nos perspectives en ce qui concerne le bénéfice, nos ratios de distribution désirés, ainsi que le besoin de maintenir des niveaux de capital adéquats pour financer les occasions d'affaires. Le ratio de distribution cible relatif aux dividendes sur actions ordinaires était de 40 % à 50 % pour l'exercice 2005. En 2005, le ratio de distribution s'est établi à 45 %, en baisse par rapport à 47 % en 2004. Les dividendes sur actions ordinaires versés au cours de l'exercice se sont établis à 1,5 milliard de dollars, en hausse de 16 % par rapport à l'an dernier.

Le tableau suivant illustre nos activités de gestion du capital en 2005, en 2004 et en 2003.

Principales activités de gestion du capital		Tableau 34		
(en millions de dollars canadiens)		2005	2004	2003
Dividendes				
Actions ordinaires		1 512 \$	1 303 \$	1 137 \$
Actions privilégiées		42	31	31
Actions privilégiées émises		300	–	–
Actions privilégiées rachetées		(132)	–	–
Ventes nettes d'actions de trésorerie – actions ordinaires		132	10	–
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités (1)		(226)	(892)	(852)
Rachat et annulation de débtentures (1)		(786)	(1 025)	(100)
Émission de titres de fiducie (1)		1 200	–	900

(1) Se reporter aux notes 15, 16 et 17 respectivement des Notes complémentaires pour une analyse détaillée.

Couverture des opérations libellées en devises

L'augmentation des actifs libellés en dollars américains et les sommes déduites du capital réglementaire nous ont incités à élaborer une politique visant la couverture de notre risque de change lié à nos activités à l'étranger. Les objectifs de notre politique de couverture sont les suivants : i) protéger nos ratios de capital réglementaire consolidés contre les fluctuations des taux de change et ii) réduire la volatilité possible du bénéfice à laquelle la cession de ces activités à l'étranger pourrait donner lieu. Le but visé est de favoriser une gestion du capital ordonnée et efficace pour nous permettre de nous conformer aux exigences réglementaires sur une base continue et de maintenir un meilleur contrôle des ratios de capital clés et, par le fait même, de réduire le nombre d'opérations sur capitaux propres effectuées par suite des fluctuations des taux de change.

Capital économique

Le capital économique représente la quantification par la direction des risques liés à nos activités commerciales. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction du risque inhérent aux activités commerciales. Il fournit directement des mesures de comparaison du rendement telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, pour lesquelles une analyse détaillée est présentée à la rubrique Principales mesures financières (non définies par les PCGR). De plus, le capital économique aide la Haute direction à prendre des décisions en matière de planification stratégique et d'affectation des ressources, et il sert de point de référence aux fins de l'évaluation de notre goût du risque général en fonction de nos

ressources financières, laquelle doit tenir compte de facteurs non liés au capital économique. Le capital économique constitue le capital requis pour demeurer solvable et poursuivre nos activités, et ce, même dans des conditions de marché extrêmes, compte tenu de notre volonté de maintenir une cote de crédit AA. Il reflète l'optique des actionnaires et favorise l'optimisation du rendement pour les actionnaires exprimé en fonction du risque-rendement.

Le capital économique est une mesure non définie par les PCGR. Son calcul et son attribution nécessitent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et de jugements. Les méthodes utilisées font l'objet d'une surveillance continue afin de s'assurer que le cadre de gestion du capital économique est exhaustif, uniforme et impartial, et qu'il soutient les décisions prises et crée les incitatifs voulus. Les risques pour lesquels nous calculons le capital économique sont le risque de crédit, le risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), le risque opérationnel, le risque commercial, le risque lié aux immobilisations corporelles et le risque d'assurance. Le capital économique soutient également le risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. Se reporter à la section Gestion du risque pour une analyse plus détaillée du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et du risque d'assurance. Le risque commercial est le risque de pertes dues à des écarts dans les volumes, les prix et les coûts occasionnés par la concurrence, par des modifications réglementaires ainsi que par des risques liés à la réputation et aux stratégies. Les risques liés aux immobilisations corporelles constituent les risques que la valeur future de ces actifs soit inférieure à leur valeur comptable nette.

Capital économique		Tableau 35		
(Soldes moyens en millions de dollars canadiens)		2005	2004	2003
Risque de crédit		5 069 \$	5 171 \$	5 503 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)		2 210	2 068	1 592
Risque opérationnel		2 364	2 213	2 168
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles		1 584	1 657	1 725
Risque d'assurance		214	166	620
Capital-risque		11 441 \$	11 275 \$	11 608 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels		4 855	5 449	5 542
Capital attribué (capital économique)		16 296 \$	16 724 \$	17 150 \$
Capitaux propres non attribués (1)		2 304	1 076	400
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		18 600 \$	17 800 \$	17 550 \$

(1) La tranche des capitaux propres excédant le capital économique est constatée dans le secteur Services de soutien généraux.

Le capital économique attribué a diminué de 428 millions de dollars sur douze mois, en raison principalement de la diminution du capital économique affecté à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, diminution découlant de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs libellés en dollars américains et de la perte de valeur de l'écart d'acquisition liée aux activités abandonnées. La diminution du capital économique affecté

à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels a été en partie neutralisée par une hausse du capital économique attribué au risque de marché, au risque opérationnel et au risque d'assurance. La hausse du risque de taux d'intérêt sous-jacent des capitaux propres dans nos portefeuilles autres que de négociation a donné lieu à une augmentation du capital économique attribué au risque de marché, tandis que la hausse de l'ensemble des activités

commerciales a donné lieu à l'augmentation du capital économique attribué au risque opérationnel et au risque d'assurance.

Notre structure financière demeure favorable, et les niveaux actuels de capitaux propres admissibles excèdent le capital économique requis pour soutenir tous nos risques.

Capital affecté aux filiales

Une gestion structurée du capital consolidé est devenue un objectif stratégique clé, car le montant du capital affecté aux filiales a augmenté pour accroître leurs activités par suite des pressions exercées afin de maximiser les profits et les rendements pour les actionnaires. Par conséquent, les organismes de réglementation ont pris des mesures pour s'assurer que la société mère peut avoir accès au capital dont il est tenu compte pour mesurer le capital réglementaire, et ce, pour toutes les banques exerçant des activités à l'échelle internationale. Afin de satisfaire à ces nouvelles exigences réglementaires et de faciliter la création et l'affectation coordonnées de capitaux dans toute l'organisation, nous avons mis en place un cadre de gestion exhaustif du capital affecté aux filiales. Ce cadre établit les lignes directrices utilisées pour déterminer les investissements de capitaux dans nos filiales et pour établir des cibles minimales relativement à nos investissements totaux dans ces filiales.

Bien que chaque filiale soit responsable du calcul, de la surveillance et du maintien de capitaux propres adéquats conformément aux lois des territoires où elle exerce ses activités, le Groupe de gestion du capital est

responsable des activités de surveillance centralisée et des activités de gestion du capital de base consolidé des diverses entités.

Événements futurs

Nous surveillons étroitement les changements apportés au cadre comptable et leur incidence sur nos niveaux de capitalisation. Pour ce faire, nous maintenons un dialogue avec nos vérificateurs externes, avec d'autres institutions financières, avec l'Association des banquiers canadiens ainsi qu'avec le BSIF. Plusieurs modifications des conventions comptables, qui touchent les instruments financiers (se reporter à la description fournie à la section Conventions comptables cruciales et estimations ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires), et des exigences selon lesquelles les contrats pouvant être réglés en espèces ou en actions doivent être réglés en actions aux fins du calcul du résultat par action dilué, ont été effectuées ou proposées. Ces modifications pourraient avoir une incidence importante sur nos besoins de trésorerie et sur nos activités de gestion du capital.

Accord de Bâle II

La mise en œuvre des exigences visant l'adéquation des fonds propres prévues par l'accord de Bâle II fera initialement l'objet d'un passage en parallèle en 2007, et la pleine conformité est prévue au début de l'exercice 2008. Nous nous préparons activement en vue de la mise en œuvre du nouveau cadre prévu par l'accord, comme il est mentionné à la section Gestion du risque.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan. Les opérations hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement, soit pour notre propre compte, soit pour des clients. Ces opérations incluent des instruments financiers dérivés, les opérations avec des entités ad hoc et l'émission de garanties. Elles entraînent divers risques tels que les risques de marché, de crédit et d'illiquidité, à l'égard desquels une analyse est présentée à la section Gestion du risque.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont principalement utilisés dans le cadre d'activités de vente et de négociation, afin de permettre aux clients de transférer, de modifier ou de réduire les risques actuels ou éventuels. Ces dérivés détenus à des fins de négociation sont intégralement inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur.

Nous utilisons aussi des dérivés afin de gérer notre exposition aux risques d'intérêt, de change et de crédit, ainsi qu'aux autres risques de marché. Nous pouvons également utiliser des produits dérivés pour couvrir la valeur économique de certaines stratégies commerciales lorsque ces opérations ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture ou lorsque nous jugeons qu'il est économiquement impossible d'appliquer la comptabilité de couverture (couvertures économiques). Ces couvertures économiques sont également inscrites au bilan consolidé à leur juste valeur.

Certains dérivés utilisés pour gérer nos risques sont précisément désignés comme instruments de couverture et sont admissibles à la comptabilité de couverture (couvertures comptables). Nous avons recours à la comptabilité de couverture afin de réduire au minimum les importantes fluctuations imprévues des résultats et des flux de trésorerie imputables à la variation des taux d'intérêt ou de change. Ces dérivés désignés comme instruments de couverture constituent des éléments hors bilan, car ils ne sont pas inscrits à leur juste valeur.

Les notes 1 et 7 des Notes complémentaires fournissent plus de détails sur la comptabilisation des dérivés et sur les types de dérivés. Le tableau ci-dessous illustre la juste valeur nette des dérivés par catégorie :

Dérivés	Tableau 36	
(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Figurant au bilan :		
Dérivés détenus à des fins de négociation	(3 628)\$	(3 521)\$
Couvertures économiques	(452)	148
Hors bilan :		
Couvertures comptables	386	389
Juste valeur nette totale	(3 694)\$	(2 984)\$

Entités ad hoc

Les entités ad hoc sont habituellement créées dans un but unique et distinct. Leur durée de vie est limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante. Les entités ad hoc ne sont pas des entités en exploitation, elles n'ont généralement aucun effectif et peuvent comprendre des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) telles qu'elles sont définies dans la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15). Se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'aux notes 1 et 6 des Notes complémentaires pour en savoir davantage sur notre politique en matière de consolidation ainsi que sur les EDDV que nous avons consolidées ou celles dans lesquelles nous détenons des droits variables importants. En vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 12 de l'ICCA, intitulée *Cessions de créances* (NOC-12), les structures d'accueil admissibles sont des entités juridiques manifestement distinctes du cédant, qui exercent des activités soumises à des limitations précises, qui détiennent des actifs précis et qui ne peuvent vendre ou céder des actifs désignés qu'en réponse automatique à des situations réunissant des conditions particulières.

La gestion et la surveillance de nos liens avec des entités ad hoc incombent au Comité de surveillance des montages financiers. Se reporter à la section Gestion du risque pour plus de détails à ce sujet.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de créances sur cartes de crédit, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts hypothécaires commerciaux, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Les gains et les pertes sur les opérations de titrisation sont inscrits dans le revenu net d'intérêt.

Créances sur cartes de crédit

Nous titrisons une partie de nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité ad hoc, sur une base renouvelable. Cette entité est financée au moyen de l'émission d'effets de premier rang et subordonnés garantis par les créances sur cartes de crédit sous-jacentes. L'entité ad hoc est une structure d'accueil admissible; par conséquent, en notre qualité de cédant des créances sur cartes de crédit, nous ne pouvons pas la consolider.

Nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des créances sur cartes de crédit cédées à la structure d'accueil admissible et nous administrons cette dernière. De plus, nous fournissons deux types de protection de premier niveau contre les pertes à la structure d'accueil admissible. Nos droits liés aux écarts excédentaires de ladite structure sont subordonnés à l'obligation de cette dernière envers les détenteurs de ses titres adossés à des créances mobilières. Les écarts excédentaires représentent le revenu net d'intérêt résiduel après le paiement de toutes les autres charges au titre de la fiducie. Par conséquent, les excédents servent à absorber les pertes liées aux créances sur cartes de crédit avant que ces dernières n'influent sur les paiements versés aux porteurs d'effets de la structure d'accueil admissible. La valeur actualisée de cet excédent est inscrite au bilan consolidé à titre de droits conservés dans les titres du

compte de placement. Par ailleurs, nous consentons des prêts à la structure d'accueil admissible aux fins du paiement des charges initiales. Ces prêts sont de rang inférieur à tous les effets émis par la structure d'accueil admissible.

Prêts hypothécaires résidentiels

Nous titrisons régulièrement des prêts hypothécaires résidentiels par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et cédonons une partie de ces titres à une entité ad hoc multicédante indépendante, sur une base renouvelable. Nous conservons des droits sur la marge excédentaire des titres vendus et nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des prêts hypothécaires sous-jacents à ces titres.

Prêts hypothécaires commerciaux

Nous titrisons des prêts hypothécaires commerciaux en les vendant à une entité ad hoc sous forme de groupes de biens affectés en garantie qui satisfont à certains critères de diversification, de levier financier et de couverture de la dette. L'entité ad hoc finance l'achat de ces groupes de biens en émettant des certificats de rangs divers qui, lorsque des cotes de crédit leur ont été accordées, sont assortis de cotes allant de AAA à B-, et qui sont de rang inférieur lorsqu'aucune cote de crédit n'a été accordée. Les certificats représentent les droits en copropriété dans le groupe de biens affectés en garantie, et l'entité ad hoc, qui a vendu tous les droits en copropriété liés au groupe de biens, n'assume aucun des risques liés aux groupes de biens affectés en garantie. En vertu de l'entente de mise en commun et de services conclue avec l'entité ad hoc, nous demeurons le principal gestionnaire des prêts, aux termes d'un contrat conclu avec le gestionnaire cadre de l'entité ad hoc.

Opérations de titrisation de nos actifs financiers		Tableau 37	
(en millions de dollars canadiens)		2005	2004
Actifs titrisés en cours			
Prêts hypothécaires résidentiels		9 561 \$	5 983 \$
Créances sur cartes de crédit		3 100	1 900
Prêts hypothécaires commerciaux		1 237	603
Total		13 898 \$	8 486 \$
Droits conservés			
Prêts hypothécaires résidentiels :			
Titres adossés à des créances hypothécaires conservés		2 654 \$	3 068 \$
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires		172	127
Créances sur cartes de crédit :			
Titres adossés à des créances mobilières acquis		596	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires		21	13
Créances en vertu des contrats de prêt subordonnés		6	5
Total		3 449 \$	3 213 \$

L'augmentation des actifs titrisés en cours découle des opérations de titrisation effectuées durant l'exercice. Se reporter à la note 5 des Notes complémentaires pour plus de détails à ce sujet.

Fiducies de capital

Nous émettons des instruments innovateurs, soit les titres de fiducie de capital RBC (TruCS), par l'entremise de deux entités ad hoc, la Fiducie de capital RBC et la Fiducie de capital RBC II. Avant le 1^{er} novembre 2004, nous consolidions ces deux entités ad hoc, et les TruCS étaient comptabilisés à titre de part des actionnaires sans contrôle dans les filiales. Par suite de l'adoption de certaines modifications apportées aux PCGR avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, qui sont décrites aux notes 1, 6 et 16 de nos états financiers consolidés, nous avons reclassé à titre de passif les titres RBC TruCS de séries 2010 et 2011 émis par la Fiducie de capital RBC, et nous avons procédé à la déconsolidation de la Fiducie de capital RBC II, qui a émis les titres RBC TruCS de série 2013. Au 31 octobre 2005, nous détenions des droits résiduels de 1 million de dollars (1 million en 2004) dans la Fiducie de capital RBC II et nous avons inscrit le billet de dépôt de premier rang de 900 millions de dollars (900 millions en 2004) émis à la Fiducie de capital RBC II dans le passif lié aux dépôts. Au cours de 2005, la Fiducie de capital RBC a émis 1,2 milliard de dollars de titres RBC TruCS de série 2015, que nous avons inscrits sous la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales au bilan consolidé. Dans certaines circonstances, les TruCS seront automatiquement échangés contre des actions privilégiées de RBC. De plus, les porteurs de titres RBC TruCS de séries 2010, 2011 et 2013 peuvent échanger leurs titres contre des actions privilégiées, comme cela est décrit à la note 16 des Notes complémentaires.

Les dividendes et distributions du rendement relatifs à ces instruments qui sont inscrits aux rubriques Frais d'intérêt et Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales ont totalisé 153 millions de dollars (152 millions en 2004; 115 millions en 2003) pour l'exercice. Se reporter à la section Gestion du capital et à la note 16 des Notes complémentaires pour plus de détails sur les activités des fiducies de capital et sur les modalités des TruCS émis et en circulation.

Titrisation des actifs financiers des clients

Notre principale activité à l'égard des entités ad hoc au sein du groupe des opérations de titrisation mondiales est l'administration de cinq programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières offerts par des structures multicédantes (fonds multicédants), soit trois au Canada et deux aux États-Unis. Nous exerçons des activités sur le marché des fonds multicédants parce que nos clients y accordent de la valeur, qu'elles offrent une source de revenus croissante et qu'elles génèrent un rendement intéressant de l'actif ajusté en fonction des risques. Nos clients ont principalement recours aux fonds multicédants pour diversifier leurs sources de financement et réduire leurs coûts de financement par l'entremise de garanties de première qualité. Les fonds multicédants achètent divers actifs financiers aux clients et ils financent les achats en émettant du papier commercial adossé à des créances mobilières bénéficiant de cotes élevées. Ces fonds acquièrent habituellement les actifs financiers dans le cadre des opérations de titrisation de nos clients. Dans de telles situations, les cédants des actifs financiers continuent d'assurer la gestion des actifs respectifs, et ils fournissent généralement une certaine protection de premier niveau contre les pertes liées aux actifs. Le papier commercial qu'émet chaque fonds multicédant est émis au nom de ce dernier et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient le fonds multicédant. Le papier commercial du fonds multicédant ne confère aucun droit de recours à notre égard, sauf par l'intermédiaire de notre participation dans des concours de trésorerie ou des facilités de rehaussement de crédit, ni à l'égard des autres fonds multicédants que nous administrons.

Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservé dans ces fonds multicédants. Nous fournissons certains services tels que ceux liés à la structuration des opérations et à l'administration, conformément aux ententes du fonds multicédant, à l'égard desquels nous touchons des commissions. Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux fonds multicédants. Nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs que détiennent les fonds multicédants. Les commissions touchées à l'égard de ces services, qui sont constatées à titre de revenus autres que d'intérêt, se sont chiffrées à 58 millions de dollars pour l'exercice (70 millions en 2004; 66 millions en 2003).

À la clôture des exercices terminés les 31 octobre, le total des engagements et des montants en cours au titre des facilités de liquidité et des rehaussements de crédit fournis aux fonds multicédants, qui font également l'objet d'une analyse à la section Garanties, s'établissait comme suit :

Facilités de liquidité et de crédit		Tableau 38	
(en millions de dollars canadiens)		2005	2004
		Engagés (1)	En cours
Facilités de liquidité		29 442 \$	– \$
Facilités de crédit		2 832	–
		Engagés (1)	En cours
		25 443 \$	– \$

(1) Notre risque de perte maximal en vertu de ces facilités s'établissait à 29,4 milliards de dollars en 2005 et à 25,4 milliards en 2004. L'augmentation des facilités de liquidité est imputable à l'accroissement des activités des fonds multicédants au cours de l'exercice.

Nous avons restructuré tous nos fonds multicédants en 2004. Dans le cadre de la restructuration, un tiers non lié (l'investisseur assumant les pertes prévues) a accepté d'assumer les pertes sur créances (jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal) qui pourraient survenir à l'égard des actifs des fonds multicédants (la position de perte de premier niveau des fonds multicédants) avant nous et les détenteurs de titres d'emprunt des fonds multicédants. En contrepartie de la prise en charge de la position de perte de premier niveau des fonds multicédants, chacun des fonds multicédants verse à l'investisseur assumant les pertes prévues un rendement proportionnel à sa position de risque. En outre, chaque fonds multicédant a octroyé à l'investisseur assumant les pertes prévues des droits de vote importants, y compris le droit d'approuver toute opération avant que le fonds multicédant n'effectue un achat et qu'il ne finance l'opération. Par suite de la restructuration, nous ne consolidons pas les fonds multicédants. Les actifs financiers des cinq fonds multicédants totalisaient 20,2 milliards de dollars au 31 octobre 2005 (18,5 milliards en 2004). Le montant maximal des actifs que les fonds multicédants pourraient être tenus d'acheter en vertu des engagements d'achat en cours se chiffrait à 29,3 milliards de dollars (25,6 milliards en 2004) au 31 octobre 2005.

Création de produits de placement

Nous offrons des services de réorganisation des entités ad hoc dont l'effet est généralement de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, afin de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Dans le cadre de ce processus, nous pouvons transférer nos actifs à ces entités ad hoc, mais nous sommes dans l'obligation de racheter ces actifs ultérieurement; nous pouvons aussi conclure des contrats sur produits dérivés détenus à des fins de négociation avec ces entités ad hoc afin de modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents et de répondre ainsi aux besoins des investisseurs. En notre qualité de contrepartiste, nous assumons en outre le risque de crédit de contrepartie de l'entité ad hoc.

Ces entités ad hoc émettent souvent des effets, à l'égard desquels des agences de notation externes peuvent attribuer des cotes. Par ailleurs, ces effets peuvent être cotés en Bourse et ils sont généralement négociés au moyen de systèmes de compensation d'obligations reconnus. Bien que l'on s'attende à ce que la plupart de ces effets réorganisés soient vendus selon une stratégie d'achat à long terme, nous agissons dans certains cas à titre de teneur de marché. Nous ne fournissons cependant pas de garanties ni d'autres engagements connexes à ce type d'entité ad hoc. Nous nous procurons plutôt une protection contre le risque de crédit auprès de ces entités ad hoc, au moyen de produits dérivés de crédit. Les investisseurs dans les effets assument la responsabilité du coût relatif à tout paiement effectué par l'entité ad hoc en vertu de ces dérivés de crédit.

La création d'un produit réorganisé nécessite maintes activités. Nous effectuons un certain nombre de ces activités, et des tiers indépendants ou des prestataires de services spécialisés se chargent des autres. À l'heure actuelle, pour les entités ad hoc avec lesquelles nous traitons, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus d'être le seul agent payeur et émetteur de la plupart de ces entités. Comme c'est le cas pour tous nos produits dérivés détenus à des fins de négociation, les contrats sur produits dérivés conclus avec ces entités ad hoc sont comptabilisés à leur juste valeur dans les actifs et les passifs se rapportant aux produits dérivés. Au 31 octobre 2005, les actifs dans ces entités ad hoc s'établissaient à 3,3 milliards de dollars (2,4 milliards en 2004).

Gestion des actifs

Les entités ad hoc offrant des obligations garanties par des créances recueillent des capitaux en émettant des titres de créance et de participation et investissent ces capitaux dans des portefeuilles de titres de créance. Le bénéfice net ou la perte nette est partagé par les investisseurs dans les titres de participation et de créance. En juillet 2005, nous avons vendu nos activités de gestion des obligations garanties par des créances à un tiers. Dans le cadre de ces activités, nous agissions à titre de gestionnaire de garanties pour plusieurs entités ad hoc offrant des obligations garanties par des créances, lesquelles investissaient dans des prêts à terme avec levier financier consentis par la Banque, dans des obligations à rendement supérieur et dans du crédit mezzanine aux entreprises. En notre qualité de gestionnaire de garanties, nous fournissions à l'entité ad hoc offrant des obligations garanties par des créances des conseils sur l'achat et la vente des actifs garantis qu'elle détenait, et nous étions tenus d'avoir une participation dans la tranche « perte de premier niveau », qui représentait notre risque de perte. Les obligations garanties par des créances que nous gérons servaient à acheter des actifs garantis montés par nous ou par des tiers. Nous touchions, relativement à ces services-conseils, une commission basée sur les prix du marché, en fonction d'un pourcentage des actifs détenus par l'entité ad hoc. Nous avons comptabilisé le revenu provenant des services tarifés de structuration et de gestion des garanties qui ont été fournis jusqu'à la vente des activités. Nous conservons des investissements dans les obligations garanties par des créances que nous gérons auparavant, et nous avons par conséquent constaté un revenu d'intérêt au titre de ces investissements, lequel a totalisé 9 millions de dollars en 2005 (10 millions en 2004; 3 millions en 2003).

Le capital nominal des obligations garanties par des créances que nous gérons lors de la vente des activités effectuée en juillet 2005 s'établissait à 1,7 milliard de dollars, comparativement à 1,6 milliard au 31 octobre 2004. Bien que nous ayons conservé une participation nominale dans la tranche « perte de premier niveau » des obligations garanties par des créances dont l'actif totalise 1,1 milliard de dollars (1,1 milliard en 2004), nous ne fournissons à ces entités ad hoc aucune facilité de liquidité ou de crédit en sus de cette participation.

Financement structuré

À l'occasion, nous investissons dans des titres de substitut de prêt et effectuons des placements en actions dans des entités hors bilan qui font partie des opérations structurées de manière à obtenir un résultat désiré, tel que la réduction de notre exposition à des actifs ou à des risques précis,

l'accès indirect (à l'égard duquel les risques sont habituellement atténués) à des actifs financiers, le soutien et l'amélioration des rendements, ainsi que la satisfaction des exigences des clients. Ces opérations génèrent normalement un rendement supérieur, avant ou après impôts, à celui lié au financement de contreparties qui ne sont pas des entités ad hoc ou à la détention d'une participation directe dans des actifs financiers. Elles sont structurées afin d'atténuer les risques liés aux placements directs dans les actifs financiers sous-jacents, et elles peuvent être structurées d'une façon telle que notre risque de crédit ultime équivaudra à celui de l'entité autre qu'une entité ad hoc qui, dans la plupart des cas, est une autre institution financière. Ces opérations prévoient des conditions de désistement afin de réduire notre exposition aux risques découlant des modifications apportées aux lois ou aux règlements. Au 31 octobre 2005, le total de l'actif des entités dans lesquelles nous détenons des placements importants ou auxquelles nous avons accordé des prêts importants s'établissait à 6,5 milliards de dollars (6,8 milliards en 2004). Au 31 octobre 2005, le total des placements dans ces entités et des prêts consentis à ces entités était de 2,9 milliards de dollars (3 milliards en 2004), montant dont nous tenons compte dans notre bilan consolidé. Nous avons consolidé les EDDV à l'égard desquelles les droits que nous détenons nous amènent à assumer la majorité des pertes prévues.

Fonds de placement

Nous contribuons au développement de produits de placement par des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement qui sont vendus à des épargnants. Nous concluons des contrats sur produits dérivés avec ces fonds afin d'offrir aux investisseurs le degré de risque qu'ils souhaitent, et nous couvrons notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans d'autres fonds. Au 31 octobre 2005, le total de l'actif des fonds que nous n'avons pas consolidés et dans lesquels nous détenons des droits importants s'établissait à 6,7 milliards de dollars (3,6 milliards en 2004), et notre exposition totale à ces fonds s'élevait à 908 millions (834 millions en 2004).

Fiducies, fonds communs de placement et organismes de placement collectif

Nous agissons à titre de fiduciaire ou de dépositaire pour un certain nombre de fiducies personnelles et institutionnelles et nous devons, aux termes de notre responsabilité fiduciaire, agir au mieux des intérêts des bénéficiaires des fiducies. Nous touchons des commissions au titre de nos services de fiduciaire ou de dépositaire.

Nous gérons les actifs des fonds communs de placement et des organismes de placement collectif et nous touchons des commissions basées sur les taux du marché pour ces fonds et ces organismes, mais nous ne garantissons aucunement aux investisseurs le capital ou les rendements de ces fonds et de ces organismes.

Garanties

Nous concluons des ententes de garanties qui répondent à la définition de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Informations à fournir sur les garanties* (NOC-14), en contrepartie de frais accessoires inscrits à titre de revenus autres que d'intérêt. Les principaux types de garanties que nous offrons à des tiers sont des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de crédit standby, des garanties d'exécution, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec garantie et certaines ententes d'indemnisation.

Au 31 octobre 2005, le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à ces garanties se chiffrait à 121 milliards de dollars (105 milliards en 2004). Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu des dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en gage.

La note 25 des Notes complémentaires fournit des renseignements détaillés relatifs à la nature des types de garanties mentionnés ci-dessus et à l'exposition maximale potentielle liée à ces types de garanties.

Outre les garanties, nous fournissons aussi des engagements commerciaux à nos clients dans le but de les aider à combler leurs besoins en financement. Au nom de nos clients, nous concluons des lettres de crédit documentaires permettant à un tiers de tirer des traites jusqu'à concurrence d'un montant établi et qui sont garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent. Nous concluons des engagements de crédit qui représentent les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations bancaires ou de lettres de crédit. Nous avons également des montants non engagés, à l'égard desquels nous nous réservons le droit de consentir du crédit à un emprunteur. Le tableau ci-après présente un sommaire détaillé de nos engagements commerciaux hors bilan.

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Lettres de crédit documentaire	676 \$	9 \$	– \$	– \$	685 \$
Engagements de crédit et facilités de liquidité	54 751	8 148	19 825	2 529	85 253
Montants non engagés	44 915	–	–	–	44 915
	100 342 \$	8 157 \$	19 825 \$	2 529 \$	130 853 \$

(1) Basé sur la durée restante jusqu'à l'échéance.

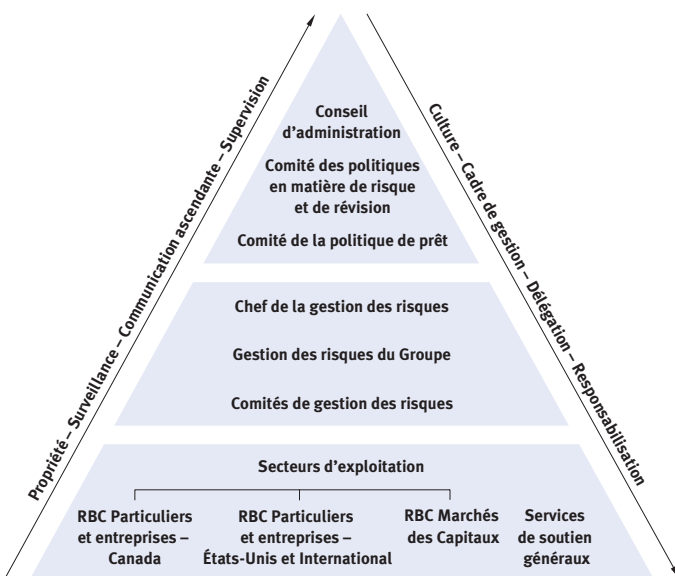
GESTION DU RISQUE

Des pratiques judicieuses en matière de gestion du risque sont essentielles à la réussite à long terme des institutions financières. Notre gestion du risque est une compétence essentielle étayée par une culture de gestion du risque bien établie ainsi que par un cadre de gestion du risque efficace. La gestion du risque permet de s'assurer que les risques pris s'alignent sur notre goût du risque et qu'ils sont évalués en fonction du rapport risque-rendement. À cette fin, nous avons adopté une démarche de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise afin de cerner, d'évaluer, de contrôler et de signaler les risques importants avec lesquels nous devons composer.

Gouvernance

La pierre angulaire de notre cadre de gestion du risque consiste en une culture de gestion du risque bien établie, qui est étayée par des politiques et par des procédures rigoureuses mises en œuvre à l'échelle de l'entreprise et nécessitant la participation de nos spécialistes de la gestion du risque ainsi que des secteurs d'exploitation. Ce partenariat vise à assurer l'alignement continu du goût du risque et des stratégies commerciales.

Pyramide de risque : rôles et responsabilités



Le tableau ci-dessus illustre les rôles et responsabilités des diverses parties prenantes qui participent à notre gestion du risque.

Le Conseil d'administration s'acquiesce de son mandat de gestion du risque par l'entremise du Comité des politiques en matière de risque et de révision. Ce comité s'assure que nous avons mis en œuvre des politiques et des processus visant à gérer les risques principaux avec lesquels nous devons composer. Il s'assure que nous nous conformons à la *Loi sur les banques* (Canada) et aux autres lois et règlements pertinents touchant la gestion du risque dans son ensemble. Les principales responsabilités du comité sont les suivantes : i) établir, influencer et communiquer la culture de l'entreprise eu égard au risque; ii) déterminer et communiquer le goût de l'entreprise pour le risque; iii) établir la structure organisationnelle de la Gestion des risques du Groupe; iv) examiner et approuver les politiques de contrôle des risques; v) examiner et surveiller les risques principaux que l'entreprise assume ou avec lesquels elle doit composer, et fournir des lignes de conduite, le cas échéant; vi) s'assurer que les ressources aux fins de la gestion du risque au sein de l'entreprise sont suffisantes et appropriées.

Le Comité de la politique de prêt se compose de la haute direction et du chef de la gestion des risques, et il est présidé par le président et chef de la direction. Ce comité de gestion s'assure i) que notre profil de risque global est conforme à nos objectifs stratégiques; ii) qu'un processus continu de gestion des risques approprié et efficace a été mis en œuvre pour déterminer, évaluer et gérer tous nos risques. Ce comité recommande au Comité des politiques en matière de risque et de révision, à des fins d'approbation, les limites de risque et les contrôles du risque, y compris les plafonds de risque concernant les risques de crédit, de marché et d'assurance. Il recommande également le cadre de gestion des liquidités et du financement ainsi que le plan d'urgence relatif aux liquidités au Comité de la vérification, à des fins d'approbation.

L'échelon intermédiaire de la structure organisationnelle de la pyramide se compose du chef de la gestion des risques, de la Gestion des risques du Groupe et des divers Comités de gestion des risques. Les principales responsabilités de cet échelon sont les suivantes :

- Élaborer un processus exhaustif pour cerner, évaluer et approuver les risques;
- Élaborer des méthodes de gestion des risques appropriées. Comme il est mentionné dans les sections qui suivent, nous utilisons des mesures du risque convenant aux risques évalués. Ainsi, la valeur à risque sert à mesurer le risque de marché. À l'échelle de l'entreprise, nous utilisons le capital économique pour quantifier les risques liés à nos activités commerciales. Une analyse détaillée du capital économique est présentée à la section Gestion du capital.
- Établir des contrôles et des plafonds de manière à assurer une diversification des risques appropriée et l'optimisation du rapport risque-rendement eu égard aux portefeuilles et aux opérations. Les contrôles clés comprennent l'établissement de limites d'approbation des risques et le maintien, à l'échelle de l'entreprise, d'un cadre exhaustif aux fins des politiques en matière de gestion des risques, de manière à assurer l'élaboration, l'approbation et la communication efficaces des politiques.
- La communication à la Haute direction et au Conseil d'administration des principaux risques que nous assumons ou avec lesquels nous devons composer, de manière à permettre une gestion et une supervision appropriées. Les rapports sont de nature décisionnelle, prospective et opportune et ils fournissent des informations à jour ainsi qu'un aperçu de la conjoncture économique et des risques importants avec lesquels l'organisation est confrontée, notamment i) le risque de crédit; ii) le risque de marché; iii) le risque d'illiquidité et de financement; iv) le risque d'assurance; v) le risque opérationnel. Les rapports comprennent également des informations sur le risque de réglementation et de conformité, sur la gestion du capital, sur les dérogations aux politiques, sur les risques de contrepartie importants ainsi que sur les révisions à la baisse importantes des cotes de crédit des contreparties.

Au cours de 2005, nous avons réaligné la structure de nos comités de gestion des risques afin d'accroître l'efficacité et l'efficience du contexte opérationnel. Ce réalignement, qui a donné lieu à la création de cinq comités principaux relevant du Comité de la politique de prêt, assure le maintien d'un processus de gouvernance et de conformité approprié. Ces comités sont les suivants :

- Le Comité actif-passif examine, recommande et approuve les cadres stratégiques généraux touchant la gestion du capital, le risque de taux lié aux activités de négociation bancaires traditionnelles, les prix de cession interne des fonds, les liquidités et le financement, ainsi que la gouvernance des filiales. De plus, le comité exerce une fonction de surveillance régulière et fournit une orientation stratégique à la lumière des rendements prévus et de l'incidence des contextes concurrentiel et réglementaire. Le comité relève du Comité de la politique de prêt, ainsi que du Comité de vérification par l'entremise de la Haute direction en ce qui concerne le capital et les liquidités.

- Le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation approuve notre programme en matière de déontologie et de conformité à la réglementation, qui comprend le Code de déontologie à l'intention des employés. Il signale au Comité de la politique de prêt et au Conseil d'administration les principales questions touchant la conformité et la réglementation et leur fournit des informations à ce sujet, et il prend les mesures correctrices appropriées lorsque des cas de non-conformité sont découverts. Le comité supervise également les politiques et les procédures liées à divers programmes concernant notamment la lutte contre le blanchiment d'argent, le programme « Bien connaître son client », la protection des renseignements personnels, les conflits d'intérêts et les opérations d'initiés.
- Le Comité d'examen de la politique est responsable de l'approbation i) de notre cadre de gestion du risque; ii) de nos politiques liées à la gestion du risque à l'échelle de l'entreprise; iii) des initiatives, produits et services nouveaux ou modifiés entraînant des risques importants; iv) des démarches et méthodes d'évaluation des risques.
- Le Comité de surveillance des montages financiers supervise les risques en procédant à l'examen des montages financiers et des prêts complexes susceptibles d'entraîner un risque lié à la réputation, un risque juridique, un risque réglementaire, un risque comptable ou un risque fiscal important.
- Le Comité de la gouvernance d'entreprise – États-Unis supervise et surveille les questions de gouvernance d'entreprise touchant nos activités aux États-Unis et il prépare des rapports sur ces questions. Le comité examine dans les règles les risques importants dont il faut tenir compte, notamment les risques réglementaire et juridique, le risque stratégique, le risque lié à la réputation, le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'illiquidité et le risque opérationnel.

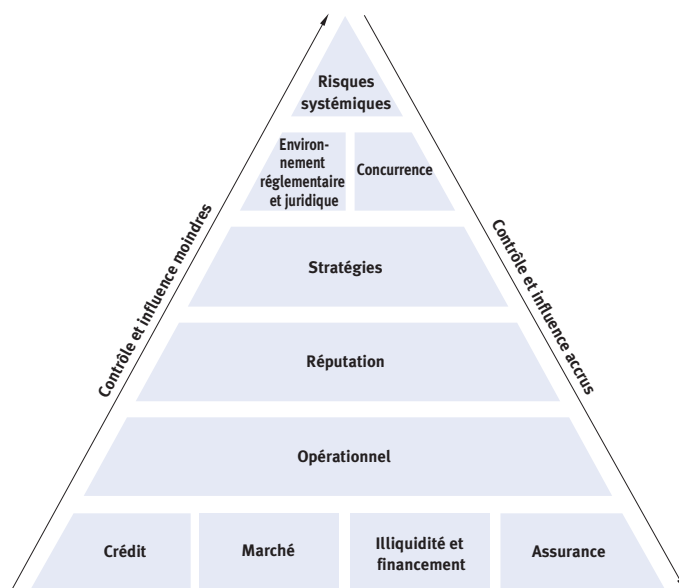
Les responsabilités des secteurs d'exploitation et des Services de soutien généraux en matière de gestion du risque sont les suivantes : i) assumer la propriété et la responsabilisation des risques avec lesquels ils doivent composer; ii) aligner la stratégie commerciale sur la culture de l'entreprise eu égard au risque et sur son goût du risque; iii) cerner, contrôler et gérer les risques assumés.

Types de risques

Presque toutes les facettes de nos activités comportent des risques. Nous utilisons la pyramide illustrée ci-après comme cadre de référence pour cerner et classer les risques. Les risques sont inscrits dans la pyramide selon le niveau de contrôle et l'influence que nous pouvons exercer pour gérer chaque type de risque précis. En procédant à une gestion stratégique de nos risques, nous cherchons à maximiser l'équilibre entre le risque et le rendement. La pyramide de risque nous fournit également une discipline et un langage communs aux fins de l'évaluation des risques liés à l'examen des activités, aux nouvelles activités, aux produits, aux initiatives, aux acquisitions et aux alliances.

Les risques sur lesquels nous exerçons le plus grand contrôle et la plus grande influence sont le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'illiquidité et de financement, le risque d'assurance et le risque opérationnel. Outre ces risques, qui font l'objet d'une analyse dans les sections qui suivent, le risque environnemental constitue une composante d'un certain nombre de ces risques et, par conséquent, sa gestion est un élément important de nos pratiques générales en matière de gestion du risque. Nous disposons d'un ensemble exhaustif de politiques environnementales et de procédures propres aux secteurs d'activité élaborées de manière à évaluer les incidences environnementales de toute affaire ou de tout projet.

Pyramide de risque : types de risques



Accord de Bâle II

L'accord de Bâle II est un nouveau dispositif d'adéquation des fonds propres qui permettra de mieux aligner les normes de fonds propres réglementaires et les risques économiques sous jacents, tout en favorisant une gestion des risques et une discipline financière améliorées. Ces mesures concertées visent à accroître la sécurité et la solidité du secteur financier à l'échelle internationale. Le comité de Bâle sur la supervision bancaire, qui se compose de banques centrales et de superviseurs bancaires de 13 pays, a approuvé le texte définitif du nouveau dispositif en juin 2004, après une période de consultation de cinq ans.

Ce nouveau dispositif d'adéquation des fonds propres, qui remplacera l'accord de Bâle de 1988, est exhaustif et d'une grande portée. Il prévoit diverses méthodes de calcul du capital réglementaire, y compris une nouvelle charge de capital réglementaire liée au risque opérationnel. Toutes les banques exerçant des activités à l'échelle internationale dans les pays

membres devront se conformer à ce dispositif; toutefois, les autorités de réglementation de chaque pays détermineront leur propre échéancier de mise en œuvre. La date de mise en œuvre officielle établie par le BSIF, qui fera suite à un « passage en parallèle » de un an, est le 1^{er} novembre 2007 selon le calendrier actuel.

Notre bureau de gestion du programme de Bâle est chargé de coordonner les activités de mise en œuvre et d'assurer la conformité à l'accord de Bâle II à l'échelle de l'entreprise. Bien que cette initiative ne soit pas de nature transformationnelle, des occasions de réaliser des économies internes se présenteront, grâce à la modernisation et à la mise à jour des pratiques, politiques, processus et technologies liés aux risques, ce qui nous permet de gérer les risques de crédit et de marché et le risque opérationnel avec une plus grande efficacité et une plus grande efficacité.

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut également être attribuable à la diminution de la valeur marchande causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Une contrepartie peut être un émetteur, un débiteur, un emprunteur, un réassureur ou un garant.

Notre goût du risque ainsi que nos politiques et procédures rigoureuses guident la gestion quotidienne du risque de crédit. Afin d'atteindre nos objectifs, nous tenons à nous assurer que la volatilité des revenus et les risques liés au défaut de paiement par une grande entreprise se situent dans les limites de notre goût du risque approuvé par le Conseil d'administration, et qu'ils ne compromettent pas notre position concurrentielle sur le marché.

Bien que le processus de gestion du risque soit centralisé pour ce qui est d'un point de vue stratégique, chaque secteur d'exploitation doit assumer ses risques et en être responsable. Ainsi, notre unité fonctionnelle d'évaluation du risque, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, travaille en étroite collaboration avec les secteurs d'exploitation afin d'assurer l'alignement du goût du risque et des stratégies commerciales.

Mesure

Nous mesurons le risque de crédit régulièrement afin de nous assurer que la direction est au courant des variations de la qualité des prêts et du rendement des portefeuilles. Les processus de mesure cruciaux comprennent des modèles d'évaluation du crédit par score, l'attribution de cotes de crédit et l'analyse des pertes prévues.

Nous utilisons des modèles d'évaluation du crédit par score aux fins des activités de prise ferme et de la surveillance continue des cotes de crédit attribuées aux consommateurs et aux petites et moyennes entreprises. Nous utilisons un modèle d'évaluation des demandeurs par score aux fins d'approbation et de décision; ce modèle se base sur des méthodes statistiques établies qui servent à analyser les caractéristiques d'un demandeur ainsi que ses antécédents, de manière à évaluer la performance future en matière de crédit.

Dans le cas des clients commerciaux et des grandes entreprises clientes, nous attribuons une cote de crédit interne, qui est analogue aux cotes attribuées par les agences de notation. Chaque cote se base sur une échelle de 22 points et elle est soutenue par des méthodes élaborées par des spécialistes de l'industrie au sein de la Gestion des risques du Groupe. Les cotes de crédit quantifient les risques, elles facilitent la gestion de nos portefeuilles, et elles permettent de faire des prévisions statistiques sur les taux de défaillance. Ces cotes sont établies par suite d'une analyse de l'industrie au sein de laquelle la contrepartie exerce ses activités ainsi que des activités et des risques financiers de cette dernière. En conservant le processus d'attribution des cotes de crédit internes au sein de la Gestion des risques du Groupe, nous assurons l'uniformité des cotes à l'échelle de l'entreprise. De plus, une cote qui sert à quantifier la gravité de la perte liée à un défaut de paiement donné est attribuée aux facilités approuvées relativement à une contrepartie donnée.

Ces cotes de crédit servent de base aux fins du calcul des pertes prévues actuellement dans un délai de un an eu égard au portefeuille. Les pertes prévues constituent un concept statistique prospectif qui donne une bonne idée des tendances en matière de qualité du crédit.

Contrôle

La Gestion des risques du Groupe établit les pouvoirs d'approbation, les méthodes d'attribution des cotes de crédit (comme il est indiqué ci-dessus), les limites concernant les concentrations du risque de crédit ainsi que le protocole de gestion des prêts problèmes. Ces politiques et ces procédures permettent de s'assurer que les risques de crédit font l'objet d'une évaluation complète, qu'ils ont été autorisés de façon appropriée, et qu'ils sont soumis à un contrôle continu tant en ce qui concerne le client individuel que le portefeuille.

Nous avons élaboré des tests rigoureux pour surveiller le rendement des modèles de crédit et nous évaluons régulièrement nos méthodes afin de nous assurer que nous gérons nos portefeuilles en fonction d'une fourchette de résultats acceptables.

Nous nous servons de modèles d'évaluation du comportement par score aux fins de la gestion continue du risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts à la consommation et aux petites et moyennes entreprises. Nous utilisons des techniques statistiques qui tiennent compte des antécédents afin de prédire le comportement futur. Nos modèles d'évaluation du comportement par score incorporent des informations telles que les flux de trésorerie et les tendances en matière d'emprunts, ainsi que l'étendue de notre relation avec le client. Conjugués aux indicateurs de risque de sources externes, ces modèles ont constitué un indicateur principal des risques liés à nos comptes existants et ils nous ont permis de trouver d'importantes occasions d'améliorer le rapport risque-rendement.

Nous gérons également le risque de crédit au moyen i) de plafonds; ii) d'activités de structuration; iii) de dérivés de crédit; iv) de ventes de prêts; v) d'un groupe spécialisé dans les prêts problèmes.

Les plafonds servent à s'assurer que notre portefeuille est bien diversifié et qu'il s'aligne sur le goût du risque approuvé par le Conseil d'administration.

Un portefeuille diversifié fait en sorte que notre exposition à un emprunteur donné, à un secteur d'activité, à un pays ou à un produit n'est pas trop élevée. Nous établissons des plafonds de capital nominal et de capital économique pour les risques à l'échelle individuelle et à l'échelle du secteur d'activité. Nous gérons les risques-pays au moyen d'un ensemble de plafonds nominaux. Finalement, les plafonds liés aux produits nous permettent de nous assurer que notre exposition à l'une quelconque structure n'est pas trop élevée.

La structuration adéquate d'une facilité de crédit est essentielle à l'atténuation des risques liés à la transaction. Cela s'applique notamment aux garanties, aux biens donnés en garantie et aux clauses restrictives.

Nous atténuons également le risque au moyen de dérivés de crédit qui servent à transférer le risque à un tiers. Au 31 octobre 2005, nous avons pris des mesures d'atténuation des risques relativement au risque de crédit lié à des prêts de 3,1 milliards de dollars comparativement à 1,5 milliard au 31 octobre 2004. Nous avons mis en œuvre des procédures conçues pour nous assurer que ces couvertures sont efficaces et efficaces.

Nous désignons et vendons les prêts consentis à des emprunteurs dont le rapport risque rendement ne satisfait plus à nos exigences. Les décisions relatives aux ventes de prêts sont prises en fonction d'une évaluation des prix du marché, de notre point de vue quant au risque d'emprunt sous-jacent ainsi que de l'incidence de ces prêts sur l'ensemble de notre portefeuille.

Afin de réagir de façon proactive à la détérioration du crédit, nous avons recours à un groupe spécialisé dans les prêts problèmes, qui s'occupe de la gestion des prêts douteux. Les solutions adoptées incluent les activités de recouvrement et de restructuration ainsi que les ventes de prêts.

Présentation de l'information

Nous fournissons régulièrement à la Haute direction et au Conseil d'administration des rapports de nature décisionnelle, prospective et opportunes sur le risque de crédit à l'échelle de l'entreprise, mettant en évidence toute variation du profil de crédit. Les composantes clés de ce cadre de présentation de l'information sont le tableau de bord des prêts à la consommation et des prêts aux petites et moyennes entreprises, l'analyse générale des portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts aux grandes entreprises, ainsi que le classement des risques.

Le tableau de bord est un mécanisme de préparation de rapports qui s'applique à tous les portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts aux petites et moyennes entreprises. Afin d'évaluer et de surveiller les variations de la qualité des portefeuilles, nous attribuons à chaque portefeuille l'un des indicateurs des tendances en matière de qualité suivants : en baisse, stable, en voie d'amélioration. À la fin de l'exercice, la tendance pour plus de 90 % des soldes des portefeuilles était stable ou en voie d'amélioration.

En ce qui concerne les prêts consentis aux clients commerciaux et aux grandes entreprises, nous préparons une analyse complète. Celle-ci inclut des rapports sur les variations importantes de notre exposition, des pertes prévues, du capital économique, des cotes de crédit et du classement des prêts. Nous préparons aussi des rapports sur les dérogations aux politiques, sur les risques de contrepartie importants et sur les révisions à la baisse importantes des cotes de crédit des contreparties. Nous effectuons une analyse pour chaque portefeuille et pour chaque secteur d'activité et nous préparons des rapports sur les résultats des évaluations des facteurs de stress et des analyses de sensibilité.

À la fin de l'exercice, la tendance au titre des pertes prévues découlant des portefeuilles de prêts consentis aux clients commerciaux et aux grandes entreprises est stable. Les évaluations des facteurs de stress et de sensibilité simulant des variations marquées des taux d'intérêt et des perturbations du marché indiquent que ces portefeuilles se portent bien.

Analyse du portefeuille de crédit

2005 par rapport à 2004

Au cours de 2005, notre portefeuille de crédit a continué de connaître une croissance solide en Amérique du Nord, tant en ce qui concerne nos portefeuilles de prêts à la consommation que nos portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements. Cette croissance est attribuable à la solidité de la conjoncture économique au Canada et aux États-Unis. Les niveaux de confiance élevés des entreprises et des consommateurs de même que la faiblesse des taux d'intérêt ont fourni de bonnes conditions sur lesquelles fonder cette croissance générale. Les prêts et les acceptations, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts, ont augmenté de 12 % au cours de 2005, comparativement à 6 % en 2004. La composition du portefeuille n'a pas changé considérablement par rapport à l'exercice précédent. Le portefeuille demeure bien équilibré et se compose de prêts hypothécaires résidentiels (46 %), de prêts aux entreprises et aux gouvernements (30 %) et de prêts aux particuliers (21 %), alors que les prêts sur cartes de crédit (3 %) constituent le reste.

Les prêts à la consommation ont progressé de 10 % ou 13,0 milliards de dollars au cours de 2005. La croissance des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux particuliers a été neutralisée par un léger recul des prêts sur cartes de crédit. Les prêts hypothécaires résidentiels ont connu une hausse de 11 % ou 9,0 milliards de dollars. Cette hausse s'est produite principalement au Canada (8,6 milliards de dollars) et elle est attribuable à la solidité du

marché de l'habitation, laquelle découle de la faiblesse des taux d'intérêt et de chômage et du maintien de la confiance des consommateurs. Les prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis et dans d'autres pays ont également augmenté. Les prêts aux particuliers se sont accrus de 4,2 milliards de dollars ou 11 % au cours de l'exercice. Cette augmentation tient principalement à l'accroissement des marges de crédit découlant de la faiblesse des taux d'intérêt et des dépenses élevées effectuées par les consommateurs.

Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont progressé de 7,3 milliards de dollars ou 14 % en 2005, principalement au Canada. Cette croissance a touché à la fois les prêts aux petites et moyennes entreprises, les prêts consentis aux clients commerciaux et les prêts aux grandes entreprises clientes. En ce qui concerne les secteurs d'activité, les plus fortes augmentations se sont produites dans les secteurs des services publics (2,2 milliards de dollars), de l'immobilier et des services connexes (1,6 milliard) et des services financiers (1,1 milliard). La croissance dans ces secteurs découle principalement de l'accroissement de la demande.

Tendance sur cinq ans

Au cours des cinq derniers exercices, nous avons apporté des changements à la composition générale du portefeuille de crédit. Le changement le plus important a trait à l'augmentation du nombre de prêts à la consommation et à la diminution générale du nombre de prêts aux entreprises et aux gouvernements. Ce changement est à la fois attribuable à une conjoncture économique favorable et aux efforts de vente déployés pour accroître le portefeuille de prêts à la consommation, et la diminution du nombre de prêts aux entreprises et aux gouvernements découle de nos efforts visant i) à réduire notre exposition à certains sous secteurs sensibles au risque; ii) à réduire les concentrations du risque liées aux sociétés individuelles; iii) à mettre fin aux relations secondaires avec les clients. Ces efforts ont en grande partie été menés à terme et, comme nous l'expliquons ci-dessus, la croissance enregistrée en 2005 a touché à la fois le portefeuille de prêts à la consommation et le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Diversification par portefeuille de crédit		Tableau 40				
(en millions de dollars canadiens)		2005	2004	2003	2002	2001
Prêts à la consommation						
Prêts hypothécaires résidentiels		91 043 \$	81 998 \$	75 790 \$	72 840 \$	67 442 \$
Prêts aux particuliers		41 045	36 848	32 186	30 588	31 395
Prêts sur cartes de crédit		6 200	6 456	4 816	4 914	4 283
Total des prêts à la consommation		138 288	125 302	112 792	108 342	103 120
Prêts aux entreprises et aux gouvernements						
Exploitations agricoles		5 509	5 207	4 955	5 039	5 571
Industrie automobile (1)		2 637	2 451	2 427	2 164	1 825
Biens de consommation		4 731	4 821	5 180	5 246	5 811
Services publics		5 648	3 493	3 711	6 775	7 444
Services financiers		2 661	1 609	2 315	5 518	8 238
Industrie forestière		1 249	1 181	1 554	1 670	1 956
Gouvernements		2 444	2 319	2 096	1 323	1 733
Produits industriels		3 229	2 887	3 012	3 728	5 206
Mines et métaux		553	671	1 056	1 630	1 771
Immobilier et services connexes		13 977	12 420	12 463	11 673	10 830
Technologie et médias		2 310	2 192	2 782	4 630	5 986
Transport et environnement (1)		2 062	2 749	3 290	4 518	4 314
Autres		13 690	11 442	10 759	13 568	14 499
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements (2)		60 700	53 442	55 600	67 482	75 184
Total des prêts et des acceptations		198 988 \$	178 744 \$	168 392 \$	175 824 \$	178 304 \$
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts		(1 498)	(1 644)	(2 055)	(2 203)	(2 278)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts		197 490 \$	177 100 \$	166 337 \$	173 621 \$	176 026 \$

(1) À compter de 2002, certains montants jusque-là attribués au secteur du transport et de l'environnement ont été reclassés dans celui de l'industrie automobile.

(2) Comprend des prêts aux petites et moyennes entreprises de 10 757 millions de dollars en 2005 (10 137 millions en 2004; 9 705 millions en 2003; 9 470 millions en 2002; 9 788 millions en 2001). Pour de plus amples détails, se reporter au tableau 52, à la section Information financière supplémentaire.

Diversification par secteur géographique (1)		Tableau 41				
(en millions de dollars canadiens)		2005	2004	2003	2002	2001
Secteur géographique						
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels		88 808 \$	80 168 \$	73 978 \$	67 700 \$	64 066 \$
Prêts aux particuliers		33 986	30 415	26 445	24 550	26 086
Prêts sur cartes de crédit		6 024	6 298	4 663	4 740	4 110
Prêts aux entreprises et aux gouvernements		44 929	37 783	36 576	41 585	48 428
Total au Canada		173 747	154 664	141 662	138 575	142 690
États-Unis						
Prêts hypothécaires résidentiels		1 375	1 053	1 067	4 351	2 664
Prêts aux particuliers		6 248	5 849	5 015	5 269	4 621
Prêts sur cartes de crédit		118	108	107	125	128
Prêts aux entreprises et aux gouvernements		12 317	11 698	13 213	16 537	15 972
Total aux États-Unis		20 058	18 708	19 402	26 282	23 385
Autres pays						
Prêts hypothécaires résidentiels		860	777	745	789	712
Prêts aux particuliers		811	584	726	769	688
Prêts sur cartes de crédit		58	50	46	49	45
Prêts aux entreprises et aux gouvernements		3 454	3 961	5 811	9 360	10 784
Total dans les autres pays		5 183	5 372	7 328	10 967	12 229
Total des prêts et des acceptations		198 988 \$	178 744 \$	168 392 \$	175 824 \$	178 304 \$
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts		(1 498)	(1 644)	(2 055)	(2 203)	(2 278)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts		197 490 \$	177 100 \$	166 337 \$	173 621 \$	176 026 \$

(1) Basé sur la résidence de l'emprunteur.

Prêts douteux

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts douteux (c'est-à-dire que les intérêts sur ces prêts cessent d'être comptabilisés) lorsque le plein recouvrement du capital ou des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Pour une analyse détaillée, se reporter à la note 1 des Notes complémentaires.

2005 par rapport à 2004

Le montant brut des prêts douteux a reculé de 485 millions de dollars ou 39 % au cours de l'exercice. Ce résultat découle en grande partie des efforts de règlement, qui ont fait en sorte que certains comptes problématiques ont été remboursés, vendus ou radiés. De plus, le solide environnement du crédit s'est traduit par une réduction du nombre de nouveaux prêts problématiques. Les réductions se sont produites dans tous les secteurs géographiques où nous sommes présents, mais en particulier au Canada et aux États-Unis et ont touché tous les portefeuilles, mais plus particulièrement celui des prêts aux entreprises et aux gouvernements. Les réductions dans le portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements ont touché presque tous les

secteurs d'activité, et plus particulièrement l'industrie forestière, les services publics, les exploitations agricoles ainsi que la technologie et les médias. La forte diminution enregistrée dans l'industrie forestière tient à un remboursement important lié à une société canadienne.

Le montant brut des prêts douteux exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations a diminué, passant de 0,70 % l'an dernier à 0,39 %, résultat qui tient en grande partie à la diminution des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Tendance sur cinq ans

Le montant brut des prêts douteux continue de diminuer de façon constante depuis 2001, exercice au cours duquel ce montant a atteint un plafond de 2 465 millions de dollars. Cette tendance a été observée tant au Canada qu'aux États-Unis et dans les autres pays, et elle reflète principalement la qualité de notre portefeuille ainsi que les conditions du crédit et la conjoncture économique favorables qui ont régné au cours de cette période.

Prêts douteux par portefeuille de crédit		Tableau 42				
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		2005	2004	2003	2002	2001
Prêts à la consommation						
Prêts hypothécaires résidentiels	136 \$	146 \$	131 \$	131 \$	179 \$	
Prêts aux particuliers	169	189	235	306	325	
Total des prêts à la consommation	305 \$	335 \$	366 \$	437 \$	504 \$	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements						
Exploitations agricoles	48	89	146	159	111	
Industrie automobile	2	4	7	39	51	
Biens de consommation	53	36	48	57	20	
Services publics	46	162	240	243	30	
Services financiers	16	14	45	77	90	
Industrie forestière	10	151	169	199	205	
Produits industriels	2	38	25	53	55	
Mines et métaux	3	8	57	128	1	
Immobilier et services connexes	54	84	97	115	198	
Petites et moyennes entreprises (1)	108	142	169	205	261	
Technologie et médias	48	86	122	225	402	
Transport et environnement	8	12	136	206	365	
Autres	71	98	118	145	172	
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	469	924	1 379	1 851	1 961	
Total des prêts douteux (2), (3)	774 \$	1 259 \$	1 745 \$	2 288 \$	2 465 \$	
Provision cumulative spécifique pour pertes sur prêts	(282)\$	(487)\$	(757)\$	(894)\$	(982)\$	
Montant net des prêts douteux	492 \$	772 \$	988 \$	1 394 \$	1 483 \$	
Par secteur géographique						
Canada	503 \$	783 \$	1 064 \$	1 272 \$	1 623 \$	
États-Unis	189	376	361	584	626	
Autres pays	82	100	320	432	216	
Total des prêts douteux	774 \$	1 259 \$	1 745 \$	2 288 \$	2 465 \$	
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations :						
Prêts à la consommation :						
Prêts hypothécaires résidentiels	0,15 %	0,18 %	0,17 %	0,18 %	0,27 %	
Prêts aux particuliers	0,36	0,51	0,73	1,00	1,04	
Total des prêts à la consommation	0,22	0,27	0,32	0,40	0,49	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	0,77	1,73	2,48	2,74	2,61	
Total	0,39 %	0,70 %	1,04 %	1,30 %	1,38 %	
Provision cumulative spécifique pour pertes sur prêts en pourcentage du montant brut des prêts douteux	36,43 %	38,68 %	43,38 %	39,07 %	39,84 %	

(1) Comprend la tranche des prêts douteux qui est garantie par les gouvernements; cette tranche s'élève à 18 millions de dollars pour 2005 (24 millions en 2004; 39 millions en 2003; 64 millions en 2002; 95 millions en 2001) pour ce qui est des petites et moyennes entreprises et à 5 millions (9 millions en 2004; 9 millions en 2003; 10 millions en 2002; 6 millions en 2001) pour les exploitations agricoles.

(2) Comprend des biens saisis de 17 millions de dollars en 2005 (27 millions en 2004; 34 millions en 2003; 32 millions en 2002; 37 millions en 2001).

(3) Les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours qui ne sont pas inclus dans les prêts douteux s'élèvent à 304 millions de dollars en 2005 (219 millions en 2004; 222 millions en 2003; 217 millions en 2002; 245 millions en 2001).

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision cumulative pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la Haute direction, comme il est expliqué à la section Conventions comptables cruciales et estimations ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

2005 par rapport à 2004

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 109 millions de dollars ou 32 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est en grande partie imputable à la contrepassation d'une tranche de 175 millions de dollars de la provision cumulative générale en 2004 ainsi qu'à la hausse des provisions spécifiques liées aux portefeuilles de marges de crédit personnelles et de cartes de crédit, laquelle reflète la croissance de ces portefeuilles en 2005. Ces résultats ont été compensés en partie par des recouvrements plus élevés sur les prêts aux grandes entreprises au cours de la période considérée, particulièrement dans les secteurs des services publics et de l'industrie forestière.

La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts à la consommation a augmenté de 59 millions de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat est principalement imputable à la hausse des provisions liées aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de cartes de crédit, laquelle découle de la croissance de ces portefeuilles. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse sur douze mois de la provision au titre du portefeuille de prêts aux étudiants, que nous sommes en train de liquider.

Les provisions spécifiques liées au portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements ont varié de 191 millions de dollars, illustrant l'écart entre le recouvrement de pertes sur créances de 66 millions en 2005 et la dotation à la provision pour pertes sur créances de 125 millions à l'exercice précédent. Ce revirement s'explique surtout par des recouvrements plus élevés au chapitre des prêts aux grandes entreprises, notamment dans les secteurs de l'industrie forestière, des services publics et des exploitations agricoles, et par une dotation plus faible aux provisions liées aux petites et

moyennes entreprises en 2005. De plus, le virement d'un montant de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques à la provision cumulative générale en 2005, qui s'inscrivait dans le cadre du réaligement de notre traitement comptable à l'échelle de l'entreprise en ce qui a trait à la provision cumulative pour pertes sur créances, a également contribué à ce revirement.

Les provisions spécifiques par secteur géographique ont reculé de 164 millions de dollars aux États-Unis, résultat qui reflète en grande partie les recouvrements liés aux prêts aux grandes entreprises, et elle a augmenté de 22 millions au Canada, en raison principalement de la croissance du portefeuille de prêts à la consommation.

En 2005, les provisions générales pour pertes sur créances ont fait l'objet d'une dotation de 66 millions de dollars alors qu'en 2004, les pertes sur créances avaient été recouvrées à hauteur de 175 millions. Les provisions générales pour pertes sur créances en 2005 reflètent en grande partie le virement de 52 millions de la provision cumulative spécifique à la provision cumulative générale en 2005, comme il est mentionné précédemment. Le recouvrement de pertes sur créances en 2004 traduisait la contrepassation de 175 millions de la provision cumulative générale.

Les provisions spécifiques pour pertes sur créances en 2005 se sont établies à 389 millions de dollars, ou 0,21 % de la moyenne des prêts et des acceptations, comparativement à 521 millions, ou 0,30 %, en 2004. Le ratio pour l'exercice 2005 tient compte de l'incidence du virement d'une tranche de 52 millions de dollars de la provision cumulative spécifique à la provision cumulative générale, qui a entraîné une baisse de ce ratio de 0,03 %.

Tendance sur cinq ans

Au cours des cinq derniers exercices, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué, résultat qui tient à l'amélioration générale de l'environnement du crédit ainsi qu'à nos efforts visant à réduire notre exposition à certains sous-secteurs d'activité sensibles au risque.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par portefeuille de crédit						Tableau 43
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2005	2004	2003	2002	2001	
Prêts à la consommation						
Prêts hypothécaires résidentiels	2 \$	7 \$	8 \$	2 \$	9 \$	
Prêts aux particuliers	259	222	254	289	270	
Prêts sur cartes de crédit	194	167	155	140	127	
Total des prêts à la consommation	455	396	417	431	406	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements						
Exploitations agricoles	(12)	7	–	22	20	
Industrie automobile	–	1	(1)	1	24	
Biens de consommation	21	(19)	10	17	2	
Services publics	(20)	50	78	145	9	
Services financiers	10	–	(1)	(6)	(12)	
Industrie forestière	(53)	3	13	4	7	
Produits industriels	(9)	5	1	(2)	17	
Mines et métaux	(1)	(4)	5	27	–	
Immobilier et services connexes	(15)	(7)	(12)	(16)	87	
Petites et moyennes entreprises	44	75	77	110	164	
Technologie et médias	(7)	1	30	298	298	
Transport et environnement	7	(35)	77	2	21	
Autres	(31)	48	27	32	6	
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	(66)\$	125 \$	304 \$	634 \$	643 \$	
Total de la provision spécifique pour pertes sur prêts	389 \$	521 \$	721 \$	1 065 \$	1 049 \$	
Total de la provision générale	66 \$	(175)\$	– \$	– \$	70 \$	
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	455 \$	346 \$	721 \$	1 065 \$	1 119 \$	
Par secteur géographique						
Canada	435 \$	413 \$	527 \$	529 \$	689 \$	
États-Unis	(45)	119	108	440	377	
Autres pays	(1)	(11)	86	96	(17)	
Total de la provision spécifique pour pertes sur prêts	389 \$	521 \$	721 \$	1 065 \$	1 049 \$	
Total de la provision générale	66 \$	(175)\$	– \$	– \$	70 \$	
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	455 \$	346 \$	721 \$	1 065 \$	1 119 \$	
Provision spécifique en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,21 %	0,30 %	0,43 %	0,62 %	0,62 %	

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau jugé suffisant par la direction pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts et d'opérations figurant au bilan et hors bilan. Cette provision est évaluée trimestriellement en fonction de nos évaluations continues des comptes problèmes, des pertes récemment subies et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille ainsi que la conjoncture économique. La provision cumulative est augmentée de la dotation à la provision pour pertes sur créances (qui est imputée aux résultats), et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements. Pour une analyse détaillée, se reporter à la section Conventions comptables cruciales et estimations ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

2005 par rapport à 2004

La provision cumulative pour pertes sur créances a diminué de 146 millions de dollars ou 9 % sur une base annuelle. Les provisions cumulatives spécifiques ont reculé de 205 millions de dollars, ou 153 millions en excluant le

virement, en 2005, d'une tranche de 52 millions des provisions cumulatives spécifiques à la provision cumulative générale dont il est fait mention ci-dessus. Ce recul s'aligne sur la réduction des prêts douteux au cours de la même période. En excluant le versement mentionné ci-dessus, la provision cumulative générale est demeurée relativement stable, en raison du maintien de la qualité du crédit des portefeuilles individuels et de la stabilité de la conjoncture économique.

Au cours de l'exercice, les radiations, déduction faite des recouvrements, ont reculé pour se chiffrer à 596 millions de dollars ou 0,32 % de la moyenne des prêts et des acceptations, comparativement à 785 millions ou 0,46 % l'an dernier. Ce recul découle de l'environnement du crédit favorable.

Tendance sur cinq ans

Les provisions cumulatives sont à la baisse depuis 2001, tendance qui reflète la réduction des prêts douteux, la majorité de ceux-ci étant dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, en raison de la remontée de l'économie nord-américaine au cours des cinq dernières années.

Provision cumulative pour pertes sur créances par portefeuille de crédit						Tableau 44
(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003	2002	2001	
Provision cumulative au début	1 714 \$	2 164 \$	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	455	346	721	1 065	1 119	
Radiations par portefeuille						
Prêts à la consommation						
Prêts hypothécaires résidentiels	(5)	(7)	(10)	(12)	(24)	
Prêts aux particuliers	(347)	(325)	(373)	(398)	(401)	
Prêts sur cartes de crédit	(237)	(207)	(192)	(178)	(171)	
Total des prêts à la consommation	(589)\$	(539)\$	(575)\$	(588)\$	(596)\$	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(181)	(462)	(407)	(836)	(529)	
Risques à l'égard des pays en développement		–	–	(33)	–	
Total des radiations par portefeuille	(770)\$	(1 001)\$	(982)\$	(1 457)\$	(1 125)\$	
Recouvrements par portefeuille						
Prêts à la consommation						
Prêts hypothécaires résidentiels	–	–	–	–	–	
Prêts aux particuliers	69	68	68	70	67	
Prêts sur cartes de crédit	43	39	37	38	44	
Total des prêts à la consommation	112 \$	107 \$	105 \$	108 \$	111 \$	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	62	109	65	90	74	
Total des recouvrements sur les prêts aux entreprises et aux gouvernements	174 \$	216 \$	170 \$	198 \$	185 \$	
Radiations nettes	(596)\$	(785)\$	(812)\$	(1 259)\$	(940)\$	
Ajustements (1)	(5)	(11)	(59)	116	238	
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances à la fin	1 568 \$	1 714 \$	2 164 \$	2 314 \$	2 392 \$	
Par secteur géographique						
Canada	1 135 \$	1 197 \$	1 377 \$	1 442 \$	1 550 \$	
États-Unis	298	257	280	380	391	
Autres pays	65	190	398	381	337	
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts	1 498 \$	1 644 \$	2 055 \$	2 203 \$	2 278 \$	
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	70	70	109	111	114	
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	1 568 \$	1 714 \$	2 164 \$	2 314 \$	2 392 \$	
Provision cumulative pour pertes sur créances						
Provisions cumulatives spécifiques	282 \$	487 \$	757 \$	894 \$	951 \$	
Provisions cumulatives à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	31	
Provision cumulative générale	1 286	1 227	1 407	1 420	1 410	
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	1 568 \$	1 714 \$	2 164 \$	2 314 \$	2 392 \$	
En pourcentage des prêts et des acceptations	0,8 %	1,0 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	
En pourcentage des prêts douteux (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	203 %	136 %	124 %	103 %	97 %	
Radiations nettes (en excluant les pays en développement) en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,32 %	0,46 %	0,49 %	0,72 %	0,56 %	
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,32 %	0,46 %	0,49 %	0,74 %	0,56 %	

(1) Les autres ajustements comprennent principalement les conversions en devises de la provision cumulative pour pertes sur créances libellées en devises autres que le dollar canadien, ainsi que les ajustements suivants au titre d'acquisitions : ajustement de 6 millions de dollars lié à Provident Financial Group Inc. au premier trimestre de 2004; ajustement de 8 millions lié à Admiralty Bancorp, Inc. au premier trimestre de 2003; ajustement de 18 millions lié à Eagle Bancshares, Inc. au troisième trimestre de 2002; ajustement de 157 millions lié à RBC Centura en 2001.

Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition de notre portefeuille de négociation. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif entraînent un risque de marché. Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux activités sur les marchés boursiers, les marchés du change, les marchés des marchandises, les marchés des taux d'intérêt et les marchés du crédit. Les activités de gestion de l'actif et du passif sont principalement touchées par le risque de taux d'intérêt associé aux activités bancaires traditionnelles telles que l'acceptation de dépôts et les prêts.

Les composantes du risque de marché sont les suivantes :

- Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux d'intérêt sur nos résultats et sur notre valeur économique. Il se compose : i) du risque de révision du taux, lequel découle des différences dans les dates auxquelles les taux s'appliquent aux actifs, aux passifs et aux instruments hors bilan sont révisés; ii) du risque directionnel, lequel tient aux mouvements parallèles de la courbe de rendement; iii) du risque lié à la courbe de rendement, lequel découle de la variation des taux pour diverses échéances; iv) du risque de corrélation, qui résulte de la couverture imparfaite d'un type d'instrument par un autre type d'instrument pour lequel les variations de prix ou de rendement découlant d'une variation des taux d'intérêt ne sont pas identiques; v) des risques liés aux options, qui tiennent aux variations de la valeur des options intégrées découlant des variations de taux d'intérêt. La plupart des instruments financiers que nous détenons sont assujettis à un risque de taux d'intérêt.
- Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des cours du change sur nos résultats et sur notre valeur économique. En ce qui a trait à nos positions pour notre propre compte, nous sommes exposés au risque de change à la fois sur les marchés des opérations de change au comptant, des contrats de change à terme et des produits dérivés.
- Le risque sur actions correspond à l'incidence défavorable possible des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur nos résultats. Nous sommes exposés au risque sur actions en raison de nos opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste liées à nos activités de placement, ainsi que de nos activités de négociation, qui comprennent le placement de produits dérivés sur actions adaptés, les opérations d'arbitrage et la négociation pour notre propre compte.
- Le risque lié aux cours des marchandises correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des marchandises sur nos résultats et sur notre valeur économique. Les marchandises négociées comprennent le pétrole brut, l'huile de chauffage et le gaz naturel. En ce qui a trait à nos positions pour notre propre compte, nous sommes exposés au risque lié aux cours des marchandises à la fois sur les marchés des opérations de change au comptant, des contrats de change à terme et des produits dérivés.
- Le risque spécifique de la dette représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur notre bénéfice et sur notre valeur économique, des changements dans le degré de solvabilité et les cotes de crédit des émetteurs d'obligations ou d'instruments du marché monétaire, ou des entités auxquelles les dérivés de crédit se rapportent.
- Le risque d'écart de taux représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur notre bénéfice et sur notre valeur économique, des changements dans les écarts de taux des émetteurs d'obligations ou d'instruments du marché monétaire, ou des dérivés de crédit.

Risque de marché lié aux activités de négociation

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous participons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les autorisations accordées par le *Conseil d'administration*.

Le portefeuille de négociation se compose de positions détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteurs et vendeurs ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage.

La surveillance indépendante des activités de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation incombe au secteur Risque de marché et crédit commercial, Gestion des risques du Groupe, qui se compose d'unités situées à Toronto, à Londres, à New York et à Sydney. Ce secteur établit les plafonds du risque de marché, il élabore les techniques quantitatives et les outils analytiques, il étudie en détail les modèles et systèmes de négociation, il maintient le système de valeur à risque et il prépare des rapports sur les activités de négociation à l'échelle de l'entreprise. Il est également responsable de la surveillance indépendante des activités de négociation et il s'occupe notamment de l'établissement et de l'administration de plafonds de négociation spécifiques, de la conformité au risque de marché, de l'analyse des risques ainsi que de l'examen et de la surveillance des opérations non traditionnelles ou complexes.

Mesure

Nous utilisons des outils de mesure des risques tels que la VAR, les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress. La Gestion des risques du Groupe se sert de ces mesures pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et pour signaler les tendances ou les positions défavorables à la haute direction.

La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer les pertes que nous pourrions subir sur le marché au cours d'une période de détention donnée, à l'intérieur d'un intervalle de confiance déterminé. La VAR représente la pire perte prévue au cours de la période, en fonction du taux de probabilité que représente l'intervalle de confiance. Il se pourrait que des pertes plus importantes se produisent, mais une telle probabilité est faible. Par exemple, notre modèle de la VAR est fondé sur un intervalle de confiance de 99 %. Par conséquent, dans le cas d'un portefeuille ayant une VAR de 15 millions de dollars détenu sur une période de un jour, la probabilité qu'une perte supérieure à 15 millions se produise durant cette période est de 1 %.

Afin que la VAR reflète efficacement notre risque de marché, nous supervisons et améliorons constamment nos méthodes. Des simulations rétroactives quotidiennes générant des profits et pertes hypothétiques servent à surveiller la validité statistique des modèles de la VAR.

Les analyses de sensibilité servent à mesurer l'incidence des mouvements mineurs des facteurs de risque individuels tels que les taux d'intérêt et les taux de change, et elles sont conçues de manière à isoler et à quantifier l'exposition aux facteurs de risque sous-jacents qui influent sur les cours des options. Les évaluations des facteurs de stress mesurent l'incidence des mouvements extrêmes du marché et elles servent à alerter la haute direction de notre exposition à des événements politiques, économiques ou d'autres événements perturbateurs possibles.

Contrôle

Un cadre de référence exhaustif concernant les politiques en matière de gestion du risque régit les activités de négociation et les risques liés à ces activités, et il fournit des lignes de conduite sur la gestion des activités de négociation, les unités fonctionnelles de suivi de marché et de conformité à la réglementation et les secteurs d'activité. Nous utilisons une gamme étendue de principes, de règles, de contrôles et de limites, ce qui est conforme aux meilleures pratiques de l'industrie. Notre cadre de référence pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification globale appropriée de nos risques.

Présentation de l'information

Le secteur Risque de marché, Gestion des risques du Groupe, fournit une évaluation indépendante du risque de marché et du rendement lié aux activités de négociation. Les rapports sur les risques de négociation sont fournis chaque semaine au chef de la gestion des risques et lors des réunions du comité administratif de RBC Marchés des Capitaux, et chaque jour à la Haute direction. Les rapports à l'échelle de l'entreprise servent à contrôler la conformité aux plafonds établis aux fins de la VAR et des facteurs de stress approuvés par le Conseil d'administration, ainsi que les plafonds d'exploitation tirés de ces plafonds approuvés par le *Conseil*. Outre ces activités de surveillance, le secteur Risque de marché approuve au préalable les chiffres en sus des plafonds et communique toute violation au chef de la gestion des risques et au comité administratif de RBC Marchés des Capitaux. Le secteur Risque de marché a la responsabilité de déterminer les besoins de trésorerie réglementaire liés au risque de marché et de préparer des rapports à ce sujet; il fournit également aux autorités de réglementation qui régissent les dépôts d'information réguliers une assurance quant à l'exactitude et à la communication en temps voulu de l'information ainsi qu'au fonctionnement des modèles statistiques dans les limites du niveau de confiance approuvé.

(en millions de dollars canadiens)	2005				2004				2003			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
Actions	7 \$	10 \$	6 \$	4 \$	4 \$	20 \$	8 \$	4 \$	4 \$	12 \$	7 \$	4 \$
Change	1	5	2	1	2	5	2	1	2	7	3	1
Marchandises (1)	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Taux d'intérêt (2), (3)	12	16	10	6	8	14	9	6	8	13	9	6
Risque spécifique lié à la dette (3)	2	3	2	1	2	2	1	1	—	—	—	—
VAR globale	15 \$	17 \$	12 \$	8 \$	10 \$	25 \$	13 \$	8 \$	8 \$	19 \$	13 \$	8 \$

- 1) Les marchandises reflètent le risque de marché lié aux activités de négociation ayant trait aux services publics comme le pétrole brut, l'huile de chauffage et le gaz naturel. Avec prise d'effet en mai 2005, ces activités ont été intégrées dans nos modèles et présentées avec les autres activités de négociation donnant lieu à un risque de marché. Avant cette période, ces activités étaient assujetties à l'approche normalisée de l'imputation sur les fonds propres.
- 2) Comprend aussi le risque lié à l'écart de taux.
- 3) Avant 2004, le risque de marché général et le risque spécifique lié à la dette étaient présentés ensemble à titre de risque de taux d'intérêt.

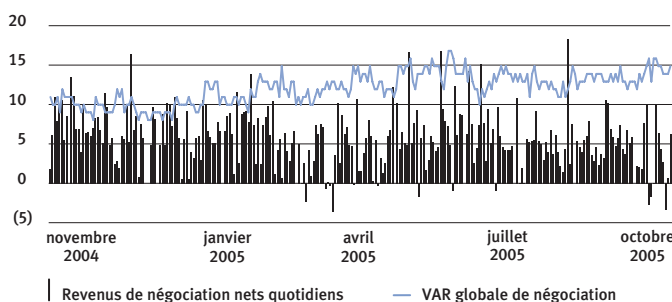
Analyse pour 2005

La VAR par catégorie de risque important à la fin de l'exercice (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation regroupées est présentée au tableau ci-dessus. Le tableau indique également notre VAR globale, qui intègre l'incidence de la corrélation dans les mouvements des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions et des cours des marchandises et les avantages résultant de la diversification au sein de notre portefeuille de négociation. Avec prise d'effet en mai 2005, les activités de négociation liées aux marchandises sont comprises dans nos modèles d'attribution du capital. Par conséquent, ces activités sont maintenant présentées avec les autres activités de négociation exposées au risque de marché et elles sont comprises dans le cadre de gestion du risque de marché à l'échelle de l'entreprise. Auparavant, ces activités étaient présentées selon la méthode normalisée d'attribution du capital.

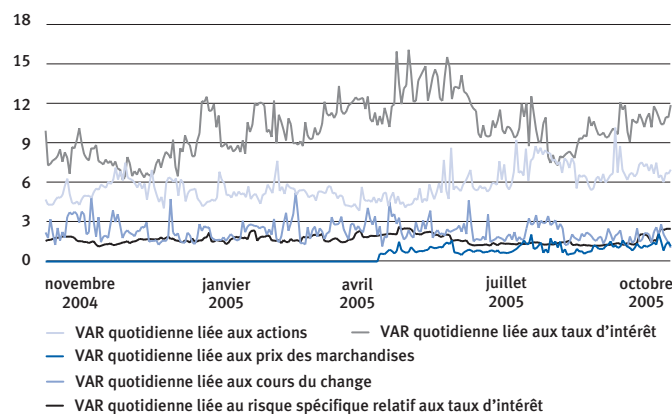
La baisse sur douze mois de la VAR liée aux actions (moyenne et haut) tient au fait qu'une valeur plus élevée qu'à l'habitude a été enregistrée à la période précédente en raison de la présence d'une importante position de prise ferme résiduelle en 2004. Cette position a entraîné des VAR beaucoup plus élevées que les valeurs habituelles pour la composante actions et pour la VAR globale. La VAR globale a diminué légèrement en 2005, comparativement à 2004. L'incidence de la baisse de la VAR liée aux actions a été compensée par les niveaux plus élevés de la VAR liée aux taux d'intérêt, qui se sont produits au cours du deuxième et du troisième trimestres de 2005, comme il est mentionné ci-dessus.

Les revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation démontrent que nous avons connu cinq séances de négociation marquées par des pertes nettes et que les pertes nettes subies durant une séance donnée n'excédaient pas la VAR estimative pour cette séance. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation.

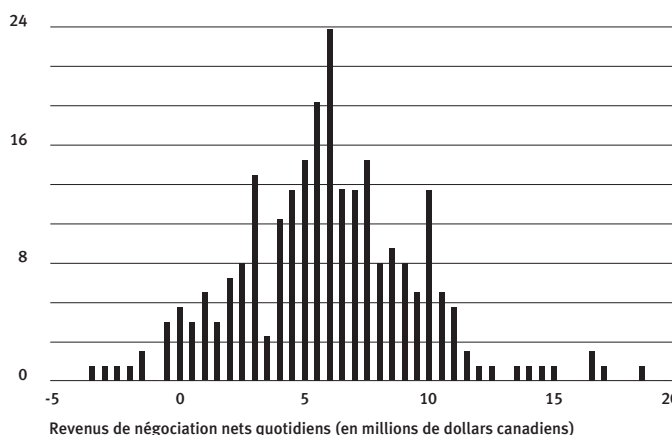
REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS ET VAR GLOBALE DE NÉGOCIATION (en millions de dollars canadiens)



VAR GLOBALE PAR CATÉGORIE DE RISQUE IMPORTANT POUR 2005 (en millions de dollars canadiens)



HISTOGRAMME DES REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS (nombre de jours)



Gestion de l'actif et du passif

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent aux risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui est la principale composante de ces risques.

Bien que nos filiales et nos secteurs d'exploitation gèrent les activités quotidiennes, la trésorerie générale est responsable de la gestion du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, de la surveillance des plafonds approuvés et de la conformité aux politiques ainsi qu'aux normes en matière d'exploitation. Notre Comité actif passif fournit des services de supervision à la trésorerie générale. Le Comité actif-passif examine les politiques formulées par la trésorerie générale et présente ses recommandations au Comité des politiques en matière de risque et de révision, aux fins d'approbation.

Mesure et prix de cession interne des fonds

Nous recherchons constamment les meilleures pratiques en matière d'évaluation des instruments, de modélisation économétrique et de nouvelles méthodes de couverture. Pour ce faire, nous procédons notamment à une évaluation des processus traditionnels de gestion de l'actif et du passif et nous appliquons les méthodes quantitatives les plus récentes à nos processus sur une base pro forma.

Nous utilisons un mécanisme de prix de cession interne des fonds en ce qui concerne les transactions, de manière à transférer à la trésorerie générale le risque de taux d'intérêt et pour quantifier l'écart gagné par les divers produits. Les taux utilisés pour établir les prix de cession interne des fonds sont basés sur les taux du marché et ils s'alignent sur les principes de gestion du risque de taux d'intérêt. Nous corroborons ces taux au moyen de recherches empiriques concernant le comportement des clients, et les décisions relatives à l'établissement des prix de notre secteur de détail tiennent compte de ces taux.

Nous nous concentrons en outre sur l'élaboration de modèles d'évaluation des produits de détail qui tiennent compte de l'incidence du comportement des consommateurs. Ces modèles d'évaluation sont habituellement fondés sur une estimation économétrique des choix exercés par les consommateurs eu égard aux options intégrées dans les produits de détail. Les principales options intégrées sont les options relatives aux engagements liés aux taux hypothécaires et les options de paiement anticipé. De plus, nous modélisons la sensibilité de la valeur des dépôts ayant une échéance indéterminée aux variations des taux d'intérêt.

Nous mesurons notre risque sur une base quotidienne, hebdomadaire et mensuelle, en adoptant la fréquence appropriée selon la taille et la complexité du portefeuille. La mesure du risque est fonction des taux relatifs aux clients ainsi que des taux sur lesquels se base l'établissement des prix de cession interne des fonds. Nous utilisons l'analyse du taux de référence à titre de principale mesure aux fins de la gestion des risques. Cette analyse nous fournit une évaluation de la sensibilité de la valeur économique de nos

capitaux propres aux fluctuations instantanées des points individuels sur la courbe de rendement.

Nous complétons notre évaluation en mesurant le risque de taux d'intérêt en fonction de divers scénarios de marché dynamiques et statiques. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux incluent des hypothèses concernant des stratégies futures d'établissement des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché incluent des fluctuations présumées des taux d'intérêt ainsi que des variations dans la forme des courbes de rendement. Les scénarios statiques complètent les scénarios dynamiques et sont aussi utilisés pour évaluer les risques liés à la valeur des capitaux propres et au revenu net d'intérêt.

Contrôle

Les politiques qui régissent la gestion du risque de taux d'intérêt établissent les normes de gestion et les plafonds acceptables en deçà desquels le risque lié au revenu net d'intérêt sur un horizon de 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres doivent être maintenus. Ces plafonds sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu d'environ 200 points de base sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 6 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, il est égal à 12 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus. La valeur économique des capitaux propres correspond à la valeur actualisée nette de notre actif, de notre passif et de nos instruments hors bilan. Les politiques et les plafonds ayant trait au risque de taux d'intérêt font l'objet d'une révision annuelle.

Notre objectif vise à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau visé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la trésorerie générale, sur la base de la valeur. Dans le cadre de ce processus, les hypothèses qui sous-tendent les modèles sont corroborées par le comportement réel des clients.

Présentation de l'information

Chaque filiale et chaque secteur d'exploitation préparent des rapports mensuels sur les activités de gestion du risque de taux d'intérêt. Une évaluation annuelle du rendement de la direction est présentée au Comité actif-passif.

Chaque filiale et chaque secteur d'exploitation doivent immédiatement informer la trésorerie générale de toute dérogation aux politiques en place et obtenir son approbation quant aux mesures correctrices.

Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation

Tableau 46

	2005		2004		2003	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
(en millions de dollars canadiens)						
Avant l'incidence fiscale d'une :						
augmentation des taux de 100 p.b.	(435)\$	106 \$	(412)\$	70 \$	(423)\$	115 \$
diminution des taux de 100 p.b.	291	(181)	215	(150)	261	(126)
Avant l'incidence fiscale d'une :						
augmentation des taux de 200 p.b.	(920)	162	(882)	107	(869)	207
diminution des taux de 200 p.b.	461	(365)	405	(314)	545	(294)

Analyse pour 2005

Le tableau ci-dessus présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiates et soutenues de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures se basent sur des

hypothèses formulées par la haute direction et elles sont authentifiées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt se basent sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au cours de 2005, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

RISQUE D'ILLIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Un risque d'illiquidité et de financement se produit lorsqu'une institution n'est pas en mesure d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces et quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à ses engagements.

Cadre de gestion

Notre cadre de gestion des liquidités et du financement vise à assurer que nous disposons de sources fiables et rentables d'espèces ou de

quasi-espèces pour satisfaire à nos engagements financiers actuels et éventuels, dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Afin d'atteindre cet objectif, nous nous engageons à maintenir les stratégies clés suivantes en matière d'atténuation du risque d'illiquidité et de financement :

- le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients;

- l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par un portefeuille de titres négociables non grevés (appelés les « actifs liquides en cas d'urgence ») qui nous donne un accès immédiat à des liquidités en cas de crise.

Nos pratiques et processus aux fins de la gestion consolidée des liquidités et du financement renforcent ces stratégies d'atténuation du risque, car elles nous permettent d'attribuer des plafonds prudents à ces activités ou d'établir des objectifs prudents à leur égard, et d'évaluer et de surveiller régulièrement les diverses sources de risque d'illiquidité.

La supervision et la mise en œuvre de notre cadre de gestion des liquidités et du financement incombent à la fois à la haute direction et au Conseil d'administration.

- Le Comité de vérification approuve notre cadre de gestion des liquidités et du financement et s'engage à l'égard de ce cadre et du plan d'urgence relatif aux liquidités, et le Conseil d'administration est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective.
- Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et les politiques y ayant trait et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux plafonds et lignes de conduite établis.
- La *trésorerie générale* est responsable de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'urgence en matière de gestion des liquidités et du financement, ainsi que de la recommandation et de la surveillance de plafonds s'inscrivant dans ce cadre. La Gestion des risques du Groupe l'aide à s'acquitter de ces fonctions.
- Les services de trésorerie des secteurs d'exploitation et des principales filiales effectuent les transactions conformément aux politiques et stratégies établies aux fins de la gestion des liquidités.

Politiques et procédures

Nos principales politiques en matière de liquidités et de financement sont revues et approuvées annuellement par le Conseil d'administration et par les comités de la Haute direction. En vertu de ces politiques ayant un vaste champ d'application, les comités de la haute direction ou la trésorerie générale sont autorisés à approuver des politiques plus détaillées et des plafonds concernant des questions données. Les politiques et les procédures régissent les activités de gestion et d'évaluation et les obligations d'information, et elles précisent les plafonds de liquidité et de financement approuvés.

Mesure

L'évaluation de notre position de liquidité reflète les estimations et jugements de la direction quant aux conditions propres à l'entreprise et aux conditions du marché actuelles et éventuelles ainsi qu'au comportement de nos clients et de nos contreparties. Puisque nous fournissons à nos filiales la majeure partie de leur financement, nous procédons à une gestion consolidée de nos liquidités. Nous tenons compte des restrictions d'ordre juridique, réglementaire, fiscal et opérationnel ainsi que de toute autre restriction lorsque nous analysons notre capacité à prêter ou à emprunter des fonds au sein de nos entités juridiques. Les filiales qui sont responsables de la gestion de leurs propres liquidités le font conformément aux politiques et pratiques établies par l'unité fonctionnelle de la trésorerie générale ainsi qu'aux exigences réglementaires en vigueur.

Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des risques structural, stratégique et éventuel.

La *gestion du risque d'illiquidité structural* porte sur le risque découlant des décalages entre les échéances réelles des actifs et des passifs, et plus précisément sur le risque lié à la trop grande confiance accordée aux passifs à court terme pour financer des actifs non liquides à plus long terme. Nous utilisons un modèle de capital en liquidités aux fins de l'évaluation de la liquidité du bilan et de l'établissement d'un échéancier approprié pour notre financement par emprunt. Cela nous permet aussi de mesurer et de surveiller la relation entre les actifs non liquides et le financement de base, y compris notre exposition à une perte prolongée de dépôts en gros non garantis.

La *gestion du risque d'illiquidité stratégique* se rapporte à nos besoins de financement quotidiens habituels, et elle repose sur l'établissement de limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités en dollars canadiens et en devises pour certaines périodes à court terme importantes, ainsi qu'à nos activités de mise en gage, qui sont assujetties à un cadre de gestion à l'échelle de l'entreprise en fonction duquel des plafonds ajustés en fonction des risques sont attribués à tous les types de transactions. Les actifs qui sont gagés incluent un portefeuille d'actifs admissibles qui servent exclusivement à soutenir notre participation aux systèmes de paiement et de règlement canadiens.

La *gestion du risque d'illiquidité éventuel* se rapporte au risque lié à une perturbation générale du marché ou à des conditions économiques défavorables qui pourraient mettre en péril notre capacité à respecter des engagements, ainsi qu'à notre réaction connexe. Le plan d'urgence relatif aux liquidités définit des plans d'action exhaustifs qui seront mis en œuvre

en fonction de différents scénarios de marché d'une durée et d'une gravité différentes. La trésorerie générale maintient et administre le plan d'urgence relatif aux liquidités. L'équipe de gestion des crises de liquidité se réunit régulièrement pour évaluer les facteurs de stress et tester des scénarios, ainsi que pour modifier le plan d'urgence relatif aux liquidités à la lumière des leçons apprises.

Nous maintenons un portefeuille distinct d'actifs liquides en cas d'urgence afin de composer avec les risques d'illiquidité possibles (p. ex. la baisse des dépôts, la réduction des prêts et l'accroissement des garanties exigées), tant au bilan que hors bilan, lesquels sont analysés au moyen de modèles que nous avons élaborés ou que notre analyse des scénarios et nos évaluations des facteurs de stress font ressortir. Des montants minimaux et des critères d'admissibilité stricts sont appliqués relativement à ces actifs, de manière à garantir un accès immédiat à des liquidités en cas d'urgence.

Les actifs liquides et les actifs achetés en vertu de conventions de revente ainsi que les emprunts de titres (avant la mise en gage, comme il est expliqué ci-dessous) totalisaient 213 milliards de dollars ou 45 % du total de l'actif au 31 octobre 2005, comparativement à 185 milliards ou 43 % au 31 octobre 2004. Les actifs liquides sont principalement composés de valeurs mobilières négociables, diversifiées et assorties de cotes élevées. Au 31 octobre 2005, des actifs d'une valeur de 15 milliards de dollars avaient été donnés en gage, soit un montant en baisse par rapport à 18 milliards au 31 octobre 2004. Nos engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat, nos prêts de titres et nos titres vendus à découvert se chiffraient à 52 milliards de dollars au 31 octobre 2005, comparativement à 45 milliards au 31 octobre 2004. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés.

Contrôle

Les objectifs relatifs à notre position de liquidité structurale sont approuvés annuellement et font l'objet de contrôles réguliers.

En ce qui concerne les besoins de financement net à court terme, tous les plafonds font l'objet d'un contrôle régulier afin d'assurer la conformité aux objectifs. Le traitement prescrit des flux de trésorerie dans des conditions diverses fait l'objet d'un examen périodique afin de confirmer sa pertinence ou de déterminer s'il y a lieu de modifier les hypothèses et les plafonds à la lumière des faits internes ou externes survenus.

Présentation de l'information

Nous surveillons quotidiennement les rapports détaillés des décalages entre les montants de nos principaux actifs et passifs à court terme afin d'assurer leur conformité avec les limites de prudence établies eu égard au risque global du Groupe, ainsi qu'avec les limites concernant les principales devises et secteurs géographiques. Conformément à notre cadre de gestion des liquidités et du financement, toutes les dérogations possibles aux plafonds établis à l'égard des sorties de fonds nettes ou à d'autres règles, que celles-ci fassent l'objet d'un contrôle quotidien, hebdomadaire ou mensuel, sont immédiatement signalées à la trésorerie générale, qui fournit ou obtient les approbations requises après avoir examiné les mesures correctrices proposées.

Financement

Stratégie de financement

La diversification des sources de financement est une composante essentielle de notre stratégie globale de gestion des liquidités parce qu'elle se traduit par une plus grande souplesse du financement, qu'elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et qu'elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Le maintien de cotes de crédit concurrentielles est aussi un élément clé du financement rentable. Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises, constitue l'assise sur laquelle repose notre solide position de liquidité structurale.

Cotes de crédit

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de cotes de crédit concurrentielles, qui sont en grande partie déterminées en fonction de la qualité de nos résultats, de l'adéquation de notre capital et de l'efficacité de nos programmes de gestion des risques. En nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Une série de révisions à la baisse pourrait toutefois avoir une incidence négative sur notre capacité de financement, sur nos exigences en matière de biens donnés en garantie et sur nos résultats d'exploitation.

Cotes de crédit

Tableau 47

Au 31 octobre 2005	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1(middle)	AA(low)

Nos principales cotes de crédit sont demeurées inchangées en 2005.

Cependant, au cours du premier trimestre de l'exercice, Standard & Poor's a modifié la perspective liée à notre dette de premier rang, la portant de stable à négative, en raison des préoccupations concernant nos activités bancaires aux États-Unis. Moody's a maintenu sa cote Aa2 avec perspective stable.

Ces cotes de crédit élevées étaient également notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti sur une base concurrentielle.

Toutes nos cotes de crédit sont au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de notation (nos cotes actuelles se situent dans la même catégorie que celles des autres principales banques canadiennes, ou dans une catégorie supérieure). À l'échelle internationale, nous nous sommes une fois de plus retrouvés au nombre des banques les plus sûres du monde (selon le plus récent classement des 50 meilleures banques effectué par *Global Finance*), et nous avons terminé au deuxième rang pour ce qui est des banques en Amérique du Nord.

Par suite de l'amélioration de notre rendement financier, Fitch Ratings a supprimé nos cotes de la liste des cotes sous surveillance. Nos cotes avaient été inscrites sur cette liste l'an dernier. Standard & Poor's a maintenu la perspective liée à nos cotes au quatrième trimestre de 2005 bien qu'elle reconnaisse l'amélioration des résultats liés à nos activités bancaires aux États-Unis, en raison de nouvelles préoccupations touchant nos obligations possibles au titre des procédures liées à Enron.

Profil des dépôts

Un sommaire de la composition du total du passif lié aux dépôts est présenté à la note 12 des Notes complémentaires. En 2005, les dépôts des particuliers sont demeurés notre principale source de financement pour ce qui est des dépôts en dollars canadiens figurant au bilan, tandis que la plupart des dépôts en devises proviennent de sources de gros non garanties, y compris de grandes entreprises et d'importants clients institutionnels, ainsi que des banques centrales et commerciales étrangères.

Les dépôts de particuliers constituent notre principale source de fonds prévisibles et fiables. Certains groupes de clients commerciaux et institutionnels maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible. Pris dans leur ensemble, ces clients représentent une source extrêmement constante de dépôts de base dans les conditions les plus probables, puisqu'ils sont moins sensibles aux développements du marché que les prêteurs sur opérations et les investisseurs, en raison des répercussions de l'assurance-dépôts et de leurs relations étendues, et parfois même exclusives, avec nous. Au 31 octobre 2005, nos dépôts de base représentaient environ 55 % du total de nos dépôts. Nous favorisons de plus la diversification du financement de gros et examinons régulièrement les sources de financement à court terme afin d'assurer le maintien d'une diversification importante pour ce qui est des fournisseurs, des produits, des marchés et de la provenance géographique. Par ailleurs, nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller constamment les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Sources de financement à terme

Tableau 48

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Encours du financement à long terme	24 004 \$	18 831 \$	20 442 \$
Total des titres adossés à des créances hypothécaires vendus	8 487	5 983	2 936
Créances hypothécaires commerciales financées au moyen de billets émis par une entité ad hoc créée aux fins de titrisation	1 237	603	129
Créances sur cartes de crédit financées au moyen de billets émis par une entité ad hoc créée aux fins de titrisation	2 500	1 900	2 675

Nous gérons nos sources de financement à long terme de manière à réduire la concentration par secteur géographique et par secteur d'investissement ainsi que la concentration des devises et des échéances. De plus, les objectifs en matière de liquidité ainsi que la conjoncture du marché, les taux d'intérêt, les écarts de crédit et la structure financière désirée influent sur nos activités de financement à long terme. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt au Canada, aux États-Unis et en Europe. Nous évaluons régulièrement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement non exploités en fonction des coûts d'émission relatifs.

Au cours de l'exercice 2005, nous avons continué d'accroître notre capacité de financement à long terme en émettant, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant, directement ou par l'intermédiaire de nos filiales, 10,9 milliards de dollars. Le total du financement à long terme en cours a augmenté de 5,2 milliards de dollars. Les titres d'emprunt de premier rang en circulation comportant des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit, qui entraînerait un remboursement anticipé, constituent une très petite tranche du total de l'encours de notre dette.

Autres sources de financement

Nous utilisons des programmes de titrisation adossés à des créances hypothécaires commerciales, à des créances hypothécaires résidentielles et à des créances sur cartes de crédit à titre de source supplémentaire de financement et aux fins de gestion des liquidités et des actifs et passifs. Nous avons conservé des droits dans nos programmes de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et de créances sur cartes de crédit. Le total de nos titres adossés à des créances hypothécaires en circulation vendus a augmenté de 2 504 millions de dollars sur douze mois, tel que le tableau ci-dessous l'indique. Nos créances sur cartes de crédit titrisées, financées au moyen de billets émis par une entité ad hoc créée aux fins de titrisation, se sont accrues de 600 millions de dollars sur douze mois (se reporter à la section sur les arrangements hors bilan et à la note 5 des Notes complémentaires).

Notre position de liquidité et de financement demeure solide et appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Aucune tendance, demande, incertitude ni aucun engagement ou événement n'est présentement en mesure d'avoir une incidence importante sur cette position.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements eu égard à des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

Obligations contractuelles

Tableau 49

(en millions de dollars canadiens) (1)	2005					2004	2003
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total		
Financement à long terme non garanti	7 265 \$	10 088 \$	4 795 \$	1 856 \$	24 004 \$	18 831 \$	20 442 \$
Débitures subordonnées	—	—	148	8 019	8 167	8 116	6 243
Obligations découlant de contrats (2)	410	655	472	971	2 508	2 418	2 218
	4 270 \$	8 869 \$	5 106 \$	10 699 \$	28 944 \$	25 754 \$	22 705 \$

(1) Presque tous les engagements contractuels sont en cours.

(2) Le montant ne représente que le capital et exclut les intérêts courus.

Le risque d'assurance est le risque de perte susceptible de se produire lorsque les hypothèses liées à la conception du produit et à l'établissement des primes diffèrent des résultats techniques réels. Le risque d'assurance se compose des risques secondaires suivants :

- Le *risque lié aux sinistres* constitue le risque que la gravité ou la fréquence des sinistres diffère des hypothèses utilisées aux fins de l'établissement des primes. Ce risque peut résulter i) d'une estimation inappropriée des sinistres prévus par rapport aux sinistres réels; ii) d'une sélection inappropriée des risques dans le cadre du processus de tarification.
- Le *risque lié au comportement des titulaires de polices* constitue le risque que le comportement des titulaires de polices eu égard aux paiements de primes, aux retraits ou avances sur polices, aux polices tombées en déchéance, aux rachats et aux autres résiliations volontaires diffère du comportement hypothétique utilisé aux fins de l'établissement des primes.
- Le *risque lié aux charges* constitue le risque que les charges au titre de l'acquisition ou de la gestion de polices, ou celles au titre du traitement des sinistres, excèdent les coûts hypothétiques utilisés aux fins de l'établissement des primes.

Mesure

Nous avons recours à des modèles élaborés par notre service d'actuariat pour évaluer les risques. Ces modèles sont conformes à la politique du Comité de la politique de prêt en matière de risque lié aux modèles. Ces évaluations sont utilisées aux fins de l'attribution du capital économique et de l'évaluation des provisions pour passif éventuel.

Contrôle

Notre cadre rigoureux de gestion du risque d'assurance, qui est administré par l'unité fonctionnelle Assurance de la Gestion des risques du Groupe, assure une gestion efficace du risque d'assurance au moyen des politiques, des procédures et des pratiques établies. Ce cadre se compose de cinq principales activités de gestion du risque : l'établissement de politiques en matière de risque, la supervision et la surveillance des risques, l'approbation des risques, la communication ascendante des événements de risque ainsi que la présentation d'information concernant les risques.

Les politiques en matière de risque documentent les stratégies que nous utilisons pour déterminer les risques, pour les classer par ordre de priorité et pour les gérer. Les politiques transmettent un message uniforme sur notre tolérance au risque et elles assurent la responsabilisation au moyen de l'établissement de rôles et de responsabilités précis. Les politiques en matière de risque d'assurance mises en œuvre à l'échelle de l'entreprise font l'objet d'une gestion centrale dans le cadre de la gestion des risques et elles

favorisent une démarche cohérente aux fins de l'atténuation des risques.

La surveillance du risque d'assurance incombe en partie aux unités fonctionnelles de suivi de marché indépendantes. Dans le cadre de leurs interactions quotidiennes et de leurs activités d'information de gestion à la fin de la période, ces unités fonctionnelles travaillent en collaboration avec des partenaires commerciaux pour surveiller les activités et les risques commerciaux. Chaque mois, la direction analyse les activités de conception de produits et d'établissement des primes et elle ajuste les produits ou les primes en conséquence.

Des analyses des risques et un processus d'approbation permettent de contrôler les risques liés aux nouveaux produits ou aux produits modifiés. Ces analyses et ce processus sont le fruit de la collaboration entre la Gestion des risques et les partenaires commerciaux et il servent à déterminer les risques inhérents et à les classer par ordre de priorité pour s'assurer que nous avons recours aux mesures appropriées pour gérer les risques de manière qu'ils s'alignent sur notre goût du risque. Les détails concernant les nouveaux projets sont examinés en fonction de seuils de signification, qui permettent de déterminer le pouvoir d'approbation approprié au sein de l'organisation.

Les événements de risque sont communiqués sans délai à l'échelon responsable de la gestion des risques et des affaires, afin que les mesures appropriées soient prises pour réduire les risques à un niveau acceptable. Un événement de risque se produit lorsqu'un risque possible entraîne des conséquences qui sont essentiellement susceptibles d'avoir une incidence importante sur les résultats financiers d'un secteur d'exploitation, sur sa réputation, sur sa conformité à la réglementation, sur son efficacité opérationnelle ou sur sa capacité à atteindre ses objectifs commerciaux.

Présentation de l'information

Les risques liés à chaque secteur d'exploitation et les risques à l'échelle de l'entreprise font l'objet d'une évaluation et ils sont signalés à la direction. Nous avons élaboré un tableau de bord qui sert à surveiller nos diverses activités d'assurance. Nous attribuons des cotes (positive, stable ou négative) basées sur le rendement lié à chaque activité; ces activités concernent notamment les tendances en matière de taux d'intérêt, les coûts liés aux sinistres, les polices tombées en déchéance, les charges, ainsi que le rapport risque-rendement général. Un sommaire de ce tableau de bord est présenté trimestriellement à la haute direction et au Comité des politiques en matière de risque et de révision. Des rapports sont également produits afin de présenter les risques aux diverses divisions, à leurs comités administratifs ainsi qu'au Conseil d'administration de la filiale. Ces rapports fournissent une description et un classement des risques, ainsi que des informations sur le capital économique.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes. Ce risque est inhérent à toutes les activités de RBC. Nous gérons le risque opérationnel en assurant la mise en place efficace de l'infrastructure, des contrôles, des systèmes et des ressources humaines voulus au sein de l'entreprise, et nous avons aussi recours à un cadre de gestion du risque opérationnel. Ce cadre fait appel à un langage commun et il est combiné à des programmes et méthodes mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise afin de permettre l'établissement, l'évaluation, le contrôle et la gestion des risques opérationnels. Le cadre de gestion est étayé par des principes stricts de gouvernance d'entreprise, par nos valeurs et par notre code de conduite à l'intention des employés, par un système de vérification interne indépendant basé sur le risque, ainsi que par les unités fonctionnelles de conformité à la réglementation au siège social et dans les secteurs d'exploitation.

Mesure

L'évaluation des risques et des contrôles constitue la pierre d'assise du processus proactif d'établissement et d'évaluation du risque opérationnel. Au cours de l'exercice 2005, nous avons eu recours à une démarche concertée aux fins de l'évaluation du risque opérationnel et des contrôles. Nous avons poursuivi notre programme initial d'autoévaluation des risques et des contrôles et nous avons également eu recours à plusieurs autres programmes d'évaluation liés notamment à la loi Sarbanes-Oxley de 2002, à la protection des renseignements personnels, aux activités d'impartition et au blanchiment d'argent. Les indicateurs de risque clés nous aident également à reconnaître les risques opérationnels et les pertes possibles auxquels nous sommes exposés et à composer avec ceux-ci. Nous avons

davantage eu recours aux indicateurs de risque au cours du dernier exercice, notamment à la banque d'indicateurs publiée récemment par la Risk Management Association.

Malgré une gestion active du risque opérationnel, des pertes opérationnelles se produisent ou sont susceptibles de se produire. La collecte et l'analyse d'informations sur les pertes à l'échelle de l'entreprise nous aident à mieux comprendre les causes fondamentales des pertes opérationnelles et à améliorer nos stratégies visant à atténuer les risques. Les données recueillies relativement aux pertes opérationnelles et aux pertes externes étaient également les analyses quantitatives visant à déterminer le capital devant être attribué au risque opérationnel.

Contrôle

Essentiellement, nous gérons le risque opérationnel en nous assurant d'avoir l'infrastructure, les contrôles, les systèmes et les ressources humaines requis au sein de l'organisation. Par ailleurs, plusieurs groupes à l'échelle de l'entreprise exercent des activités concernant l'efficacité des contrôles, la gestion des fraudes, la conformité aux lois et règlements applicables, la gestion des événements entraînant une interruption des activités et des situations de crise, ainsi que le transfert des risques.

Nous avons recours aux indicateurs de risque clés pour contrôler les conditions entraînant des risques et les niveaux de risque, ainsi que l'efficacité des contrôles. L'équipe des risques opérationnels surveille un nombre croissant d'indicateurs, qui sont communiqués à la Haute direction et au Conseil d'administration. Le groupe de vérification interne utilise les indicateurs de risque aux fins de ses programmes de vérification permanents, qui complètent les activités de vérification cycliques. La gestion des fraudes se compose d'activités de prévention, de recherche et d'intervention,

et elle porte tant sur les fraudes internes que sur les fraudes externes. Le groupe de la conformité à la réglementation se concentre sur nos demandes en matière de réglementation et il adopte une démarche coordonnée et efficace pour satisfaire ces demandes. Le groupe de maintien des opérations coordonne la planification, la préparation et la réalisation des mesures mises en œuvre pour composer avec toute interruption des activités susceptible d'influer sur notre capacité à fournir, en temps opportun, des services de qualité à nos clients. Nous transférions une partie de notre exposition au risque opérationnel en souscrivant de l'assurance, dont la nature et le montant sont établis à l'échelle de l'entreprise.

Présentation de l'information

Des rapports trimestriels portant sur le risque opérationnel dans toute l'entreprise fournissent à la Haute direction et au Conseil d'administration un aperçu de notre profil de risque opérationnel, lequel est établi dans le cadre des activités d'établissement et de contrôle des risques, ainsi qu'en fonction des pertes opérationnelles et des conclusions formulées par suite de l'analyse des indicateurs de risque à l'échelle de l'entreprise. Les rapports comprennent également des détails sur les principaux risques opérationnels actuels et émergents auxquels nous sommes exposés.

RISQUES ADDITIONNELS SUSCEPTIBLES D'INFLUER SUR LES RÉSULTATS FUTURS

En plus du risque de crédit, du risque de marché, du risque d'illiquidité, du risque lié aux activités d'assurance et du risque opérationnel, tels qu'ils sont décrits à la section Gestion du risque, il y a de nombreux autres facteurs de risque, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que les résultats diffèrent considérablement de nos opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Certains de ces facteurs sont décrits ci-après.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations dans le présent rapport de gestion étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

Facteurs relatifs à l'industrie et facteurs non liés à notre entreprise

Conjoncture économique générale des régions où nous exerçons nos activités

Les taux d'intérêt, les taux de change, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses publiques, la santé des marchés financiers, l'inflation et le terrorisme ont des répercussions sur le contexte commercial et l'environnement économique d'une région géographique donnée et, en fin de compte, sur notre volume d'affaires dans cette région. Par exemple, durant le ralentissement économique d'un pays donné, caractérisé par une hausse du chômage ainsi qu'une baisse du revenu familial, du bénéfice des sociétés, des investissements des entreprises et des dépenses de consommation, la demande concernant nos prêts et autres produits baisserait et la provision pour pertes sur créances augmenterait probablement, entraînant par le fait même une diminution du bénéfice. Dans un même ordre d'idées, un ralentissement d'un marché des actions pourrait entraîner une baisse des nouvelles émissions, des activités de négociation des investisseurs, des biens sous gestion et des biens administrés, qui se traduirait par un recul des commissions et autres produits.

Taux de change des devises

Nos produits, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations du dollar canadien par rapport à ces devises. Ces fluctuations pourraient influencer sur nos activités et nos résultats financiers dans leur ensemble. Notre exposition la plus importante touche le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis, et l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence importante sur nos résultats au cours des trois derniers exercices. Nous sommes également exposés à un risque lié à la livre sterling en raison de nos nombreuses opérations avec RBC Marchés des Capitaux à l'échelle mondiale. Si l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling se poursuivait, cela pourrait entraîner une réduction de la valeur de conversion de nos revenus, de nos charges et de notre bénéfice libellés en dollars américains et en livres sterling, respectivement, comparativement aux exercices antérieurs.

Politique monétaire

Les attentes des marchés obligataires et monétaires en ce qui concerne l'inflation et les décisions des banques centrales en matière de politique monétaire influent sur le niveau des taux d'intérêt, les fluctuations de ces taux pouvant avoir une incidence sur notre bénéfice. Notre politique à l'égard des activités autres que de négociation figurant au bilan consiste à gérer le risque de taux d'intérêt en fonction d'un niveau cible, à savoir un bilan indifférent au risque, au titre duquel les risques de taux d'intérêt liés à presque tous les actifs et aux passifs sont appariés, les actifs restants représentant un placement en actions théorique réparti également sur une période de 60 mois. Par conséquent, notre profil de risque de taux d'intérêt se caractérise par une modification des taux liés aux actifs légèrement plus rapide que celle des taux liés aux passifs. Une baisse des taux d'intérêt aura donc tendance à se traduire par une diminution du revenu net d'intérêt tiré

de notre portefeuille autre que de négociation en raison de la modification des taux liés à nos actifs à plus court terme, et par une plus-value de nos actifs à plus long terme. À l'inverse, une hausse des taux d'intérêt donnera lieu à une augmentation du revenu net d'intérêt et à une moins-value de nos actifs à plus long terme. Une analyse plus détaillée du risque de taux d'intérêt et de ses répercussions possibles sur notre portefeuille autre que de négociation est fournie dans la section Gestion du risque – Risque de marché.

Niveau de concurrence

La concurrence à laquelle se livrent les sociétés de services financiers au sein des marchés des services aux particuliers et aux entreprises dans lesquels nous exerçons nos activités est vive. La fidélisation et le maintien de la clientèle dépendent de certains facteurs, notamment les niveaux relatifs de services, les prix et les caractéristiques des produits ou services, notre réputation et les mesures prises par nos concurrents. Des entreprises non financières peuvent donner aux consommateurs l'option de payer des factures et de virer des fonds sans avoir recours à des banques. Les opérations sur titres peuvent être exécutées au moyen d'Internet ou d'autres systèmes conçus à des fins autres que de négociation. Une telle désintermédiation pourrait aussi entraîner une réduction des commissions et avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice.

Modifications des lois et des règlements

Des règlements ont été établis afin de protéger les intérêts financiers et autres de nos clients. Des modifications des lois, des règlements ou des politiques de réglementation, y compris des changements dans l'interprétation, la mise en œuvre ou l'exécution des lois, pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats, par exemple en réduisant les entraves à l'accès aux marchés dans lesquels nous exerçons nos activités et en augmentant les coûts que nous engageons pour nous conformer à ces lois, règlements ou politiques. Par ailleurs, notre non-respect des lois, des règlements ou des politiques de réglementation applicables pourrait entraîner des pénalités et des sanctions financières imposées par les organismes de réglementation qui seraient susceptibles de ternir notre réputation ou de réduire notre bénéfice.

Jugements d'ordre juridique ou réglementaire et procédures judiciaires

Nous prenons des mesures que nous jugeons raisonnables afin d'assurer notre conformité avec les lois, règlements et politiques de réglementation des territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, mais rien ne garantit que nous nous conformerons toujours à ces lois, règlements ou politiques, ou que nous serons réputés nous y conformer. Il est par conséquent possible qu'un tribunal ou un organisme de réglementation prononce un jugement ou rende une décision qui pourrait se traduire par des amendes, des dommages-intérêts ou d'autres frais qui pourraient ternir notre réputation et avoir une incidence négative sur notre bénéfice.

Nous sommes également engagés dans des litiges dans le cours normal de nos activités. Le règlement défavorable de tout litige pourrait avoir une incidence négative importante sur nos résultats, et pourrait grandement compromettre notre réputation, ce qui pourrait influencer sur nos perspectives commerciales futures.

Exactitude et intégralité des renseignements sur nos clients et contreparties

Lorsque nous décidons de consentir du crédit à des clients ou à des contreparties ou de conclure d'autres transactions avec eux, il se peut que nous nous basions sur les renseignements qui nous ont été fournis par ces clients ou contreparties ou en leur nom, notamment des états financiers vérifiés ou d'autres renseignements financiers. Il se peut également que nous fondions notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties quant à l'intégralité et à l'exactitude de cette information. Si les états financiers et les autres renseignements financiers concernant les clients et les contreparties sur lesquels nous nous basons ne sont pas conformes aux PCGR ou qu'ils comprennent des déclarations trompeuses importantes, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière.

Facteurs propres à notre entreprise

Notre capacité d'assurer le réalignement réussi de notre entreprise pourrait influencer sur notre rendement financier

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, à l'appui de notre initiative « Le client avant tout », nous avons réaligné notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus afin de mieux servir nos clients et d'accroître l'efficacité de tous nos secteurs d'exploitation, de trouver de nouveaux moyens de générer une croissance plus forte des revenus, ainsi que de rationaliser notre organisation et nos processus de manière à accélérer la prise de décisions et leur mise en œuvre et d'améliorer la productivité. Même si nous estimons que nos initiatives nous aideront à mieux répondre aux besoins de nos clients, à accélérer la croissance des revenus et à contrôler les coûts, il n'existe aucune certitude que nous continuerons d'atteindre nos objectifs et que nous améliorerons notre rendement financier.

Acquisitions et coentreprises

Nous examinons régulièrement les occasions d'acquisitions stratégiques ou de coentreprises au sein de nos secteurs d'exploitation, mais rien ne garantit que nous pourrions continuer de procéder à des acquisitions ou de former des coentreprises selon des modalités qui satisfont à nos critères d'investissement. Par ailleurs, il n'existe aucune certitude que les réductions de coûts prévues se concrétiseront par suite des acquisitions ou de la formation de coentreprises. Notre rendement dépend de notre capacité à conserver la clientèle et les employés clés des sociétés acquises, et rien ne garantit que nous serons toujours en mesure d'y parvenir.

Conventions comptables et estimations

Les conventions et méthodes comptables que nous utilisons servent à déterminer la façon dont nous présentons notre situation financière et nos résultats d'exploitation, et leur application exige que la direction établisse des estimations ou se base sur des hypothèses touchant des questions de par leur nature incertaines. Ces estimations et ces hypothèses pourraient nécessiter des changements susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation et sur notre situation financière.

Nous présentons notre situation financière et nos résultats d'exploitation selon les conventions et méthodes comptables prescrites par les PCGR. Dans certains cas, au moins deux conventions ou méthodes comptables raisonnables, qui se traduisent toutefois par la présentation de montants considérablement différents, sont permises en vertu des PCGR.

La direction exerce un jugement quant au choix et à l'application de nos conventions et méthodes comptables, de manière à s'assurer qu'elles sont conformes aux PCGR et qu'elles reflètent notre meilleur jugement quant à la façon la plus appropriée de constater et de présenter notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Les principales conventions comptables sont décrites à la note 1 accompagnant nos états financiers consolidés.

Comme il est expliqué en détail dans la rubrique Conventions comptables critiques et estimations, six conventions comptables « critiques » s'appliquent à la présentation de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation, car i) la direction est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines et car ii) il est probable que des montants considérablement différents soient présentés dans des conditions différentes ou selon des hypothèses ou des estimations différentes. La présentation de tels montants pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation ou sur notre situation financière. Ces conventions comptables cruciales et ces estimations ont trait à l'établissement de notre provision cumulative pour pertes sur créances, à l'établissement de la juste valeur de certains de nos instruments financiers, aux activités de titrisation, aux entités à détenteurs de droits variables, aux régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi et aux impôts.

En tant que grande société, nous sommes exposés au risque opérationnel et aux risques liés à l'infrastructure

Comme toutes les autres grandes sociétés, nous sommes exposés à divers types de risques opérationnels, notamment le risque que des employés ou des tiers commettent des fraudes, que les employés effectuent des opérations non autorisées ou que des erreurs opérationnelles se produisent, y compris des erreurs d'écritures ou de tenue des dossiers, ou des erreurs causées par des systèmes informatiques ou des systèmes de télécommunications défectueux ou hors service. Compte tenu du volume élevé d'opérations que nous traitons quotidiennement, certaines erreurs pourraient se répéter ou s'aggraver avant qu'elles ne soient découvertes et rectifiées. Les insuffisances ou les lacunes liées à nos processus internes, à nos ressources humaines ou à nos systèmes, y compris l'un de nos systèmes financiers ou comptables ou de nos autres systèmes de traitement des données, pourraient notamment entraîner des pertes financières et ternir notre réputation. De plus, même si nous avons mis sur pied des plans d'urgence, des perturbations dans l'infrastructure qui soutient nos entreprises et les collectivités où elles sont situées pourraient avoir une incidence défavorable sur notre capacité d'exercer nos activités. Ces perturbations pourraient toucher des services électriques, des services de communications ou de transport, ou d'autres services que nous utilisons et que les tiers qui font affaire avec nous utilisent aussi.

En tant que grande société, nous sommes exposés au risque lié à la réputation

Comme toutes les autres grandes sociétés, nous sommes exposés au risque lié à la réputation, qui consiste en un risque qu'une action accomplie par nous ou par un de nos représentants ternisse notre image aux yeux de la collectivité ou la confiance que nous accordons au public, ce qui pourrait entraîner des actions en justice, nous assujettir à une surveillance réglementaire accrue ou avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice. Les facteurs qui peuvent accroître le risque lié à la réputation comprennent le bris de confidentialité ou le manque de respect de la vie privée, le manque de professionnalisme, la résolution inadéquate des conflits d'intérêts, les activités frauduleuses ou criminelles, la présentation d'information trompeuse aux actionnaires, aux clients ou aux employés ou la dissimulation d'information.

Nous gérons le risque lié à la réputation en intégrant l'évaluation du risque lié à la réputation dans notre processus d'approbation des opérations, nos décisions en matière d'élaboration de stratégies ainsi que nos processus de mise en œuvre et de contrôle stratégiques et opérationnels. Nos pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, nos codes de déontologie ainsi que nos politiques, procédures et formations en matière de gestion du risque nous aident également à gérer le risque lié à la réputation.

Autres facteurs

Les autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs incluent les modifications de la politique gouvernementale en matière de commerce, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs, les modifications de nos estimations à l'égard des provisions, les modifications apportées à la législation fiscale, les changements technologiques, les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs, les catastrophes naturelles, comme les ouragans, l'incidence possible, sur nos activités, d'urgences en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous réussissons à prévoir et à gérer les risques connexes.

Nous informons nos lecteurs que l'analyse précédente des facteurs susceptibles d'influer sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à notre égard, doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes, ainsi que d'autres facteurs externes et propres à notre entreprise qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats futurs et sur l'évaluation boursière de nos actions ordinaires. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés apparentées selon des modalités semblables à celles

accordées à des parties non apparentées. Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés.

CONTRÔLES ET PROCESSUS

Au 31 octobre 2005, une évaluation avait été effectuée relativement à l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément au règlement 13a-15 de la *U.S. Securities and Exchange Act of 1934* et à l'instrument multilatéral 52-109. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours des membres de la direction, notamment le président et chef de la direction et le chef des finances. Au terme de cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef des finances ont

conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nos contrôles internes liés à la présentation de l'information financière n'ont subi aucune modification importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur lesdits contrôles internes.

INFORMATION FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE

Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens lié aux activités poursuivies (1)

Tableau 50

(en millions de dollars canadiens)	Soldes moyens (2)			Intérêt (3)			Taux moyen		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Actif									
Dépôts d'autres banques									
Canada	915 \$	629 \$	428 \$	31 \$	8 \$	4 \$	3,39 %	1,27 %	0,93 %
États-Unis	1 587	1 093	2 490	55	7	30	3,47	0,64	1,20
Autres pays	4 068	3 897	4 401	145	88	67	3,56	2,26	1,52
	6 570	5 619	7 319	231	103	101	3,52	1,83	1,38
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	110 356	94 178	77 422	3 711	2 718	2 049	3,36	2,89	2,65
Titres du compte de placement	37 198	43 146	35 639	839	837	959	2,26	1,94	2,69
Titres de substitut de prêt	678	358	354	33	17	17	4,87	4,75	4,80
	148 232	137 682	113 415	4 583	3 572	3 025	3,09	2,59	2,67
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	44 420	43 920	42 386	1 354	656	873	3,05	1,49	2,06
Prêts (4)									
Canada									
Prêts hypothécaires résidentiels	82 960	75 722	69 911	4 090	3 903	3 896	4,93	5,15	5,57
Prêts aux particuliers	32 864	28 857	25 614	2 055	1 813	1 837	6,25	6,28	7,17
Prêts sur cartes de crédit	6 238	5 656	5 197	753	674	615	12,07	11,92	11,83
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	30 026	27 616	26 632	1 401	1 342	1 755	4,67	4,86	6,59
	152 088	137 851	127 354	8 299	7 732	8 103	5,46	5,61	6,36
États-Unis	20 572	21 329	22 678	1 626	1 134	1 225	7,90	5,32	5,40
Autres pays	6 993	6 586	9 905	865	669	572	12,37	10,16	5,77
	179 653	165 766	159 937	10 790	9 535	9 900	6,01	5,75	6,19
Total de l'actif productif d'intérêts	378 875	352 987	323 057	16 958	13 866	13 899	4,48	3,93	4,30
Dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	2 567	2 758	1 947	—	—	—	—	—	—
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 411	6 047	6 838	—	—	—	—	—	—
Autres actifs	57 447	56 408	55 858	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif	445 300 \$	418 200 \$	387 700 \$	16 958 \$	13 866 \$	13 899 \$	3,81 %	3,32 %	3,58 %
Passif et capitaux propres									
Dépôts (5)									
Canada	152 218 \$	139 466 \$	121 690 \$	3 724 \$	3 186 \$	3 311 \$	2,45 %	2,28 %	2,72 %
États-Unis	39 944	38 501	40 126	1 047	510	564	2,62	1,32	1,41
Autres pays	69 607	68 052	68 316	2 175	1 446	1 577	3,12	2,12	2,31
	261 769	246 019	230 132	6 946	5 142	5 452	2,65	2,09	2,37
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 169	27 013	22 898	1 381	978	839	4,04	3,62	3,66
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	25 912	29 159	20 575	1 120	677	614	4,32	2,32	2,98
Débentures subordonnées	8 359	8 000	6 455	442	429	376	5,29	5,36	5,82
Autres passifs portant intérêt	4 041	3 458	4 109	299	242	282	7,40	7,00	6,86
Total du passif portant intérêt	334 250	313 649	284 169	10 188	7 468	7 563	3,05	2,38	2,66
Dépôts ne portant pas intérêt	26 428	22 183	20 640	—	—	—	—	—	—
Acceptations	6 414	6 049	6 838	—	—	—	—	—	—
Autres passifs	58 757	57 697	57 292	—	—	—	—	—	—
Total du passif	425 849 \$	399 578 \$	368 939 \$	10 188 \$	7 468 \$	7 563 \$	2,39 %	1,87 %	2,05 %
Capitaux propres									
Actions privilégiées	811	832	1 210	—	—	—	—	—	—
Actions ordinaires	18 640	17 790	17 551	—	—	—	—	—	—
Total du passif et des capitaux propres	445 300 \$	418 200 \$	387 700 \$	10 188 \$	7 468 \$	7 563 \$	2,29 %	1,79 %	1,95 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif moyen	445 300 \$	418 200 \$	387 700 \$	6 770 \$	6 398 \$	6 336 \$	1,52 %	1,53 %	1,63 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif productif d'intérêts moyen									
Canada	229 184 \$	212 562 \$	199 841 \$	5 379 \$	4 870 \$	4 988 \$	2,35 %	2,29 %	2,50 %
États-Unis	74 842	61 716	52 870	774	922	1 066	1,03	1,49	2,02
Autres pays	74 849	78 709	70 346	617	606	282	0,82	0,77	0,40
Total	378 875 \$	352 987 \$	323 057 \$	6 770 \$	6 398 \$	6 336 \$	1,79 %	1,81 %	1,96 %

(1) Le classement géographique des actifs et passifs choisis est fondé sur le point d'inscription des actifs et des passifs en question.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 343 millions de dollars (336 millions en 2004; 303 millions en 2003).

(4) Les soldes moyens comprennent les prêts douteux.

(5) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 46 milliards de dollars (45 milliards en 2004; 38 milliards en 2003), des frais d'intérêt de 0,3 milliard (0,2 milliard en 2004; 0,3 milliard en 2003), ainsi que des taux moyens de 0,6 % (0,5 % en 2004; 0,8 % en 2003), respectivement. Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 181 milliards de dollars (169 milliards en 2004; 160 milliards en 2003), des frais d'intérêt de 5,3 milliards (4,0 milliards en 2004; 4,1 milliards en 2003), ainsi que des taux moyens de 2,95 % (2,34 % en 2004; 2,53 % en 2003), respectivement.

(en millions de dollars canadiens)	2005 sur 2004 Facteur d'augmentation (de diminution)			2004 sur 2003 Facteur d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (2)	Taux moyen (2)	Variation nette	Volume moyen (2)	Taux moyen (2)	Variation nette
Actif						
Dépôts d'autres banques						
Canada	5 \$	18 \$	23 \$	2 \$	2 \$	4 \$
États-Unis	4	44	48	(13)	(10)	(23)
Autres pays	4	53	57	(8)	29	21
Valeurs mobilières						
Titres du compte de négociation	506	487	993	472	197	669
Titres du compte de placement	(125)	127	2	177	(299)	(122)
Titres de substitut de prêt	16	–	16	–	–	–
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	8	690	698	31	(248)	(217)
Prêts						
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	362	(175)	187	311	(304)	7
Prêts aux particuliers	251	(9)	242	218	(242)	(24)
Prêts sur cartes de crédit	70	9	79	55	4	59
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	114	(55)	59	63	(476)	(413)
États-Unis	(42)	534	492	(72)	(19)	(91)
Autres pays	43	153	196	(237)	334	97
Total du revenu d'intérêt	1 216 \$	1 876 \$	3 092 \$	999 \$	(1 032) \$	(33) \$
Passif						
Dépôts						
Canada	303 \$	235 \$	538 \$	447 \$	(572) \$	(125) \$
États-Unis	20	517	537	(22)	(32)	(54)
Autres pays	34	695	729	(6)	(125)	(131)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	280	123	403	149	(10)	139
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(83)	526	443	219	(156)	63
Débitures subordonnées	19	(6)	13	85	(32)	53
Autres passifs portant intérêt	42	15	57	(47)	7	(40)
Total des frais d'intérêt	615	2 105	2 720	825	(920)	(95)
Revenu net d'intérêt	601 \$	(229) \$	372 \$	174 \$	(112) \$	62 \$

(1) Le classement géographique des actifs et passifs choisis est fondé sur le point d'inscription des actifs et des passifs en question.

(2) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt.

Prêts et acceptations liés aux petites et moyennes entreprises, par portefeuille de crédit

Tableau 52

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003	2002	2001
Exploitations agricoles	715 \$	519 \$	70 \$	67 \$	71 \$
Industrie automobile	490	463	462	377	434
Biens de consommation	1 728	1 764	1 777	1 583	1 665
Services publics	182	150	137	125	157
Services financiers	78	51	97	93	57
Industrie forestière	311	276	298	278	296
Gouvernements	182	156	161	187	8
Produits industriels	1 057	999	952	887	916
Mines et métaux	57	62	65	69	64
Secteur immobilier et secteurs connexes	1 982	1 821	1 777	1 737	1 788
Technologie et médias	243	232	242	204	262
Transport et environnement	549	502	503	552	605
Autres	3 183	3 142	3 164	3 311	3 465
Total des prêts aux petites et moyennes entreprises	10 757 \$	10 137 \$	9 705 \$	9 470 \$	9 788 \$